

## Avant-propos

Vu la situation dramatique au Moyen-Orient, la rédaction a décidé de mettre à disposition de ses lecteurs un dossier électronique contenant des informations fondamentales mais peu connues en français et en anglais. Vous trouverez également dans notre dossier des prises de position de diverses personnalités de réputation internationale.

*Horizons et débats* est un journal publié à Zurich qui paraît 6 fois par ans depuis 2000. Il est édité par la coo-

pérative *Zeit-Fragen* qui tient à son indépendance politique et financière. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

Vous avez tout loisir de diffuser ce dossier. En outre, nous serions heureux de connaître vos réactions.

Bonne lecture!

La rédaction

## Sommaire

(Pour lire l'article, cliquez sur le titre)

### I. Réflexions fondamentales

- «Le respect du droit n'a pas à être négocié» 2

### II. Situation géopolitique

- Rice: «La guerre du Liban sont les douleurs de l'enfantement d'un nouveau Moyen-Orient» 4
- Bush a donné son feu vert à l'attaque du Liban par Israël 4
- Bush: L'Iran a incité le Hezbollah à enlever les soldats israéliens 5
- Brzezinski: Le Hezbollah n'exécute pas des ordres de l'Iran 5
- Congrès américain: Quasi-déclaration de guerre à la Syrie et à l'Iran 6
- Les néo-conservateurs et la politique du «chaos constructeur» 7
- L'objectif réel (Uri Avneri) 9

### III. Situation au Liban et à Gaza

- Premier Ministre du Liban: «Nous voulons vivre» 11
- La destruction d'infrastructures civiles: un crime de guerre 11
- Le président libanais accuse Israël d'utiliser des bombes au phosphore blanc 12
- CICR: Cinq ambulances libanaise bombardées 13
- L'armée israélienne s'apprête à utiliser des bombes à l'UA 14
- Munitions anti-bunkers envoyées en secret en Israël par les USA 15
- L'ambassadeur permanent français auprès de l'ONU condamne l'attaque d'un poste de l'ONU au Liban 15
- Médecin de Gaza: «Israël utilise des armes inconnues toxiques ou radioactives» 16
- Israel is using chemical ammunition 16
- Mourir de faim, dans le noir (Virginia Tilley) 17

### IV. Réactions

- Kofi Annan: «Immediate Cessation of Hostilities needed in Lebanon» 19
- UN Relief and Works Agency: 70% of Gazans Rely on Food Assistance 20
- UN Human Rights Experts: «Respect the Rights of the Civilian Population» 20
- «Le droit de veto ne doit pas être privilège servant à défendre des intérêts particuliers» 21

- Le Pape demande un cessez-le-feu 23
- Le Patriarche Grégoire III: «Le Liban martyr saigne de toutes ses blessures» 23
- L'archevêque de Canterbury demande un changement de cap politique des Etats-Unis 23
- Les évêques américains: «Il est intolérable de s'attaquer à la population civile» 23
- Conseil d'Eglises chrétiennes en France: «Recourir au dialogue» 24
- Le CICR est gravement préoccupé par la situation humanitaire à Gaza 24
- Micheline Calmy-Rey demande le respect du droit humanitaire 25
- La Suisse condamne la réaction disproportionnée contre le Liban 25
- Déclaration de M. Jacques Chirac sur le Liban 26
- Chirac: «On ne change pas des régions par la force.» 27
- Bush n'est pas le bienvenu à Stralsund 30
- Ministre allemande: Israël viole le droit international 30
- Suède: «Escalating violence in Lebanon is deeply worrying» 30
- South America at the Human Right Council: «Stop the collective punishment!» 30

### V. Droit international humanitaire

- Louise Arbour: «Protection des civils est une obligation suprême» 31
- L'Union européenne abandonne ses propres principes (Alfred de Zayas) 31
- Expert allemand: «Israël a un comportement extrêmement problématique.» 33

### VI. Armes secrètes d'un nouveau type

- Uranium appauvri: le Liban aussi? 34
- Alerte: Une bombe de l'OTAN à l'uranium appauvri provoque des cancers et malformations congénitales 34
- Officier nucléaire belge: Les bombes de l'uranium sont extrêmement dangereux pour toute la santé 35
- Conséquences sanitaires de la Guerre du Golfe de 1991 pour les populations (Pr S.-H. Günther) 36
- Preuves de l'usage par Israël d'armes de destruction massive au Liban 39
- Des médecins constatent des blessures inconnues 39

# I. Réflexions fondamentales

## «Le respect du droit n'a pas à être négocié»

*Déclaration de S.E. M. Peter Maurer, Représentant permanent de la Suisse auprès des Nations Unies, lors de la réunion publique du Conseil de sécurité sur la situation au Proche-Orient (21 juillet)*

*Monsieur le Président,*

Je voudrais tout d'abord vous remercier ainsi que les membres du Conseil de sécurité pour la possibilité qui est donnée à la Suisse d'exposer ses vues à propos de la crise qui frappe le Proche-Orient.

La Suisse attache la plus grande importance au respect du droit international humanitaire et à celui des droits humains. Elle n'a cessé d'exprimer aux parties en présence leurs obligations en la matière et elle continuera à œuvrer dans ce sens.

Le respect du droit n'a pas à être négocié. Il n'est par ailleurs pas soumis à des conditions de réciprocité. Les effets des violations commises actuellement au Proche-Orient se mesurent en morts, en blessés, en destructions indiscriminées de logements et d'infrastructures, en atteintes durables au patrimoine culturel et à l'environnement. Elles constituent en outre autant d'entraves à l'action humanitaire.

La Suisse rappelle aux parties au conflit que conformément au droit international humanitaire il est interdit d'attaquer les civils ne participant pas directement aux hostilités, ainsi que les biens civils. Elle rappelle aux parties leur obligation de faire la distinction entre la population civile et les combattants, entre les infrastructures civiles et militaires, de prendre toutes les précautions nécessaires pour épargner la vie des civils et les biens civils, de respecter le principe de proportionnalité dans toutes les opérations militaires et de renoncer à toute forme de punition collective touchant la population. Le personnel, les installations et les véhicules portant les emblèmes reconnus par les Conventions de Genève et leurs Protocoles additionnels sont protégés en vertu du droit international humanitaire et doivent être respectés en toutes circonstances. Les parties au conflit sont obligées d'autoriser et de faciliter le passage rapide de tous les envois de secours humanitaires et de prendre toutes les précautions pratiquement possibles pour éviter de les attaquer.

### **La communauté internationale doit agir**

*Monsieur le Président,*

Face à l'ampleur de la crise tant politique qu'humanitaire, il est de la responsabilité de la communauté internationale d'agir. L'escalade de la violence qui se développe actuellement au Proche-Orient est grave et dangereuse. Les ramifications régionales de la crise actuelle aggravent une situation déjà tendue et accentuent les incertitudes quant à son évolution et son issue.

### **La diplomatie doit remplacer les affrontements militaires**

La Suisse souhaite que le Conseil de sécurité, instance première de la communauté internationale pour la paix et la sécurité, soit en mesure d'agir dans les meilleurs délais. Elle regrette d'ailleurs qu'un consensus sur les mesures à prendre n'ait pas encore pu intervenir au sein du Conseil, en dépit de la gravité de la situation.

La diplomatie doit s'imposer en lieu et place des affrontements militaires. Il est impératif de trouver une solution paci-

fique au présent conflit. La Suisse soutient en particulier les efforts des Nations Unies et la mission spéciale de bons offices conduite par *M. Vijay K. Nambiar*; à la demande expresse du secrétaire général de l'ONU. Dans ce contexte, je tiens à féliciter le secrétaire général pour ses judicieuses suggestions pour instaurer un cessez-le-feu durable. Mon pays espère que le Conseil de sécurité considérera sérieusement ses propositions et qu'il agira rapidement.

La Suisse condamne tout acte de violence, de provocations et de terrorisme. Il n'y a aucun doute qu'Israël a le droit de protéger son territoire et sa population de tels actes. Néanmoins, à la lumière du droit et des faits, la Suisse considère la réaction des forces militaires israéliennes au Liban comme clairement disproportionnée. Rien ne saurait justifier l'ampleur de la présente opération militaire impliquant le blocus aérien et naval. Un pays entier ne peut être pris en otage pour une opération militaire de représailles. Les frappes aériennes répétées de ces derniers jours contre des objectifs civils constituent une violation grave du droit international humanitaire. Les lancements indiscriminés de roquettes par le Hezbollah contre les centres habités en Israël violent aussi les règles du droit international humanitaire.

### **La crise humanitaire dans la bande de Gaza est intolérable**

*Monsieur le Président,*

Il est aussi important de souligner que la situation au Liban ne doit pas faire perdre de vue à la communauté internationale l'ampleur de la crise humanitaire, économique et sociale dans le Territoire palestinien occupé, en particulier à Gaza.

Là aussi ce sont les civils qui paient le plus lourd tribut des affrontements. Les conditions de vie de la population palestinienne sont devenues, au cours des derniers mois et semaines, intolérables. Les taux de chômage et de pauvreté sont en croissance constante. Les restrictions à la liberté de mouvement des biens et des personnes contribuent à la précarité, mais aussi entravent gravement toute une série de droits élémentaires.

Les organisations humanitaires nous sensibilisent chaque jour aux risques aigus de crise alimentaire et médicale à Gaza. La destruction de la seule centrale électrique de la bande de Gaza a un impact durable et profond sur les hôpitaux, les systèmes d'approvisionnement en eau potable notamment. En vertu du droit international humanitaire il incombe à Israël, en sa qualité de puissance occupante, de subvenir aux besoins essentiels de la population civile palestinienne et de faciliter le passage rapide, en toute sécurité et sans obstacle de tous les envois, des équipements et du personnel de secours.

*Monsieur le Président,*

Afin d'apporter une réponse à la crise au Liban, la Suisse aimerait souligner trois propositions: Instaurer immédiatement un cessez-le-feu, établir des corridors humanitaires, mettre en place une force internationale.

### Cessez-le-feu immédiat

Comme dans tous les conflits, il n'est pas aisé de mettre fin à la logique militaire des attaques et contre-attaques. Néanmoins, on ne peut simplement pas permettre que ce conflit dévastateur se poursuive. La Suisse exhorte donc les parties au conflit à conclure immédiatement un cessez-le-feu. Un cessez-le-feu est nécessaire face à la situation humanitaire grave et en constante détérioration au Liban. La destruction extensive d'infrastructures civiles telles que des ponts et des routes a non seulement causé la perte de nombreuses vies humaines mais elle empêche les civils de quitter les zones de combats et de plus elle entrave gravement l'action humanitaire. Ces destructions et la fuite des bombardements ont entraîné des déplacements considérables de population au Liban, soit plus de 500 000 personnes, dont 40 000 à Beyrouth seul. Je le répète, la communauté internationale a la responsabilité d'agir.

Afin de répondre à cette crise humanitaire, la Suisse appelle aussi à la création de corridors humanitaires, permettant de garantir le plein accès sans restriction aux victimes. Il faut garantir que l'accès aux biens de première nécessité (abris, eau, nourriture) et aux services de base (soins sanitaires et médicaux) soit assuré. L'approvisionnement en eau et en électricité devient aussi précaire. De tels corridors humanitaires, entre Beyrouth et le Sud-Liban, entre Beyrouth et Chypre, entre le Sud-Liban (Tyr) et Chypre, mais aussi depuis le Nord d'Israël en direction du Sud-Liban et de la Bekaa, garantiraient l'accès sûr et sans entraves de personnel et de biens humanitaires, permettraient le transport des blessés et des malades vers les hôpitaux et l'évacuation des civils des zones de combats.

Dans l'immédiat, afin de permettre de sortir de la crise actuelle, la Suisse soutient la proposition concernant l'envoi d'une Force internationale de sécurité et de surveillance au Sud-Liban. Une telle force doit être sérieusement envisagée

dans les meilleurs délais par le Conseil de sécurité afin d'interrompre cette escalade de la violence.

Une telle mission, afin de répondre de manière efficace à la crise actuelle, devrait être dotée du mandat nécessaire pour garantir un cessez-le-feu, sécuriser la frontière israélo-libanaise et faciliter par sa présence un règlement négocié des disputes territoriales. Cette Force internationale de sécurité et de surveillance pourrait ainsi à titre temporaire prendre le contrôle du territoire des fermes de Chebaa dans l'attente d'un règlement de ce différend territorial et afin d'atténuer les tensions résultant de ce différend. Cette Force devrait aussi permettre de contribuer à la mise en œuvre des résolutions 1559 (2004) et 1680 (2006) du Conseil de sécurité, en particulier le désarmement de toutes les milices. Comme l'a souligné le secrétaire général, la mise en place d'une force internationale devrait être accompagnée par une série de mesures politiques et sécuritaires qui assureraient un cessez-le-feu durable afin que la situation ne revienne pas au statu quo ante. Parmi les mesures proposées, je voudrais insister sur la nécessité pour le gouvernement libanais d'assurer la souveraineté et le contrôle de l'ensemble de son territoire. De plus, la Suisse souligne l'importance d'établir un mécanisme qui puisse garantir le financement de l'aide humanitaire, de la reconstruction et du développement.

La Suisse salue les efforts de tous les acteurs qui œuvrent afin de résoudre la crise actuelle. Toutefois, il est impératif de ne pas seulement gérer la crise actuelle, mais de rechercher une réelle solution à l'ensemble des conflits en suspens au Proche-Orient. La crise au Liban, comme d'ailleurs celle qui se déroule dans le Territoire palestinien occupé, ne peut être analysée sous l'unique prisme du terrorisme et du contre-terrorisme. Une approche globale afin de régler l'ensemble des conflits israélo-arabe et israélo-palestinien s'impose.

*Je vous remercie Monsieur le Président.*

Source: [www.eda.admin.ch/newyork\\_miss/e/home.html](http://www.eda.admin.ch/newyork_miss/e/home.html)

## II. Situation géopolitique

### Rice: «La guerre du Liban sont les douleurs de l'enfantement d'un nouveau Moyen-Orient»

Au cours d'une intervention samedi 22 juillet devant des membres des Nations Unies, *Condoleezza Rice*, Secrétaire d'Etat américaine a décrit la détresse au Liban comme faisant partie des «douleurs de l'enfantement» d'un «nouveau Moyen-Orient» et a dit qu'Israël devrait ignorer les appels au cessez-le-feu.

«C'est un Moyen-Orient différent, c'est un nouveau Moyen-Orient. C'est dur, on traverse une période très violente, un cessez-le-feu serait une fausse promesse si cela nous ramène simplement au statu quo.»

Les médias israéliens (*ynet*, *jpost*, *haaretz*) se targuent tous du fait que le gouvernement israélien a reçu le feu vert de Washington pour ses attaques. Ces propos de Condoleezza Rice viennent effectivement le confirmer. Selon les confidences faites au journal israélien *haaretz* par l'ex-ambassadeur américain en Israël *Martin Indyk*, les Etats-Unis n'ont aucun moyen de pression sur le Hezbollah sauf «à travers l'utilisation de la force par Israël». Ainsi donc, Israël récompense les USA pour son soutien inconditionnel pendant ces six dernières années d'Intifada, et pour prouver à la plus grande puissance l'importance d'avoir à son côté une puissance régionale qu'il convient de renforcer y compris en la soutenant dans ses attaques contre des populations sans défense au Liban en Palestine.

Ainsi, pour Mme Rice, l'objectif est bel et bien de renforcer la domination israélienne et américaine au Moyen-Orient dans ce qu'elle appelle le «Nouveau Moyen-Orient», au prix de nombreuses vies humaines libanaises et aussi palestiniennes, et peut être même syriennes et iraniennes, sans oublier le nombre toujours croissants d'Irakiens tués.

Par conséquent, il est impératif de protester non seulement contre les offensives israéliennes, mais aussi contre le soutien inconditionnel des Américains qui ont mis sur pied ce plan du «Nouveau Moyen-Orient» conjointement avec les sionistes israéliens.

Sources de certaines informations: *www.english.aljazeera.net*, *www.haaretz.com*

#### «Israël n'a fait qu'attendre une occasion favorable»

L'historien israélien *Tom Segev* critique vivement son gouvernement: l'offensive militaire au Liban était préparée depuis longtemps. Le gouvernement n'a fait qu'attendre une occasion favorable.

*Spiegel online: Aurait-on pu éviter la crise dans le Nord d'Israël?*

*Segev*: Oui, l'enlèvement des deux soldats ne justifiait pas le déclenchement d'une telle crise et elle ne contribuera pas à faire libérer les deux soldats. Il semble plutôt que l'opération militaire était préparée et qu'on a simplement attendu une occasion favorable, par exemple l'enlèvement de soldats. Je pense qu'Israël s'est empêtré dans une situation dangereuse et lourde de conséquences qui ne correspond pas à ses intérêts.

Source: *Spiegel online* du 19/7/2006

### Bush a donné son feu vert à l'attaque du Liban par Israël

*hd*. Selon des sources européennes et israéliennes, les Etats-Unis donnent une semaine à Israël pour nuire au maximum au Hezbollah avant de devoir tenir compte des appels internationaux en faveur d'un cessez-le-feu.

Le gouvernement Bush, soutenu dans cette affaire par la Grande-Bretagne, a bloqué les efforts en vue d'un arrêt immédiat des hostilités, efforts initiés lors du sommet du G-8 à Saint-Petersbourg et lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'UE à Bruxelles.

Selon un haut fonctionnaire de l'UE, il est évident que les Américains ont donné leur feu vert à Israël. Ils les ont autorisés à poursuivre leurs attaques probablement pendant une semaine. Selon des sources diplomatiques, ils ont fixé une limite

temporelle précise en partie de crainte que le conflit n'échappe à tout contrôle.

En autorisant Israël à poursuivre ses attaques sur un laps de temps limité, la stratégie américaine vise plusieurs objectifs dont l'un est d'infliger un camouflet à l'Iran et à la Syrie, pays dont Washington prétend qu'ils dirigent en coulisse les militants du Hezbollah et du Hamas.

Hier, Tony Blair s'est aligné sur les positions des Etats-Unis: Israël peut continuer ses bombardements tant que le Hezbollah ne libérera pas les soldats enlevés et ne mettra pas fin à ses tirs de roquettes. A la Chambre des Communes, il s'est opposé à certains députés qui lui demandaient de se prononcer en faveur d'un cessez-le-feu.

Source: D'après *The Guardian* du 19/7/2006

Deux opinions opposées

## Bush: L'Iran a incité le Hezbollah à enlever les soldats israéliens

On ne peut pas ignorer que la récente escalade au Proche-Orient a ravivé, à Washington, le conflit de tendances en matière de politique étrangère. Il concerne, bien au-delà du Liban, les leçons stratégiques à tirer de la crise actuelle. Les néoconservateurs avant tout, qu'on n'avait plus entendus pendant longtemps, donnent de nouveau de la voix: N'ont-ils pas toujours prêché que la diplomatie conduisait à une impasse? Selon *Michael Rubin* de l'*American Enterprise Institute*, organisme de prédilection des néoconservateurs, «un dialogue au mauvais moment est pire qu'une absence de dialogue.» Il ne fait pas

seulement allusion au voyage de Rice mais à l'offre récente de pourparlers faite à Téhéran dans le conflit sur le nucléaire.

*Bush a accusé publiquement l'Iran d'avoir incité le Hezbollah à enlever les soldats israéliens.* Les Etats-Unis pourraient-ils encore dialoguer avec les mollahs de Téhéran même s'ils devaient lâcher du lest dans le conflit à propos du nucléaire? «Notre politique iranienne est un échec», écrit *Bill Kristol*, rédacteur en chef du conservateur *Weekly Standard*. «Nous devons être prêts à attaquer l'Iran militairement.»

Source: *Frankfurter Rundschau* du 21/7/2006

## Brzezinski: Le Hezbollah n'exécute pas des ordres de l'Iran

*FACTS: Le Hezbollah a enlevé les soldats israéliens le jour même où les puissances occidentales accentuaient leurs pressions sur l'Iran dans l'affaire du nucléaire. Certains pensent que ce n'est pas un hasard.*

*Brzezinski:* Cette thèse me paraît tirée par les cheveux. Je ne crois pas que le Hezbollah exécute des ordres de l'Iran au quart de tour comme un soldat ceux d'un général. Le Hezbollah a réagi à l'escalade de la violence dans la bande de Gaza et y a vu une occasion favorable.

*Vous pensez donc que le régime iranien ne pouvait pas prévoir la violente réaction des Israéliens à l'attaque du Hezbollah?*

Je doute que le Hezbollah ait consulté l'Iran dans cette affaire. On peut certainement partir de l'idée qu'il existe des contacts, mais pas au plan tactique et opérationnel.

*Et qu'est-ce qui va se passer si le Hezbollah déporte les soldats en Iran?*

Ça n'arrivera probablement pas. Le Hezbollah perdrait le contrôle et ne pourrait plus utiliser les soldats à des fins de chantage. Et je ne suis pas sûr que les Iraniens s'intéressent vraiment à ces militaires.

Source: *FACTS*, das Schweizer Nachrichtenmagazin du 20/7/06



*L'Irak entre 1993 et 1995, p. 65. Les photos de victimes de la guerre en Irak du présent dossier sont tirées de: S.-H. Günther, Uran-Geschosse. ISBN 3-89484-805-7*



*Liban, Sidon, 17 juillet 2006 (photo keystone)*

## Congrès américain: Quasi-déclaration de guerre à la Syrie et à l'Iran

*hd.* Le 18 juillet, le Congrès américain (Sénat et Chambre des représentants) a adopté sa *Résolution 921*. Elle comprend 14 points d'importance historique et est interprétée comme une déclaration de guerre de facto à la Syrie et à l'Iran.

Elle commence par assurer l'Etat d'Israël de son «soutien inconditionnel» (Art. 1). Ensuite, il est déclaré que tous les Etats qui soutiennent le Hezbollah et le Hamas sont directement responsables des attaques et qu'ils devront rendre des comptes (Art. 6). [Rappelons que le Hezbollah est un parti du gouvernement libanais qui a été élu démocratiquement et qu'il ne figure pas sur la liste des organisations terroristes de l'UE. Le Hamas est le parti majoritaire élu démocratiquement des territoires palestiniens.] Ensuite la Syrie et l'Iran sont explicitement condamnés pour leur soutien à ces organisations (Art. 7). Le Congrès reconnaît à Israël le droit de se défendre «sur le territoire de tous les pays qui représentent une menace» (Art. 8). Finalement, l'Art. 10 demande au Président des USA de soutenir Israël de toutes ses forces si ce dernier réagit aux attaques des «organisations terroristes et aux Etats qui les soutiennent» (c'est-à-dire la Syrie et l'Iran).

Des sources officielles russes voient dans cette résolution une déclaration de guerre de fait à la Syrie et à l'Iran. Du point de vue du droit constitutionnel, le Congrès est bien l'institution habilitée à le faire. De toute façon, le texte de la Résolution s'interprète comme le feu vert donné par les Etats-Unis à Israël pour attaquer militairement la Syrie et l'Iran et comme l'engagement de soutenir les opérations israéliennes par tous les moyens (apport de munitions, images satellites, renseignements, pressions politiques et économiques, etc.) Ainsi se renforce la thèse de *Thierry Meyssan* selon laquelle la guerre du Liban est une guerre que les Etats-Unis font mener par leur allié Israël. (cf. article à la page 7)

En pleines vacances estivales, nous devons reconnaître que les néoconservateurs américains et leurs laquais européens sont en train de plonger le monde dans une situation plus dangereuse que la crise de Cuba en 1962.

Lisez ci-dessous le texte original de la résolution et réfléchissez. De quoi s'agit-il? •

### House Resolution 921 109<sup>th</sup> Congress, 2<sup>nd</sup> Session, July 18, 2006

#### *Introduction omise*

Now, therefore, be it resolved,  
that the House of Representatives

- |  |   |
|--|---|
| <ol style="list-style-type: none"> <li>1 reaffirms its steadfast support for the State of Israel;</li> <li>2 condemns Hamas and Hezbollah for engaging in unprovoked and reprehensible armed attacks against Israel on undisputed Israeli territory, for taking hostages, for killing Israeli soldiers, and for continuing to indiscriminately target Israeli civilian populations with their rockets and missiles;</li> <li>3 further condemns Hamas and Hezbollah for cynically exploiting civilian populations as shields, locating their equipment and bases of operation, including their rockets and other armaments, amidst civilian populations, including in homes and mosques;</li> <li>4 recognizes Israel's longstanding commitment to minimizing civilian loss and welcomes Israel's continued efforts to prevent civilian casualties;</li> <li>5 demands the Governments of Iran and Syria to direct Hamas and Hezbollah to immediately and unconditionally release Israeli soldiers which they hold captive;</li> <li>6 affirms that all governments that have provided continued support to Hamas or Hezbollah share responsibility for the hostage-taking and attacks against Israel and, as such, should be held accountable for their actions;</li> <li>7 condemns the Governments of Iran and Syria for their continued support for Hezbollah and Hamas in their armed attacks against Israelis and their other terrorist activities;</li> </ol> | <ol style="list-style-type: none"> <li>8 supports Israel's right to take appropriate action to defend itself, including to conduct operations both in Israel and in the territory of nations which pose a threat to it, which is in accordance with international law, including Article 51 of the United Nations Charter;</li> <li>9 commends the President of the United States for fully supporting Israel as it responds to these armed attacks by terrorist organizations and their state sponsors;</li> <li>10 urges the President of the United States to bring the full force of political, diplomatic, and economic sanctions available to the Government of the United States against the Governments of Syria and Iran;</li> <li>11 demands the Government of Lebanon to do everything in its power to find and free the kidnapped Israeli soldiers being held in the territory of Lebanon;</li> <li>12 calls on the United Nations Security Council to condemn these unprovoked acts and to take action to ensure full and immediate implementation of United Nations Security Council 1559 (2004), which requires Hezbollah to be dismantled and the departure of all Syrian personnel and Iranian Revolutionary Guards from Lebanon;</li> <li>13 expresses its condolences to all families of innocent victims of recent violence; and</li> <li>14 declares its continued commitment to working with Israel and other United States allies in combating terrorism worldwide.</li> </ol> |
|--|---|

*Source: 109th Congress, 2<sup>nd</sup> Session, July 18, 2006, House Resolution 921. <http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/C?c109>*

Analyse géopolitique

## Les néo-conservateurs et la politique du «chaos constructeur»

**George W. Bush: «Il s'agit d'une opération américaine – exécutée par Israël»**

par Thierry Meyssan, journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire

*A Washington et à Tel-Aviv, on se réjouit des opérations militaires en cours au Moyen-Orient. Selon l'expression de Condoleezza Rice, les douleurs du Liban sont les «contractions de la naissance d'un nouveau Moyen-Orient». Pour les théoriciens du «chaos constructeur», il est nécessaire de faire couler le sang dans une région riche en hydrocarbures pour y imposer un ordre nouveau. Planifiée de longue date, l'offensive de Tsahal contre le Liban est supervisée depuis le département de la Défense des Etats-Unis.*

Au cours de son point de presse au département d'Etat, le 21 juillet, Condoleezza Rice a été interrogée sur les initiatives qu'elle comptait prendre pour ramener la paix au Liban. Elle a alors répondu: «Je ne vois pas l'intérêt de la diplomatie si c'est pour revenir au status quo ante entre Israël et le Liban. Je pense que ce serait une erreur. Ce que nous voyons ici, d'une certaine manière, c'est le commencement, les contractions de la naissance d'un nouveau Moyen-Orient et quoique nous fassions, nous devons être certains que nous poussons vers le nouveau Moyen-Orient et que nous ne retournons pas à l'ancien».<sup>1</sup>

Vu de Washington, ce qui se passe aujourd'hui au Liban n'a aucun rapport avec la récupération de soldats capturés par le Hezbollah. Ce dont il s'agit, c'est de la mise en pratique de la théorie longuement murie du «chaos constructeur». Selon les adeptes du philosophe Leo Strauss, dont la branche médiatique est connue sous la dénomination de «néo-conservateurs», le vrai pouvoir ne s'exerce pas dans l'immobilisme, mais au contraire par la destruction de toute forme de résistance. C'est en plongeant les masses dans le chaos que les élites peuvent aspirer à la stabilité de leur position.

George W. Bush a dit à Jacques Chirac:

**«Il ne s'agit pas d'une opération israélienne approuvée par les Etats-Unis, mais d'une opération états-unienne exécutée par Israël.»**

Lors du sommet G8 à Saint-Petersbourg

Toujours selon les adeptes de Leo Strauss, ce n'est que dans cette violence que les intérêts impériaux des Etats-Unis se fondent avec ceux de l'Etat juif.

La volonté israélienne de démanteler le Liban, d'y créer un mini-Etat chrétien et d'annexer une partie de son territoire n'est pas nouvelle. Elle fut énoncée, en 1957, par David Ben Gourion dans une célèbre lettre, publiée en annexe de ses mémoires posthumes.<sup>2</sup> Surtout, elle fut insérée dans un vaste projet de colonisation du Proche-Orient qui fut rédigé en 1996 sous le titre: *Une rupture propre: une nouvelle stratégie pour sécuriser le royaume [d'Israël]*.<sup>3</sup> Ce document, rédigé au sein d'un think tank néo-conservateur, l'IASPS, a été préparé un groupe d'experts réuni par Richard Perle et remis à Benjamin Netanyahu. Il est représentatif de la pensée du sionisme révisionniste de Vladimir Jabotinsky.<sup>4</sup> Il prévoyait:



- l'annulation des accords de paix d'Oslo,
- l'élimination de Yasser Arafat,
- l'annexion des territoires palestiniens,
- le renversement de Saddam Hussein en Irak pour déstabiliser en chaîne la Syrie et le Liban,
- le démantèlement de l'Irak avec création d'un Etat palestinien sur son territoire,
- l'utilisation d'Israël comme base complémentaire du programme états-unien de guerre des étoiles.

Ce document inspira le discours prononcé le lendemain par Benjamin Netanyahu au Congrès des Etats-Unis.<sup>5</sup> On y trouve tous les ingrédients de la situation actuelle: menaces contre l'Iran, la Syrie et le Hezbollah, avec en prime la revendication d'annexion de Jérusalem-Est.

Ce point de vue rejoint celui de l'administration états-unienne. Le contrôle des zones riches en hydrocarbures que Zbigniew Brzezinski et Bernard Lewis appelaient «l'arc de crise», c'est-à-dire l'arc rejoignant le Golfe de Guinée à la mer Caspienne en passant par le Golfe persique, suppose une redéfinition des frontières, des Etats et des régimes politiques: un «remodelage du Grand Moyen-Orient», selon l'expression de George W. Bush. C'est ce nouveau Moyen-Orient dont Mlle Rice prétend être la sage-femme et qu'elle regarde naître dans la douleur.

L'idée est simple: substituer aux Etats hérités de l'effondrement de l'Empire ottoman des entités plus petites à caractère monoethniques, et neutraliser ces mini-Etats en les dressant en permanence les uns contre les autres. En d'autres termes, il s'agit de revenir sur les Accords conclus secrètement, en 1916, par les empires français et britanniques, dit Accords Sykes-Picot<sup>6</sup> et de consacrer la domination désormais totale des Anglo-Saxons sur la région. Mais pour définir de nouveaux Etats, encore faut-il détruire ceux qui existent. C'est ce à quoi s'emploient l'administration Bush et ses alliés depuis cinq ans avec un enthousiasme d'apprenti sorcier. Qu'on juge du résultat:

- La Palestine occupée a été rognée de 7% de son territoire; la Bande de Gaza et la Cisjordanie ont été séparées physiquement par un mur; l'Autorité palestinienne a été ruinée,

ses ministres et ses parlementaires ont été enlevés et sont séquestrés.

- L'ONU a enjoint le Liban de se désarmer en expulsant les forces syriennes et en dissolvant le Hezbollah; l'ancien Premier ministre Rafic Hariri a été assassiné et l'influence française a disparu avec lui; les infrastructures économiques du pays ont été rasées; plus de 500 000 réfugiés supplémentaires errent dans la région.
- La dictature de Saddam Hussein a été remplacée en Irak par un régime plus cruel encore qui fait plus de 3000 morts par mois; en pleine anarchie, le pays est prêt à la fragmentation en trois entités distinctes.
- Le pseudo-émirat taliban a laissé place à une pseudo-démocratie où sévit toujours l'interprétation la plus obscurantiste de la charia, la culture du pavot en plus. *De facto*, l'Afghanistan est déjà divisée entre seigneurs de la guerre et les combats se généralisent. Le gouvernement central a renoncé à se faire obéir y compris dans sa capitale.

A Washington, les disciples de *Leo Strauss*, de plus en plus impatients, rêvent d'étendre leur chaos au Soudan, à la Syrie et à l'Iran. Dans cette période transitoire, il n'est plus question de «*démocratie de marché*», juste de sang et de larmes.

*Jacques Chirac*, qui souhaitait intervenir au Liban pour y défendre les derniers intérêts français et y avait envoyé son Premier ministre *Dominique de Villepin*, a dû déchanter: lors du sommet du G8 à Saint-Petersbourg, *George W. Bush* lui en a fait interdiction en lui disant *qu'il ne s'agissait pas d'une opération israélienne approuvée par les Etats-Unis, mais d'une opération états-unienne exécutée par Israël*. Du coup, M. de Villepin n'avait d'autre chose à déclarer à ses interlocuteurs à Beyrouth que de bonnes paroles et son impuissance.

Plus précisément, le projet de destruction du Liban a été présenté par Tsahal à l'administration Bush, il y a un peu plus d'un an, comme l'a révélé le *San Francisco Chronicle*.<sup>7</sup> Il a fait l'objet de discussions politiques au cours du Forum mondial que l'American Enterprise Institute organisait comme chaque année, les 17 et 18 juin 2006 à Beaver Creek. Benjamin Netanyahu et *Dick Cheney* s'en sont longuement entretenu en compagnie de *Richard Perle* et *Nathan Sharansky*. Le feu vert a été donné dans les jours suivants par la Maison-Blanche.

Les opérations militaires de Tsahal sont supervisées par le département états-unien de la Défense. Celui-ci détermine l'essentiel de la stratégie et le choix des cibles. Le rôle principal est imparti au général *Bantz Craddock* en sa qualité de commandant du South Command. Craddock est un spécialiste des mouvements de blindés, comme il l'a montré durant Tempête

du désert et surtout lorsqu'il a commandé les forces terrestres de l'OTAN au Kosovo. C'est un homme de confiance de *Donald Rumsfeld*, dont il a dirigé l'état-major particulier et pour le compte duquel il a développé le camp de Guantanamo. En novembre prochain, il devrait être nommé commandant de l'European Command et de l'OTAN. A ce titre, il pourrait diriger la force d'interposition que l'OTAN pourrait déployer au Sud-Liban en plus de celles qu'elle a déjà installées en Afghanistan et au Soudan.

Les généraux israéliens et états-uniens ont appris à se connaître, depuis une trentaine d'années, grâce aux échanges organisés entre eux par l'Institut juif pour les affaires de sécurité nationale (Jewish Institute for National Security Affairs, JINSA), une association qui oblige ses cadres à suivre des séminaires d'études de la pensée de *Leo Strauss*.

Source: [www.voltairenet.org/article142364.html](http://www.voltairenet.org/article142364.html) du 25/7/06

<sup>1</sup> «But I have no interest in diplomacy for the sake of returning Lebanon and Israel to the status quo ante. I think it would be a mistake. What we're seeing here, in a sense, is the growing — the birth pangs of a new Middle East and whatever we do we have to be certain that we're pushing forward to the new Middle East not going back to the old one». Source: *Special Briefing on Travel to the Middle East and Europe*, Département d'État, 21 juillet 2006.

<sup>2</sup> «Lettre de David Ben Gourion à Moshe Sharett sur la constitution d'un État maronite au Liban», document consultable dans la bibliothèque électronique du Réseau Voltaire.

<sup>3</sup> A Clean Break: A New Strategy for Securing the Realm, IASPS, 8 juillet 1996. Une version abrégée est disponible sur le site de l'IASPS. Le contenu complet du document est connu par les compte rendus que le Guardian en fit à l'époque.

<sup>4</sup> Le père de Benjamin Netanyahu, Ben-Zion Netanyahu était le secrétaire particulier de Vladimir Jabotinsky, fondateur du sionisme révisionniste. Ehud Olmert appartient au même courant.

<sup>5</sup> *Discours au Congrès des Etats-Unis* par Benjamin Netanyahu, 9 juillet 1996.

<sup>6</sup> Ce traité secret fut signé le 16 mai 1916 par Sir Mark Sykes et François Georges-Picot, pour le Royaume-Uni et la France, puis approuvés par l'Italie et la Russie.

<sup>7</sup> «Israel set war plan more than a year ago. Strategy was put in motion as Hezbollah began gaining military strength in Lebanon» par Matthew Kalman, *San Francisco Chronicle*, 21 juillet 2006.

## Horizons et débats

Journal favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: [hd@zeit-fragen.ch](mailto:hd@zeit-fragen.ch)

Internet: [www.horizons-et-debats.ch](http://www.horizons-et-debats.ch)

CCP 87-748485-6

Abonnement annuel 35.– frs. / 20.– €

7<sup>e</sup> année. Paraît au minimum 6 fois l'an.

© 2006 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

## L'objectif réel

par Uri Avnery, journaliste, écrivain, militant pacifiste israélien, Tel Aviv

*Moins de trois mois après sa formation, le gouvernement Olmert-Peretz a réussi à plonger Israël dans une guerre sur deux fronts, dont les buts sont irréalistes et dont on ne peut prévoir les résultats. L'objectif réel est de changer le régime au Liban et d'y installer un gouvernement fantoche. C'était l'objectif de l'invasion du Liban par Ariel Sharon en 1982. Ce fut un échec. Mais Sharon et ses disciples à la direction militaire et politique n'y ont en fait jamais renoncé. Comme en 1982, l'opération actuelle a été planifiée et elle est menée en totale coordination avec les Etats-Unis. Comme alors, il ne fait aucun doute qu'elle est coordonnée avec une partie de l'élite libanaise. Voilà pour l'essentiel. Tout le reste n'est que bruit et propagande.*

A la veille de l'invasion de 1982, le Secrétaire d'Etat, Alexander Haig, avait dit à Ariel Sharon que pour lancer l'invasion, il faudrait qu'il y ait une provocation claire qui la ferait accepter par l'opinion mondiale.

La provocation a bien eu lieu – exactement au moment voulu – quand le groupe terroriste d'Abou Nidal a essayé d'assassiner l'ambassadeur israélien à Londres. Elle n'avait aucun rapport avec le Liban, et encore moins avec l'OLP (l'ennemi d'Abou Nidal), mais elle a servi de prétexte au projet.

Cette fois-ci, la provocation nécessaire a été fournie par la capture de deux soldats israéliens par le Hezbollah. Tout le monde sait qu'ils ne pourront être libérés que dans le cadre d'un échange de prisonniers. Mais l'énorme campagne militaire qui était prête depuis des mois a été vendue à l'opinion publique israélienne et internationale comme une opération de secours. (Assez curieusement, exactement la même chose s'était passée deux semaines auparavant dans la bande de Gaza. Le Hamas et ses partenaires avaient capturé un soldat, ce qui a servi d'excuse à une opération massive qui avait été préparée de longue date et dont le but est de détruire le gouvernement palestinien.)

Le but affiché de l'opération libanaise est de repousser le Hezbollah loin de la frontière, de telle façon qu'il lui soit impossible de capturer d'autres soldats et de lancer des roquettes sur des villes israéliennes. L'invasion de la bande de Gaza a aussi officiellement pour but de mettre Ashkelon et Sderot hors de portée des Qassam.

Ces opérations ressemblent à celle de 1982 «Paix en Galilée». On a alors dit à l'opinion publique et à la Knesset que le but de la guerre était de «repousser les katyushas à 40 kilomètres de la frontière».

C'était un mensonge délibéré. Au cours des onze mois précédents, pas une seule fusée katyusha (ni un seul tir) n'avait été lancée par dessus la frontière. Dès le début, le but de l'opération était d'atteindre Beyrouth et d'y installer un Quisling local. Comme je l'ai raconté plus d'une fois, Sharon lui-même me l'a dit neuf mois avant la guerre, et je l'ai dûment publié à l'époque, avec son consentement (mais sans le citer).

Bien sûr, l'opération actuelle a aussi quelques objectifs secondaires, qui n'incluent pas la libération des prisonniers. Tout le monde comprend que celle-ci ne peut pas être obtenue par des moyens militaires. Mais il est probablement possible de détruire quelques-uns des milliers de missiles que le Hezbollah a accumulés au cours des années. A cette fin, les chefs de l'armée sont prêts à exposer la vie des habitants des villes israéliennes

qui sont à portée des roquettes. Ils croient que cela en vaut la peine comme s'il s'agissait de pions sur un échiquier.

Un autre objectif secondaire est de réhabiliter le «pouvoir dissuasif» de l'armée. Cette expression est un mot de code pour parler de la restauration de l'orgueil blessé de l'armée, qui a reçu un rude coup après les actions militaires audacieuses du Hamas au sud et du Hezbollah au nord.

Officiellement, le gouvernement israélien demande que le gouvernement du Liban désarme le Hezbollah et l'éloigne de la région frontalière.

Cette exigence est totalement irréalisable sous le régime libanais actuel, un tissu délicat de communautés ethnico-religieuses. Le moindre choc peut démolir toute la structure et jeter l'Etat dans une totale anarchie – surtout depuis que les Américains ont réussi à en chasser l'armée syrienne, seul élément qui a, pendant des années, apporté une sorte de stabilité.

L'idée d'installer un Quisling au Liban n'est pas nouvelle. En 1955, David Ben Gourion avait proposé de prendre un «officier chrétien» et de l'installer comme dictateur. Moshe Sharet avait montré que cette idée était basée sur une totale ignorance des affaires libanaises et l'avait torpillée. Mais, 27 ans plus tard, Ariel Sharon a essayé néanmoins de la réaliser. Bashir Gemayel a donc été installé comme Président, pour être assassiné peu après. Son frère, Amin, lui a succédé et a signé un accord de paix avec Israël, mais il a été chassé du pouvoir. (Le même frère soutient aujourd'hui publiquement l'opération israélienne.)

L'idée aujourd'hui est que si les forces aériennes israéliennes envoient assez de bombes sur la population libanaise – paralysant les ports et les aéroports, détruisant l'infrastructure, bombardant des quartiers résidentiels, coupant l'autoroute Beyrouth-Damas, etc. – les gens seront furieux contre le Hezbollah et feront pression sur le gouvernement libanais pour qu'il réponde aux exigences d'Israël. Etant donné que le gouvernement actuel ne peut même pas envisager cela, une dictature sera installée avec le soutien d'Israël.

C'est la logique militaire. J'ai quelques doutes. On peut supposer que la plupart des Libanais réagiront comme tout autre peuple sur terre: avec fureur et haine envers l'envahisseur. C'est ce qui s'est passé en 1982, quand les Chiïtes dans le sud du Liban, jusqu'alors dociles comme des agneaux, se sont soulevés contre les occupants israéliens et ont créé le Hezbollah qui est devenue la principale force du pays. Si maintenant l'élite libanaise est soupçonnée de collaboration avec Israël, elle sera balayée. (A ce propos, les Qassams et les katyushas ont-elles incité la population israélienne à exercer des pressions sur notre gouvernement pour qu'il abandonne? Au contraire.)

La politique américaine est pleine de contradictions. Le Président Bush veut un «changement de régime» au Moyen-Orient, mais l'actuel régime libanais n'a été que récemment installé sous la pression américaine. Pendant ce temps, Bush n'a réussi qu'à briser l'Irak et à causer une guerre civile (comme prévu ici). Il peut obtenir la même chose au Liban, s'il n'arrête pas l'armée israélienne à temps. En outre, un coup dévastateur contre le Hezbollah peut soulever la fureur, non seulement en Iran, mais également parmi les Chiïtes d'Irak, sur le soutien desquels reposent tous les plans de Bush pour un régime pro-américain.

Alors quelle est la réponse? Ce n'est pas un hasard si le Hezbollah a réalisé son opération d'enlèvement de soldats à

un moment où les Palestiniens appellent au secours. La cause palestinienne est populaire dans tout le monde arabe. En montrant qu'il est un ami quand on a besoin de lui, alors que tous les autres Arabes font lamentablement défaut, le Hezbollah espère augmenter sa popularité. Si un accord israélo-palestinien était conclu aujourd'hui, le Hezbollah ne serait plus rien d'autre qu'un phénomène libanais local, sans rapport avec notre situation.

Moins de trois mois après sa formation, le gouvernement *Olmert-Peretz* a réussi à plonger Israël dans une guerre sur deux fronts, dont les buts sont irréalistes et dont on ne peut prévoir les résultats.

Si Olmert espère être considéré comme Monsieur Macho-Macho, un *Sharon* puissance deux, il sera déçu. De même pour les tentatives désespérées de *Peretz* d'être pris au sérieux comme un Monsieur Sécurité influent. Tout le monde comprend que cette campagne – tant à Gaza qu'au Liban – a été planifiée par l'armée et dictée par l'armée. L'homme qui prend les décisions en Israël aujourd'hui est *Dan Halutz*. Ce n'est pas un hasard si le boulot au Liban est revenu à l'armée de l'Air.

Les gens ne sont pas enthousiastes sur la guerre. Ils y sont résignés, dans un fatalisme stoïque, parce qu'on leur dit qu'il n'y a pas d'alternative. Et en effet, qui peut dire le contraire? Qui ne désire pas libérer les «soldats kidnappés»? Qui ne veut pas éloigner les katyushas et réhabiliter la dissuasion? Aucun homme politique n'ose critiquer l'opération (excepté les membres arabes de la Knesset, dont l'opinion juive ne fait pas cas). Dans les médias, les généraux règnent en maîtres, et pas seu-

lement ceux en uniforme. Il n'y a presque aucun ancien général qui ne soit pas invité par les médias pour commenter, expliquer et justifier, tous parlant d'une seule voix. (Par exemple: la chaîne de télévision la plus populaire d'Israël m'avait invité pour une interview sur la guerre, après avoir appris que j'avais participé à une manifestation anti-guerre. J'ai été très surpris. Mais pas pour longtemps: une heure avant l'émission, un organisateur du débat, confus, a appelé et dit qu'il y avait eu une terrible méprise – ils voulaient en fait inviter le professeur *Shlomo Avineri*, un ancien directeur général du ministère des Affaires étrangères sur lequel on peut compter pour justifier, en langage diplomatique, tout acte du gouvernement, quel qu'il soit.)

«Inter arma silent musae» – quand les armes parlent, les muses se taisent. Ou, plutôt: quand les canons tonnent, le cerveau cesse de fonctionner.

Et juste une petite réflexion: quand l'Etat d'Israël a été fondé en pleine guerre, une affiche avait été collée sur les murs: «Tout le pays – un front! Tout le peuple – une armée!» Cinquante-huit ans ont passé, et le même slogan vaut toujours. Qu'est-ce que cela nous apprend sur des générations d'hommes d'Etat et de généraux? •

Article publié le 16 juillet, en hébreu et en anglais, sur le site de Gush Shalom. Traduit de l'anglais «The Real Aim»: RM/SW, source anglais: [zope.gush-shalom.org/home/en/channels/avneri/1152991173/](http://zope.gush-shalom.org/home/en/channels/avneri/1152991173/)

Article imprimé à partir du site de l'Association France Palestine Solidarité: [www.france-palestine.org](http://www.france-palestine.org), source: [www.france-palestine.org/article4179.html](http://www.france-palestine.org/article4179.html)



Irak entre 1993 – 1995, p. 71



Liban, Ter Harfa, 15 juillet 2006 (photo keystone)

## III. Situation au Liban et à Gaza

### Premier Ministre du Liban: «Nous voulons vivre.»

*Allocution prononcée devant le corps diplomatique par M. Fouad Siniora, Premier Ministre du Liban*

J'ai réuni le corps diplomatique aujourd'hui pour demander instamment à la communauté internationale qu'un cessez-le-feu soit instauré immédiatement et qu'une assistance humanitaire soit apportée d'urgence à mon pays ravagé par la guerre. Vous savez tous que sept jours d'agressions israéliennes continues et de plus en plus violentes contre le Liban ont entraîné des pertes incommensurables: chiffré en vies humaines, le bilan a atteint des proportions tragiques: on compte déjà plus d'un millier de blessés et 300 morts; plus d'un demi-million de personnes ont été déplacées; dans certaines zones, les hôpitaux ont été paralysés et ne peuvent pas venir en aide aux victimes; il y a des pénuries de vivres et de fournitures médicales; des maisons, des usines et des entrepôts ont été complètement détruits; les installations de l'ONU à Maroun El Ras et à Naqoura viennent tout juste d'être bombardées, ainsi que des casernes et des postes des forces de sécurité conjointes; une unité de la défense civile a été éliminée et on évacue les étrangers. Au moment où je vous parle, les traumatismes, le désespoir, la douleur et les massacres et destructions quotidiens se poursuivent sans relâche. Le pays a été mis en lambeaux.

La vie des citoyens libanais a-t-elle moins de valeur que celle de citoyens d'autres pays?

La communauté internationale peut-elle rester passive alors que l'Etat d'Israël nous inflige des représailles aussi brutales?

Allez-vous permettre que des civils innocents, des églises, des mosquées, des orphelinats, des fournitures médicales acheminées par la Croix-Rouge, des gens qui cherchent un abri ou fuient leur logis et leur village soient victimes de cette guerre horrible?

Est-ce là ce que la communauté internationale appelle la légitime défense? Est-ce là le prix que nous devons payer pour aspirer à l'édification d'institutions démocratiques? Est-ce là

le message à adresser au pays de la diversité, de la liberté et de la tolérance?

Il y a un an seulement, les Libanais affluaient dans les rues, le cœur plein d'espoir, brandissant des drapeaux rouges, verts et blancs en criant: «Le Liban mérite de vivre!»

Quelle sorte de vie nous est offerte aujourd'hui? Je vais vous le dire: une vie de destruction, de désespoir, de déplacement, de dépossession et de mort.

Quelle sorte d'avenir peut surgir des décombres? Un avenir de peur, de frustration, de ruine financière et de fanatisme.

Permettez-moi de vous assurer que nous chercherons tous les moyens possibles d'obliger Israël à dédommager le peuple libanais de la destruction barbare qu'il lui a infligée et qu'il continue de nous infliger, alors qu'il sait très bien que la vie humaine est irremplaçable.

Vous voulez appuyer le Gouvernement libanais? Permettez-moi de vous dire, Mesdames et Messieurs, qu'aucun gouvernement ne peut survivre sur les ruines d'une nation.

Au nom du peuple libanais, de Beyrouth, Baalbek et Byblos à Tyr, Sidon et Cana, à chacun des 21 villages situés le long de la frontière sud, déclarée par Israël zone d'exclusion, à Tripoli et à Zahlé, je vous demande instamment de répondre immédiatement sans réserve ni hésitation à cet appel à un cessez-le-feu immédiat, à la levée du siège et à l'apport d'urgence d'une aide humanitaire à notre pays ravagé par la guerre. Je tiens également à remercier les organisations internationales et les pays amis qui ont déjà offert une aide précieuse ainsi que ceux qui s'apprêtent à le faire.

*Nous, les Libanais, nous voulons vivre.*

*Nous avons choisi la vie.*

*Nous refusons de mourir.*

*Notre choix est clair.*

*Nous avons survécu à des guerres et à la destruction au fil des âges.*

*Nous survivrons encore.*

Je compte sur vous pour ne pas nous décevoir. •

*Grand Sérail à Beyrouth, le 19 juillet 2006*

Source: Nations Unies, Assemblée générale Conseil de sécurité, A/60/948-S/2006/550, 19/7/06, [domino.un.org/unispal.nsf/9a798adbf322aff38525617b006d88d7/17b2b1f3810995a2852571b1006ce1d0?OpenDocument](http://domino.un.org/unispal.nsf/9a798adbf322aff38525617b006d88d7/17b2b1f3810995a2852571b1006ce1d0?OpenDocument)

#### Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949, relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux

*Art. 51 Protection de la population civile*

2. Ni la population civile en tant que telle ni les personnes civiles ne doivent être l'objet d'attaques. Sont interdits les actes ou menaces de violence dont le but principal est de répandre la terreur parmi la population civile.

## La destruction d'infrastructures civiles: un crime de guerre

### Tirs sur des groupes de réfugiés – nombre étonnant d'enfants victimes

*Human Rights Watch (HRW) rapporte qu'Israël lance des bombes à fragmentation sur des quartiers d'habitation libanais ce qui correspond à une violation du droit international humanitaire. L'organisation «Democracy now» s'entretient avec Peter Bouckaert, directeur des urgences de Human Rights Watch à Beyrouth.*

*Amy Goodman: Democracy Now! reached Peter Bouckaert. The Emergencies Director for HRW began by talking about the humanitarian situation on the ground.*

*Peter Bouckaert: Well, I've been working in war zones for Human Rights Watch for the last decade almost, from Kosovo to Afghanistan and Iraq and Chechnya and Sierra Leone, and*

in terms of the dangers Lebanon definitely qualifies as one of the most dangerous places in the world right now.

We document case after case of civilian homes which have been hit in the south, where entire families have been wiped out. One of the issues I've been absolutely shocked about is the number of children who have been killed, because in almost all of the cases that we're documenting, we're talking about a civilian home which is hit, and the parents are killed, along with four, five, sometimes six children, some as young as one year old. The youngest casualty that we've documented so far is two months old.

On the other side of the coin, it's also very difficult for villagers who are stuck in these villages to leave their homes, even though Israel has ordered the immediate evacuation of all villages south of the Litani. We're talking about tens of thousands of people in this very active war zone, who are unable to flee because they are too afraid to travel on the road. Just yesterday -- we documented more than ten cases of civilian cars, which were hit in the south; more than forty people were wounded, and eight or nine people were killed, simply for trying to flee to safety. So it really is a very, very desperate situation throughout Lebanon these days.

Just a few days ago we documented an attack on the village of Blida, in which the Israelis used cluster munitions. Human Rights Watch has been very critical of the use of cluster munitions by the U.S. military, because these are indiscriminate weapons. Basically what they are is one big shell, which opens up and drops a number of smaller bomblets over a very large area. Many of these bomblets don't explode, so they effectively turn into mines. In this one attack that we documented one elderly woman was killed and twelve people were wounded from one family, including seven children. The husband

**Protocole additionnel aux Conventions  
de Genève du 12 août 1949, relatif à la protection  
des victimes des conflits armés internationaux**

*Art. 35 Règles fondamentales*

2. Il est interdit d'employer des armes, des projectiles et des matières ainsi que des méthodes de guerre de nature à causer des maux superflus.

of the family lost both of his legs, and I interviewed him in the hospital two days ago. So we're very concerned that Israel is using these indiscriminate weapons, cluster bombs, in populated areas. It's simply not acceptable and is a violation of the Geneva Conventions.

*Peter Bouckaert of HRW also talked about the plight of Lebanon's refugees.*

The United Nations has estimated that there is up to 500,000 displaced people in Lebanon today. That's almost a quarter of the population of Lebanon, and I think those numbers are quite accurate. There's more than a hundred schools in Beirut alone, who have been packed with refugees. Yesterday, we visited an underground parking lot of a major shopping center, where refugees are sleeping on two separate levels of the parking lot. And we go around to school after school, where every classroom has been taken over by multiple families.

And they're not just people fleeing from the south. There are also those from Beirut itself, who have lost their homes in this very fierce bombardment of the southern suburbs. I can't emphasize just how vast the destruction is in the southern suburbs. You know, you're walking around and looking at these fourteen-story apartment buildings who have just been completely taken down, and you wonder what the military purpose Israel hopes to achieve by taking down these civilian apartment buildings.

Certainly there were in some of these neighborhoods some minor Hezbollah offices. For example, in one neighborhood we visited, there was a coop run by Hezbollah and a political office, but we don't think it justifies the kind of massive destruction that Israel is causing in these civilian neighborhoods of South Beirut.

I think it's time for the international community to stop this onslaught on the civilian population of Lebanon.

In the case of Lebanon it's very, very difficult for us to see, what specific military objectives Israel is trying to achieve by bombarding these civilian homes in the south and the civilian neighborhoods of Southern Beirut. It certainly seems very far removed from fighting a war directly with Hezbollah. •

Source: [www.democracynow.org/article.pl?sid=06/07/25/1442232,25/7/06](http://www.democracynow.org/article.pl?sid=06/07/25/1442232,25/7/06)

## Le président libanais accuse Israël d'utiliser des bombes au phosphore blanc

*Le président libanais, Emile Lahoud, accuse Israël d'utiliser des bombes au phosphore au Liban. Des médecins libanais ont observé les effets du phosphore blanc sur leurs patients. Le journaliste indépendant Dahr Jamail qui avait décrit l'emploi par les Etats-Unis de phosphore blanc en Irak a passé la semaine dernière à la frontière entre la Syrie et le Liban et les derniers jours à Beyrouth. «Democracy now» l'a atteint à Beyrouth.*

*Amy Goodman: You have spoken to some of those doctors in Beirut.*

*Dahr Jamail: Yesterday, I went to the Beirut University Hospital. And I was speaking with the assistant director Bilal Masri. And he said that they were receiving very many casualties and that 55% of all the casualties in Beirut, according to Mr. Masri, were children 15 years or younger.*

He then said another startling statistic, that 30% of all the casualties are dying. And this was an extremely high casualty rate, far higher than anything they saw during the Lebanese Civil War, meaning that of every one hit, 30% of the people are dying outright.

I asked him why, and he said that it's because the Israelis are using these bombs that can penetrate through bomb shelters. The Israelis are bombing the bomb shelters where refugees are hiding. And also there was such a disproportionate number of children being killed and wounded, because children, he said, were the least able to really escape when the bombings began. Children were the least able to really effectively run away and get to safety themselves.

While we were talking, it was actually confirmed by the Ministry of the Interior in Lebanon that the minister himself did confirm that the Israelis have dropped white phosphorus

in Southern Lebanon. Just before I had gone to this hospital, I was at a refugee camp in a city park in downtown Beirut, and I interviewed an old man, a 76-year-old baker, who fled Nabatiya in Southern Lebanon, which is the city where it is suspected that this white phosphorus has been used. This old man told me that they left because in the first few days of the attack, nearby homes were being bombed, and inside the buildings and outside the buildings, they were glowing, as he described it. He said, «There were fires, that – of course, we know what regular fire looks like, but this was not that – that the buildings were glowing. We were all very afraid. We didn't want

to get anywhere near it. And they kept bombing, and so we decided to leave.»

I think the most important thing that people need to understand right now is that the Israelis are using white phosphorus in Southern Lebanon, and the Lebanese Army is reporting that the Israelis are dropping cluster bombs from warplanes, as well, and other illegal munitions also. But that, as of yet, to be confirmed by an independent source. •

Source:

[www.democracynow.org/article.pl?sid=06/07/25/1442242](http://www.democracynow.org/article.pl?sid=06/07/25/1442242), 25/7/06



*Irak entre 1993 – 1995, p. 69*



*Sud du Liban, Saïda, 17 juillet 2006  
(photo reuters)*

## CICR: Cinq ambulances de la Croix-Rouge libanaise bombardées

Les violents bombardements se sont poursuivis dans le sud du pays ces trois derniers jours. Le personnel médical de la Croix-Rouge libanaise continue d'évacuer les blessés et les malades dans des conditions très difficiles et dangereuses. La Société nationale fait état de cinq incidents de sécurité touchant des ambulances, faits qui mettent en évidence l'obligation d'épargner les personnes participant aux activités médicales.

Le plus récent de ces incidents est survenu le 23 juillet, à 23h15, à Cana, un village situé dans le Sud-Liban. Selon la Croix-Rouge libanaise, deux de ses ambulances ont été touchées alors qu'elles arboraient clairement l'emblème de la croix rouge et étaient signalées par un feu à éclats visible de très loin. Cet incident s'est produit pendant que des secouristes transféraient des patients blessés d'une ambulance dans une autre. Neuf personnes, dont six volontaires de la Croix-Rouge, ont été blessées. «Le CICR est gravement préoccupé par la sécurité du personnel médical, a déclaré *Balthasar Staehelin*, délégué général du CICR pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Nous avons soulevé le problème avec les autorités israéliennes et leur avons demandé instamment de prendre les mesures nécessaires pour éviter que ce genre d'incidents se reproduise.»

Entre autres incidents de ce type, le 19 juillet, le poste de premiers secours de la Société nationale à Insarieh a été endommagé, de même que deux ambulances. Un secouriste a été légèrement blessé. Le 18 juillet, une ambulance a été directement visée lors d'une mission de premiers secours et d'évacuation.

La Croix-Rouge libanaise poursuit sans relâche ses activités depuis le début de la crise et répond aux besoins les plus urgents de la population civile avec ses 2400 volontaires, ses 42 postes d'ambulances et plus de 50 dispensaires et autres structures médicales dispersés dans tout le pays. Elle demeure une des rares organisations capables d'évacuer blessés et civils sous les bombardements. Elle travaille en pleine coopération avec le CICR.

Les stocks de vivres, de médicaments et de matériel médical s'épuiseraient, et l'eau viendrait à manquer dans plusieurs villages du sud du pays.

Les stocks de vivres dans de nombreuses parties du Liban s'épuisent progressivement. Plusieurs villages du Sud-Liban subissent déjà des pénuries d'eau faute d'électricité et de carburant. Dans certaines régions, on craint de manquer bientôt de médicaments et de matériel médical dans les structures de santé.

Dans le district de Tyr, environ 110 000 personnes (20 000 familles), déplacés internes ou habitants, risquent d'être bientôt à court d'eau et de nourriture. Dans de nombreux villages du sud du pays, des corps restent ensevelis sous les décombres.

Dans la ville de Tyr, le nombre de déplacés varie considérablement à mesure que les gens fuient vers le nord. Ils reçoivent une aide limitée de la part de la municipalité de Tyr et d'autres organisations. Cependant, des pénuries d'eau ont été signalées

et les conditions d'hygiène sont insuffisantes. Les principaux hôpitaux de la ville fonctionnent néanmoins de manière satisfaisante et ont pour le moment assez de médicaments.

En dehors des soins d'urgence aux blessés, l'accès aux services médicaux dans le sud du pays a été considérablement restreint.

Dernier rapport des activités du CICR sur le terrain. Liban-Bulletin 2006/03, CICR News du 24/7/06

#### Offensive au Liban

## L'armée israélienne s'apprête à utiliser des bombes à l'UA GBU-28 gracieusement fournies par les USA

L'Administration Bush soutient totalement le gouvernement israélien dans sa guerre coloniale contre le Liban et fournit quantités d'armements ultrasophistiqués à l'armée israélienne. Des Bombes Bunker Buster GBU-28 à guidage laser, à l'uranium appauvri, dont on connaît les effets cancérigènes et les conséquences désastreuses sur le patrimoine génétique humain, viennent d'être livrées, probablement en provenance de Camp Darby, Italie, et la visite de Rice et autres tentatives n'ont pour but que de gagner du temps pour permettre à l'armée israélienne de continuer son offensive et semer la mort nucléaire lente.

### La superbombe passe par l'Italie

La secrétaire d'état Rice arrive dimanche 23 juillet en Israël. Rice autorise ainsi Israël non seulement à continuer mais à intensifier les bombardements sur le Liban. Pas seulement en paroles.

Le *New York Times* du 22 juillet révèle que l'administration Bush a envoyé la semaine dernière en Israël, à la demande de son gouvernement, une grosse cargaison de bombes à direction satellitaire et laser, confirmé par des sources de l'administration qui veulent garder l'anonymat. Ceci indique – soulignent-ils – qu'«Israël a encore une longue liste d'objectifs à atteindre au Liban».

Dans une conférence de presse rapportée sur le *Jerusalem Post* (21 juillet), un pilote israélien a précisé que les bombardiers F-16 de la première escadre aérienne ont déchargé mercredi dernier 23 tonnes de bombes sur un faubourg à Beyrouth où on pensait que des dirigeants du Hezbollah se tenaient cachés dans un bunker. A part les «dommages collatéraux» sur les habitants du quartier, le résultat a été nul.

Mais arrivent maintenant les nouvelles bombes made in USA, appartenant à un «package» dont la vente à Israël a été autorisée par Washington l'année dernière. Parmi lesquelles la GBU-28: une maxi bombe à commande laser de 5000 livres (environ 2,3 tonnes). Le document d'autorisation la décrit comme «une arme spéciale conçue pour pénétrer des centres de commandement situés dans des bunkers profonds fortifiés», en précisant que «l'aéronautique israélienne utilisera les GBU-28 avec ses bombardiers F-15» (fournis par les USA, comme les F-16). Selon *David Siegel*, porte-parole de l'ambassade israélienne à Washington, «nous utilisons des munitions à commande de précision pour neutraliser les capacités militaires des Hezbollah et minimiser les dommages pour les civils». Les GBU-28 seraient donc des «bombes humanitaires».

Dans le «package» fourni par les USA, il y a «au moins 100 GBU-28».

### D'où a été expédié

#### le colis de bombes destiné à Israël?

Personne ne le dit officiellement. On peut cependant rappeler un fait: la base logistique US où sont déposées les bombes pour les forces aériennes et terrestres qui opèrent dans la zone méditerranéenne, nord-africaine et moyen-orientale, c'est Camp Darby (très grosse base états unienne à côté de Pise, ndt). De cette base, située entre le port de Livourne et l'aéroport de Pise, est partie une grosse part des bombes utilisées dans les deux guerres contre l'Irak, et dans celle contre la Yougoslavie. Puisque l'administration Bush a décidé la semaine dernière l'«expédition rapide» de cette livraison de bombes, par bateaux ou avions cargos ou les deux à la fois, il est tout à fait logique qu'elles soient parties de Camp Darby. Un autre élément renforce cette hypothèse.

D'après l'organisation états unienne *Global Security* (dont les informations se sont jusqu'à présent révélées fondées), le 31<sup>e</sup> escadron de munitions qui opère à Camp Darby «est responsable du plus important arsenal de munitions conventionnelles des Forces aériennes des USA déployé en Europe, consistant en 21 000 tonnes de bombes en Italie, et deux dépôts répertoriés en Israël». Il existe donc une liaison organique entre les bases de Camp Darby et les deux dépôts dans lesquels sont «stockés» les bombes US pour l'aviation. Il est donc tout à fait probable que les bombes déjà lancées, et celles, plus puissantes encore, qui vont l'être sur le Liban, proviennent ou de toutes façons transitent par Camp Darby. Il faut rappeler ici que la Loi 94, du 17 mai 2005, qui institutionnalise la coopération entre les ministères de la défense et celui des forces armées italiens et israéliens, prévoit aussi «l'importation, l'exportation et le transit de matériels militaires».

Voilà des faits dont il faudra se souvenir, quand Condoleezza Rice prendra la parole à Palazzo Madama (siège du gouvernement italien) pour expliquer la position de son gouvernement: «Le président Bush – rapporte le *Washington Post* (21 juillet), considère le conflit au Moyen-Orient comme un pas vers la paix». Le président est opposé à un cessez-le-feu immédiat parce qu'«il existe une opportunité de chasser le Hezbollah et qu'il faut l'exploiter même s'il y aura d'autres conséquences graves à affronter». Le président est «touché (addolorato, ndt) par la perte de toute vie, mais il est convaincu que le moment est arrivé de faire de la clarté».

Ce qui est déjà clair, par contre, c'est qu'Israël avait depuis longtemps planifié l'attaque en étroite coordination avec Washington et qu'il a volontairement créé le casus belli – l'enlèvement des deux soldats israéliens, survenu non pas en terri-

toire israélien mais libanais, pour mettre le Liban à feu et à sang et préparer la guerre contre la Syrie et l'Iran.

La conférence de mercredi prochain à Rome, dont sera absente la partie adverse (le mouvement Hezbollah et la Syrie), servira à prendre encore un peu de temps pour permettre à Israël de compléter son œuvre de destruction, pour envoyer en

suite une «force d'interposition» garder les cratères ouverts par les superbombes GBU-28.

Source: [www.planetenonviolence.org](http://www.planetenonviolence.org), traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio, texte original de Manlio Dinucci: [www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/23-Luglio-2006/art12.html](http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/23-Luglio-2006/art12.html)

## Munitions anti-bunkers envoyées en secret en Israël par les USA

Un stock d'armes de précision est parti des Etats-Unis il y a une semaine, directement pour Israël qui les avait demandées immédiatement après le début de ses bombardements sur le sud du Liban. Le *New York Times* l'a révélé le 22 juillet en citant des sources (anonymes) de la Maison Blanche. La décision de répondre à la requête israélienne, d'après ces sources, a été prise rapidement après une discussion assez brève entre les hommes de Bush.

La discussion, paraît-il, a porté sur le fait que la remise de ces armes risquait de faire apparaître les Etats-Unis comme étant trop «rangés» aux côtés d'Israël; et donc peu crédibles, par exemple, dans l'effort annoncé avant-hier (vendredi) par Condoleezza Rice de faire se rencontrer une série de pays pour donner à la région une «stabilité durable» au nom de laquelle on s'est même refusé de s'associer à la demande générale de cessez-le-feu.

Mais ces observations, dont on ne sait pas de qui elles émanent, ont été écartées face à deux arguments «puissants»: «garantir la sécurité d'Israël» et asséner un coup décisif à l'organisation des Hezbollah. Ces demandes et expéditions de la semaine dernière sont des bombes qui peuvent être guidées par satellites et lasers. Les sources du *Times* ont expliqué que ces

armes font partie d'un contrat de millions de dollars signé l'an dernier, et qui comprend les terribles GBU-28, engins de cinq mille livres, particulièrement efficaces contre les bunkers souterrains. [...]

Selon *Times*, le projet d'origine était que Rice ferait escale dans plusieurs capitales du Moyen-Orient et en particulier au Caire, et que la décision postérieure de changer de programme et de se replier sur la conférence de Rome pourrait avoir été causée justement par cette soudaine livraison des nouvelles armes à Israël, dont il est probable que le Caire et d'autres capitales arabes avaient eu connaissance avant le *Times*.

La différence entre la conférence italienne et les visites particulières dans les capitales arabes, en fait, est que Rice ne discutera pas avec les sommets de ces pays, mais avec des envoyés qui ne décident pas; circonstance qui pourrait allonger les temps nécessaires pour un cessez-le-feu. Mais comme Rice l'a elle-même expliqué avant-hier, les temps plus longs pour Condoleezza ne sont pas un danger mais un moyen d'arriver à une trêve «durable».

Source: [www.planetenonviolence.org](http://www.planetenonviolence.org), traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio, texte original de Franco Pantarelli: [www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/23-Luglio-2006/art11.html](http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/23-Luglio-2006/art11.html)

## L'ambassadeur permanent français auprès de l'ONU condamne l'attaque d'un poste de l'ONU au Liban

L'ambassadeur de France à l'ONU, *Jean-Marc de La Sablière*, qui préside le Conseil ce mois-ci a condamné au nom de la France l'attaque par Israël d'un poste de l'ONU au Liban, qui a causé la mort de quatre observateurs internationaux.

Dans le quotidien français *Le Monde*, mercredi, *Jacques Chirac* a déclaré qu'«en frappant la Finul [Force Internationale des Nations Unies au Liban], où servent aussi des soldats français, c'est la force de paix de la communauté internationale qui est atteinte. On ne peut que condamner cette action qui démontre plus que jamais l'urgence de l'arrêt des combats».

Alors que Washington continue à refuser un cessez-le-feu immédiat, les débats ont clairement fait apparaître le soutien inconditionnel des Etats-Unis à Israël en laissant à l'armée du régime israélien davantage de temps pour attaquer le sud du Liban.

Mardi soir, le secrétaire général de l'ONU *Kofi Annan* dînait dans un hôtel de Rome avec *Condoleezza Rice* et le premier ministre libanais *Fouad Siniora* lorsqu'il a appris la mort des membres de la Finul. Il a quitté précipitamment sa table, se déclarant «choqué» par ce tir, qu'il a qualifié d'«apparemment délibéré».

«Les membres du Conseil de sécurité, pour leur part, se sont mis d'accord pour adopter une déclaration présidentielle» pour condamner l'attaque menée mardi par Israël contre un poste de l'ONU au Sud-Liban, a annoncé mercredi l'ambassadeur de

France à l'ONU, *Jean-Marc de La Sablière*, qui préside l'autorité sécuritaire suprême des Nations unies ce mois-ci.

Les 15 membres «ont été unanimes à dire que la sécurité des personnels de maintien de la paix de l'ONU à travers le monde relève de la responsabilité du Conseil», a-t-il déclaré.

Une telle déclaration implique l'accord à l'unanimité des 15 Etats membres, mais elle est dépourvue du caractère contraignant d'une résolution. Le texte, actuellement en négociations, a été proposé par la Chine, dont l'ambassadeur considère que «toute attaque contre une position des Nations unies et ses personnels est inexcusable et inacceptable».

Selon une version encore provisoire, le Conseil «condamne cette attaque contre un poste de l'ONU établi de longue date et bien marqué à Khiam, malgré les assurances données par les autorités israéliennes que les positions de l'ONU seraient épargnées».

Les quatre observateurs de l'Onust, Organisme de l'ONU chargé de la surveillance de la trêve qui étaient autrichien, canadien, chinois et finlandais, ont trouvé la mort dans le bombardement aérien de leur position située à Khiam, près de la frontière israélo-libanaise.

Immédiatement après les faits, des hommes de la Finul auraient alors accouru autour des décombres, entreprenant d'en extraire les corps, parfois avec de simples pelles, ou à même à main nues. Mais, selon *Milos Struger*, porte-parole de la Finul,

les Israéliens auraient continué de tirer sur la zone «pendant l'opération de secours».

Peu après, le ministère des Affaires étrangères irlandais est venu préciser la version de la BBC, en rapportant les paroles du lieutenant-colonel *John Molloy*, l'officier irlandais chargé de la liaison entre la force multinationale et Israël. Il affirme

avoir, par six fois, prévenu les Israéliens que leurs bombardements «mettaient en danger la vie des personnels de l'ONU». Il leur aurait déclaré: «Vous devez régler le problème, ou des vies pourraient être perdues», selon le porte-parole de la diplomatie irlandaise. •

Source: *IRNA* du 27/7/06

## **Médecin de Gaza: «Israël utilise des armes inconnues toxiques ou radioactives» Appel à l'aide des médecins de Gaza pour identification**

Le directeur des relations publiques de l'hôpital Al Shifa de la ville de Gaza le Dr *Juma Al Sakka*, a confirmé ce qu'avait révélé le rapport du Ministère de la Santé Palestinien publié en début de semaine qui faisait état de l'utilisation par l'armée israélienne d'armes toxiques dans la Bande de Gaza.

Le médecin s'est exprimé jeudi, rapportant la mort de 85 Palestiniens dans la Bande de Gaza depuis le début des dernières attaques israéliennes (28 juin). Parmi les victimes, 34 enfants de moins de 13 ans. Et à la date de jeudi, 300 palestiniens ont été blessés.

Dr Al Sakka a dit à la radio «La Voix de la Palestine» que l'armée israélienne a utilisé au cours de ces dernières attaques des nouveaux types d'armements non conventionnels contre les Palestiniens dans la Bande de Gaza. Il a dit: «Ils visent le corps des Palestiniens avec des armes non conventionnelles avec des conséquences que nous n'avons pas vu ces dernières années au cours des bombardements israéliens.»

Il a continué: «L'hôpital est central et voit presque tous des cas de blessures et de morts suite aux attaques israéliennes contre les Palestiniens de la Bande de Gaza. Au cours de ces bombardements israéliens des éclats pénètrent dans le corps, ils se fragmentent causant une combustion interne qui provoque des brûlures internes aux quatrièmes degrés, exposant les os et affectant les tissus et la peau.»

Le docteur a ajouté: «Les tissus touchés meurent, ils ne survivent pas, ce qui nous oblige à amputer bras et jambes, et ces fragments qui pénètrent le corps ne sont pas visibles aux

rayons X. Quand ils pénètrent le corps, ils font des étincelles comme dans la combustion d'une arme à feu, mais ce n'est pas chimique, cela semble radioactif.»

Il a confirmé qu'il y avait des douzaines de bras et jambes blessées. La plupart ont été brûlés de l'intérieur et déformés au point qu'ils ne peuvent se régénérer.

Hier, mercredi, a été l'un des jours les plus sanglants de ces attaques récentes. Les forces israéliennes ont tué 25 Palestiniens. Dr Al Sakka dit: «C'est l'escalade de jour en jour. Hier les forces armées israéliennes ont tué 25 Palestiniens et en ont blessé des douzaines. Parmi eux de nombreux enfants.»

Dr Al Sakka a révélé que les Israéliens ont complètement détruit le laboratoire qui aurait pu aidé à diagnostiquer ces cas. «Nous n'avons plus la capacité d'analyser ces phénomènes qui nous considérons comme anormaux.»

Il a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle examine les dernières armes utilisées par l'armée israélienne, mais il a ajouté que jusqu'à présent «personne n'a levé le petit doigt.» Dr Al Sakka s'est plaint qu'aucun institut médical étranger n'ait été intéressé par l'utilisation de ces nouvelles armes et leurs effets sur le corps humain. Il a dit: «Ce que nous avons vu ce sont des journalistes venus prendre des photos mais quant à la communauté médicale, RIEN.» •

Source: *Palestine News Network* (Agence de Presse indépendante)  
Bisan Hisham 13/7/06. [www.pnn.ps/english](http://www.pnn.ps/english)  
Traduction bénévole par MD Planète Non Violence.

## **Israel is using chemical ammunition**

*by Duraid Al Baik, Foreign Editor*

A doctor at a Palestinian hospital has accused Israel of using a type of chemical ammunition which causes burns and injuries in soft tissue and cannot be traced by X-ray.

Chemicals or depleted uranium could have been used in producing the new type of ammunition according to Dr *Jomaa Al Saqqa*, head of the Emergency Unit at Gaza's main medical facility, the Al Shifa Hospital.

In a telephone interview, Al Saqqa told *Gulf News* that operation Summer Rain was not just the code name of a military operation launched by Israel against Gaza since June 26.

«It is a live exercise on a new ammunition that, so far, has resulted in killing 50 Palestinians and injuring 200», he said.

He said he was not yet sure about the kind of chemical being used because the Israeli Army had bombed the only criminal laboratory in Gaza on the first day of the assault.

Dr Saqqa who has been working in the Al Shifa Hospital for almost 10 years said he had never seen such wounds before.

«At the beginning of the Summer Rain operation I noticed that people's wounds looked strange.

I thought it was just because the attack was from a close distance or that the temperature of bullets penetrating the bodies of injured or killed people were so high they were causing burns.

I later found out that all wounds referred to the hospital since the start of the operation were very similar.

I also noticed that despite the damage in internal soft tissue in the bodies of injured people, the fragments were not detected by X-ray. In other words, they had disappeared or dissolved inside the body.»

Al Saqqa urged the international health authorities to come to Gaza and check the wounds of people in Al Shifa Hospital.

«The situation is very bad because out of the 200 injuries there are 50 children who are suffering badly because of their internal wounds caused by the new kind of ammunition», he said.

*Gulf News* contacted the spokesman for the Israeli Army but he was not available for comment. •

Source: *Gulf News*, 13/7/06

## Mourir de faim, dans le noir

### Les bombardements épouvantables de la bande de Gaza

par Virginia Tilley\*

Au motif de venir au secours d'un de ses soldats fait prisonnier, les Israéliens bombardent la bande de Gaza, qu'ils semblent prêts à réenvahir. Ils ont également arrêté un tiers des membres du Parlement palestinien, réduisant en ruines jusqu'à sa fragile illusion de pouvoir et réduisant la coquille déjà vide de l'Autorité palestinienne en éclats.

De cette désolation, les Palestiniens sont en mesure de tirer une certaine compensation – mais il s'agit d'une pilule bien amère: le racolage vicieux du Fatah pour reprendre le contrôle de la vie politique nationale palestinienne et sa rivalité avec le Hamas sont désormais totalement obsolètes. Désormais, y compris une communauté internationale domestiquée ne saurait continuer à répéter de manière mécanique que l'Autorité palestinienne serait encore capable de gouverner quoi que ce soit. La déconfiture du désastreux processus d'Oslo, qui n'a jamais été autre chose que la machination concoctée par Israël pour s'assurer du démembrement définitif du territoire palestinien et la possibilité fatale de coopter le mouvement national palestinien, est peut-être – enfin ! – en vue. Et peut-être l'unité palestinienne a-t-elle à nouveau une chance.

Mais personne ne sait ce qui va remplacer l'Autorité palestinienne. Il n'est par conséquent nullement étonnant que ce paysage diplomatique chamboulé soit la chose qui retienne le plus gros de l'attention d'une communauté internationale passablement inquiète.

Néanmoins, la politique ne devrait en aucun cas être le principal sujet de préoccupation. Car là-bas, à Gaza, un acte odieux a été commis, qui doit dorénavant éclipser toute idée de «feuilles de route» ou de «gestes mutuels»: mercredi dernier, des avions de guerre israélien ont bombardé à plusieurs reprises l'unique centrale électrique de la bande de Gaza, la détruisant entièrement. Désormais, ce sont environ 700 000 habitants de la bande de Gaza – sur un total de 1,3 million de personnes – qui n'ont plus d'électricité, et l'on pense que ladite électricité ne pourra être rétablie avant six mois.

Ce ne sont pas les conditions de vie immédiatement créées par ce bombardement qui ont quelque chose d'énorme. Ces conditions sont, bien entendu, particulièrement déplorables: plus de lumière, plus de réfrigérateurs, plus de ventilateurs... Et cela, tout au long de l'interminable canicule de l'été gazaoui. Impossible d'aller respirer dehors, en raison des bombardements continuels et de l'assaut israélien attendu.

Dans une obscurité étouffante, d'énormes explosions secouent les villes, lointaines comme proches, tandis que des boums de franchissement du mur du son parachèvent la dévastation déjà semée par les mêmes avions: fenêtres explosant, enfants hurlants se réfugiant dans les bras d'adultes terrorisés, personnes âgées s'effondrant, foudroyées par une crise cardiaque, femmes enceintes s'effondrant et faisant une fausse couche. Terreur de masse, désespoir, recherche désespérée de nourriture et d'eau. Et pas de radio, pas de télévision, pas de téléphone portable, pas d'ordinateurs portables (pour les rares à en disposer) et, par conséquent, aucun moyen d'obtenir de l'information sur la durée probable de ce cauchemar.

En effet, cette fois-ci, la situation est encore pire. Tandis que la nourriture se détériore dans les réfrigérateurs arrêtés, les céréales et les féculents sont les seuls comestibles restants. La plupart des gens cuisinent au gaz, mais les frontières étant fermées, il n'y a plus de gaz. Quand les bombonnes de propane de la cuisine familiale sont vides, il n'y a plus aucune possibilité de cuire les aliments. Plus de lentilles, plus de fayots, plus de pois chiches, donc plus de hommos, plus de pain – plus de ces aliments quotidiens des Palestiniens, qui font l'ordinaire des plus pauvres (dois-je rappeler qu'il n'y a ni bois, ni charbon, dans une bande de Gaza à la fois désertique et surpeuplée?).

La nappe phréatique de Gaza était déjà polluée par les infiltrations d'eau de mer et d'eaux usées, en raison d'un pompage excessif (pour partie, par les colonies israéliennes aujourd'hui abandonnées) et d'un réseau d'égouts foncièrement inadéquat. Pour la rendre potable, l'eau tirée des forages doit être purifiée au moyen d'appareils fonctionnant à l'électricité. Sinon, l'eau saumâtre doit être au minimum bouillie avant de pouvoir être consommée sans risque. Mais cela exige aussi d'avoir de l'électricité ou du gaz à sa disposition. Or, bientôt, les gens n'auront ni l'une ni l'autre.

La consommation d'eau impure, cela signifie des maladies, voire le choléra. Si une épidémie de choléra éclate, elle se répandra comme feu dans la paille au sein d'une population densément confinée et manquant de l'énergie et de l'eau nécessaires à l'hygiène. S'ajoute à cela le fait que les hôpitaux et les cliniques ne fonctionnent pas, eux non plus (toujours en raison de l'absence d'électricité).

Enfin, les gens ne peuvent même pas partir. Aucun des pays voisins ne dispose des ressources leur permettant d'absorber un million de réfugiés désespérés et ayant tout perdu: un tel afflux déstabiliserait totalement l'Égypte, par exemple, du point de vue tant logistique que politique. Mais les Palestiniens résidant à Gaza ne peuvent pas non plus aller chercher asile chez leurs parents vivant en Cisjordanie: ils ne sont pas autorisés à quitter Gaza pour s'y rendre. Ils ne peuvent même pas franchir la frontière puis passer en Cisjordanie en faisant le détour par l'Égypte: Israël n'autorise pas les détenteurs d'une carte d'identité de Gaza à entrer en Cisjordanie. Et, de toute manière, un cordon de policiers palestiniens bloque les gens qui essaieraient de s'infiltrer en Égypte – des réfugiés de guerre ont tenté de le faire, en passant par un trou ouvert dans la barrière frontalière par des activistes, avec bagages et enfants.

En bref; ce sont aujourd'hui plus d'un million de civils qui sont emprisonnés, confinés chez eux, à écouter les bombes israéliennes, tout en étant confrontés à la perspective insupportable – d'ici à quelques semaines, voire seulement quelques jours – de devoir donner une eau toxique à leurs enfants, ce qui pourrait condamner ceux-ci à une mort rapide, mais horrible.

Une femme vivant près de la frontière égyptienne, à Rafah, qui garde ses neveux, a été interrogée par la BBC: «Si je leur laisse voir que j'ai peur, je pense qu'ils vont mourir de peur.» Si la communauté internationale continue à ne rien faire, ces enfants risquent de mourir sous peu, quoi qu'il en soit.

L'ampleur sidérante de cette situation humanitaire n'est égale, de fait, que par le goutte-à-goutte étourdissant des réactions

\* Virginia Tilley est professeur de science politique. Elle travaille actuellement en Afrique du Sud. Voici l'adresse e-mail où la contacter: [tilley@hws.edu](mailto:tilley@hws.edu)

internationales. «Bien sûr, il est compréhensible que les Israéliens veuillent s'en prendre à ceux qui ont kidnappé leur soldat», dit *Kofi Annan* (tandis que la population palestinienne se terre dans le noir et entend les déflagrations fracassantes qui démolissent sa société), «mais cela doit être fait de manière à ce que les populations civiles n'en subissent pas les conséquences». Même quand les bombes israéliennes bousillent les routes principales de Gaza, le G-8 monte sur ses grands chevaux et pécore: «Nous appelons Israël à faire preuve de la plus grande retenue dans la crise actuelle». Et qu'en est-il des Russes, qui cherchent à se tailler une position dans le nouveau «grand jeu» moyen-oriental? «Le droit, qui est aussi le devoir, du gouvernement israélien de défendre la vie et la sécurité de ses citoyens ne font pas l'ombre du moindre doute», dit le ministre russe des Affaires étrangères, comme si le pauvre caporal *Shalit* justifiait un millième de ce capharnaüm, «mais cela ne doit en aucun cas être fait au prix de la perte de vies humaines, en particulier de celles de beaucoup de civils palestiniens, causée par des frappes militaires massives aux conséquences très graves pour la population civile.»

Et que disent la noble Europe, si fière d'être la source des conventions des droits de l'homme, et les architectes de sa mission civilisatrice? «L'Union européenne demeure profondément préoccupée», marmonnent les puissants défenseurs du droit humanitaire, «au sujet de la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire». Des expressions apparemment creuses comme «profondément préoccupée» sont le langage codé diplomatique pour dire: «Nous sommes sérieusement mécontents.» Mais, dans les circonstances présentes, «demeure profondément préoccupée», voilà qui suggère que le crime glaçant qui est en train d'être perpétré n'est qu'une étape supplémentaire dans le dégrisement consécutif à l'échec de l'illusoire «feuille de route».

Les bulles diplomatiques d'irréalité, au Moyen-Orient, sont la norme, et non l'exception. Mais il y a bien un moment où

la communauté internationale doit regarder en face cette réalité particulièrement déplaisante: elle doit changer de braquet. Un pays qui revendique son appartenance aux démocraties occidentales européennes se comporte comme un régime voyou meurtrier, en utilisant n'importe quel prétexte pour réduire plus d'un million de personnes à une misère humaine extrême, voire même à une mort massive. Venir coller le portrait du caporal *Shalit* sur cette politique, voilà qui n'est guère plus convainquant que ces journaux sud-africains, qui affichaient en première page la photographie d'un pauvre médecin blanc assassiné, pour couvrir d'une manière n'appartenant qu'à eux l'émeute de Soweto, en 1976.

Israël a commis beaucoup d'exactions constitutives de crimes de guerre: démolitions massives de maisons, encerclement de villes assiégées des semaines d'affilée, détentions «préventives» pour des durées indéterminées, confiscations massives de terres, destruction de milliers d'hectares d'olivieraies et de terres agricoles palestiniennes, tortures physiques et mentales systématiquement infligées aux prisonniers, assassinats extrajudiciaires, bombardements aériens de zones civiles, représailles collectives de toutes natures violant les Conventions de Genève – pour ne pas parler de l'humiliation générale et de la ruine de la population indigène soumise à son contrôle militaire. Mais détruire l'unique source d'électricité d'une population civile cernée et sans défense est un pas sans précédent vers la barbarie. Cela évoque, ironiquement, le ghetto de Varsovie. Même si les changements politiques d'ampleur tectonique ont tendance à nous faire esquiver instinctivement un applaudissement, nous devons prendre le temps de la réflexion: aux yeux de l'histoire, ce qui est en train de se passer à Gaza pourrait fort bien tous les faire pâlir. •

Source: *CounterPunch* du 30/6/06

«Israel's Appalling Bombing in Gaza, starving in the Dark».

Traduction: Marcel Charbonnier.

[www.counterpunch.org/tilley06302006.html](http://www.counterpunch.org/tilley06302006.html).

## IV. Réactions

### **Annan: «Immediate Cessation of Hostilities needed in Lebanon»**

*UN-Secretary-General Kofi Annan in Security Council Briefing*

The Lebanese people, who had hoped that their country's dark days were behind them, have been brutally dragged back into war. Already, over 300 Lebanese have been killed and over 600 wounded. And the casualties are mainly among the civilian population, about one third of them children. Much of the infrastructure in Beirut and around the country has been destroyed. Lebanon remains under an Israeli military blockade, imposed by sea and air.

The Israeli people, who had hoped that Israel's withdrawal from Lebanon – certified by this Council six years ago – would bring security along their northern border, find themselves under constant Hizbollah rocket attacks, which every day reach further into Israeli territory. To date, 28 Israelis have been killed and over 200 wounded.

On the humanitarian front, conditions continue to deteriorate. Israeli operations have made it impossible for UN agencies and their humanitarian partners to reach almost any part of southern Lebanon, even to assess the needs, let alone to deliver the actual assistance needed. [...]

Based on preliminary information provided by UNIFIL, the Lebanese Red Cross and the Lebanese Government, UN agencies are currently working on the basis of a combined total of up to 500 000 people affected, comprising both internally displaced and those under siege. This includes nationals from some 20 foreign countries. According to extrapolations of the Lebanese Ministry of Interior, these figures could likely double.

In addition, the Syrian authorities report that more than 140 000 people have now crossed into Syria, the majority being nationals of Lebanon, Syria and other Arab countries.

Since the fighting began, I have been in constant touch with regional and world leaders, both by telephone and during the G-8 Summit in St. Petersburg and my visit to Brussels. The G-8 issued an important statement, which you have seen. But, as I have repeatedly stressed, what is most urgently needed is an immediate cessation of hostilities, for three vital reasons. *First*, to prevent further loss of innocent life and the infliction of further suffering; *second*, to allow full humanitarian access to those in need; and *third*, to give diplomacy a chance to work out a practical package of actions that would provide a lasting solution to the current crisis.

I repeat; hostilities must stop. But, while they continue, it is imperative to establish safe corridors for humanitarian workers and relief supplies to reach the civilian population. The humanitarian task facing us is massive, and must be funded urgently. [...]

Israel states that it has no quarrel with the Government or the people of Lebanon, and that it is taking extreme precautions to avoid harm to them. Yet, a number of its actions have hurt and killed Lebanese civilians and military personnel, and caused great damage to infrastructure. While Hizbollah's actions are deplorable and, as I've said, Israel has a right to defend itself, the excessive use of force is to be condemned.

But, while Israel has stated its military objectives to be to «hit Hizbollah's infrastructure and physical strength», it has, in the words of the Lebanese Prime Minister, «torn the country to shreds». As Prime Minister *Siniora* also said yesterday, «no Government can survive on the ruins of a nation». [...]

Both the deliberate targeting by Hizbollah of Israeli population centres with hundreds of indiscriminate weapons and Israel's disproportionate use of force and collective punishment of the Lebanese people must stop. The abducted soldiers must be released as soon as possible and, in any event, the International Committee of the Red Cross must be granted immediate access to them. The Government of Israel must allow humanitarian agencies access to civilians. And the democratically elected Government of Lebanon must be urgently supported in its hour of crisis. [...]

We also need a peace track for Gaza – despite the different issues involved – as much as we do for Lebanon.

I am gravely concerned about Gaza. Palestinians there are suffering deeply, with well over 100, many of them civilians, killed in the last month alone. After the destruction by Israel of the Gaza power plant, more than 1 million people are without electricity for most of the day and night. Israelis in the south continue to endure Qassam rocket attacks, though, fortunately, without casualties in the past month.

I call for an immediate cessation of indiscriminate and disproportionate violence in the Israeli-Palestinian conflict, and a reopening of closed crossing-points, without which Gaza will continue to be sucked into a downward spiral of suffering and chaos, and the region further inflamed.

In my delegation's meeting with President *Abbas*, he underscored his readiness to engage in a proper dialogue with the Government of Israel. [...] President *Abbas*' efforts to move the Palestinian side towards a national unity Government that addresses the Quartet's principles must be fully supported. Israel needs to refrain from unilateral acts that prejudice final status issues, and agree to negotiate in the peace process.

If the violence is to end, and dialogue and engagement resume, the international community must also play its part, and address the Israeli-Palestinian issue boldly and creatively. This would help remove a pretext used by extremists throughout the region – including in Lebanon. As the G-8 Summit concluded, and as Arab leaders stressed to the mission, the need to address a root cause of the region's problems – the absence of a comprehensive Middle East peace – is clear. We really need to focus on a comprehensive Middle East peace.

Our hearts and minds must be with the civilians in Lebanon, Israel and Palestine who are enduring daily violence and who are looking to the UN to find a solution to the current crisis.

I recognize that there are differences of approach within this Council. But, today, let us remember what unites us: our compassion for the victims and for all who have lost loved ones – to whom we must all express our deepest condolences – and our common desire to bring about a stable, long-term peace between Israel and its neighbours. That requires the international community, through this Council, to speak with one voice in the coming days. [...]

I urge the Council to take firm action towards ensuring peace and stability in the Middle East region, as mandated by the Charter of the United Nations. •

Source: Secretary-General SG/SM/10570 SC/8781, [www.un.org](http://www.un.org), 20/7/06

## **UN Relief and Works Agency: 70% of Gazans Rely on Food Assistance**

### **Emergency Appeal**

For someone not living in the Gaza Strip, daily life today is hard to imagine. Sonic booms shatter the night skies, making sleep all but impossible. Waking in the morning, mothers cannot prepare breakfasts, nor children shower and wash – there is so little water. Leaving home, children find the streets and alleys en route to schools strewn with sewage. Delivery of water and maintenance of sewage disposal is dependent upon electricity – a sporadic commodity these days.

With crossings into Gaza from the outside world closed for most of the past two weeks, food prices for staples have increased more than 10%. Family breadwinners, many unemployed for months and without savings, have no choice but to turn to international aid agencies such as UNRWA to put food on the table. 70% of Gazans now rely on food assistance. UNRWA is providing the basics – flour, rice, oil, sugar, beans and whole milk – to 900 000 individuals.

Not every family in Gaza is so hard-hit. But many are, in particular refugee families. «When I'm hungry, I drink water instead of having dinner, so that I don't feel hungry anymore and can sleep», said Samira, a 5 year old from Shati camp in central Gaza. •

Source: [www.un.org/unrwa/emergency/stories/SonicBooms.html](http://www.un.org/unrwa/emergency/stories/SonicBooms.html)

UNRWA (the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East) is a relief and human development agency, providing education, healthcare, social services and emergency aid to over 4.3 million refugees living in the Gaza Strip, the West Bank, Jordan, Lebanon and the Syrian Arab republic.

UNRWA is by far the largest UN operation in the Middle East, with over 27 000 staff, almost all of them refugees themselves, working directly to benefit their communities – as teachers, doctors, nurses or social workers.

## **UN Human Rights Experts: «Respect the Rights of the Civilian Population»**

The Representative of the Secretary-General on the human rights of internally displaced persons, Walter Kälin; the Special Rapporteur on adequate housing as a component of the right to an adequate standard of living, Miloon Kothari; the Special Rapporteur on the right to food, Jean Ziegler; the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, Ambeyi Ligabo; the Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health, Paul Hunt, and the Special Rapporteur on the right to education, Vernor Muñoz issued the following statement today:

«We, express our grave concern that the on-going armed conflict in Lebanon, Israel and Gaza poses serious human rights and humanitarian threats to the civilian population. We call on the parties to the conflict to fully respect the principle of proportionality in the conduct of hostilities and to refrain from indiscriminate attacks on civilians causing loss of life and mass displacement. We urge them to immediately agree on the cessation of hostilities in order to permit unrestricted and secure passage of all humanitarian assistance.

Eight days after the extension of the hostilities to Lebanon, large numbers of civilians continue to be killed and wounded. In Lebanon, civilian populations have been deprived of their housing and access to critical services. The massive destruction of public infrastructure obstructs delivery of humanitarian assistance to persons in need of urgent medical assistance, food, and safe water and sanitation. The lack of sanitation increases the risk of infectious diseases. According to UN estimates, about 500 000 people have been displaced in Lebanon, many of whom must seek refuge in schools, public buildings or are stranded in open spaces.

The reported destruction of schools will detrimentally affect enjoyment of the right to education in the long term. The wounding of media professionals, destruction of media infrastructure, and restrictions on access to war zones pose a threat to the freedom of information and expression.

In Israel, large numbers have been forced into shelters, many are fleeing northern cities, and water supplies in the north have been affected.

We recall that the civilian population must be protected in all circumstances and parties to a conflict must comply with the international legal obligation to distinguish between civilian and military objectives. International human rights law and humanitarian law both recognize the need to ensure the rights of civilians to life, food, the highest attainable standard of health, housing and other fundamental human rights which remain applicable in times of armed conflict. Provisions of international law protecting persons against being displaced and during displacement, as restated in the Guiding Principles on Internal Displacement, are of special relevance. Adequate measures should be taken as a matter of urgency to protect the civilian population and ensure non-discriminatory access to all necessary assistance and services, including proper accommodation for the displaced, in particular the most vulnerable.

The international community must not ignore that the current upsurge of violence in the region is triggering a serious humanitarian crisis. We join the call of the United Nations Secretary-General for an immediate cessation of hostilities and urge all parties to meet their obligations under international law.» •

Source: UN Press Release [www.ohchr.org/english/press/newsFrameset-2.htm](http://www.ohchr.org/english/press/newsFrameset-2.htm), 21/6/06

Conseil de sécurité de l'ONU

## «Le droit de veto ne doit pas être privilège servant à défendre des intérêts particuliers»

*Déclaration de S.E. M. Peter Maurer, Représentant permanent de la Suisse auprès des Nations Unies\**

*Monsieur le Président,*

Le document final du Sommet mondial de 2005, approuvé en septembre dernier par l'ensemble des Etats membres, souligne le caractère central de la réforme du Conseil de sécurité. Il met par ailleurs en évidence que cette réforme contient deux parties distinctes, d'égale importance: *l'élargissement de la composition du Conseil de sécurité et l'amélioration de ses méthodes de travail.*

Dans le cadre du suivi de ce Sommet, la Suisse a préparé avec d'autres partenaires – le Costa Rica, la Jordanie, Singapour et le Liechtenstein – un projet de résolution sur les méthodes de travail du Conseil de sécurité. Ce texte a été déposé, le 17 mars 2006, sous le point 120 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale (Doc. A/60/L.49). Les mesures proposées dans ce projet de résolution sont le produit des discussions menées depuis une dizaine d'années au sein de l'Assemblée générale. Elles portent notamment sur les aspects suivants:

- renforcer la transparence dans le processus de décision, en particulier par rapport aux travaux des organes subsidiaires du Conseil de sécurité;
- accroître les possibilités de participation des pays non membres du Conseil de sécurité aux travaux de celui-ci;
- intensifier les consultations avec les contributeurs de troupes, les Etats voisins intéressés et les organisations régionales;
- mieux tirer parti des expériences faites dans la mise en œuvre des décisions du Conseil de sécurité;
- promouvoir la responsabilité de protéger en décourageant, autant que possible, l'usage du veto dans les situations de génocide ou de crimes contre l'humanité;
- établir des procédures équitables et claires pour permettre à des personnes frappées par des sanctions et qui prétendent être visées à tort de faire valoir leur point de vue;
- faciliter une intégration rapide des membres non permanents du Conseil de sécurité dans les travaux de celui-ci.

La résolution que nous avons présentée vise à répondre aux attentes de nombreux Etats membres, qui souhaitent être davantage associés à l'action du Conseil de sécurité. Ces attentes sont légitimes. En effet,

- l'ensemble des membres de l'ONU est concerné par la manière dont le Conseil de sécurité exerce ses responsabilités dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales;
- tous les Etats membres contribuent – en fonction de leurs capacités – au financement des opérations de paix et de nombreux pays sont des contributeurs de troupes;
- et tous les Etats membres doivent mettre en œuvre les décisions prises par le Conseil au titre du chapitre VII de la Charte.

Je tiens à souligner que l'amélioration des méthodes de travail est aussi dans l'intérêt bien compris du Conseil de sécurité. En associant mieux l'ensemble des Etats membres de l'Organisation, le Conseil de sécurité renforce non seulement l'efficacité de son action, mais aussi sa légitimité et son autorité à agir au nom de tous.

Les cinq pays à l'origine de cette résolution sont tous en faveur d'un élargissement du Conseil de sécurité, même s'ils

n'ont pas des vues identiques sur le modèle à suivre. Nous sommes tous les cinq fermement convaincus que le Conseil de sécurité doit devenir plus représentatif du monde contemporain. Nous estimons toutefois que l'élargissement du Conseil de sécurité et l'amélioration de ses méthodes de travail sont deux objets distincts, qui doivent être traités dans des processus, si possible parallèles, mais séparés. Contrairement à l'élargissement du Conseil de sécurité, l'amélioration des méthodes de travail n'implique pas un amendement de la Charte des Nations Unies. C'est un domaine où il est possible d'obtenir rapidement des progrès, dans l'intérêt de tous les Etats membres de l'Organisation.

*Monsieur le Président,*

Dans le contexte de cet important débat, la Suisse entend réaffirmer et expliquer sa position au sujet du droit de veto. Comme vous le savez, c'est le peuple suisse qui a décidé en votation, il y a quatre ans, que le moment était venu pour mon pays de devenir un membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies. Des arguments forts plaident en faveur de l'entrée de la Suisse à l'ONU. Cependant, un grand nombre de Suissesses et de Suisses ont longtemps douté. Ils se demandaient si l'ONU était en mesure d'atteindre ses buts et déploraient le fait que le droit de veto ait paralysé le Conseil de sécurité dans des situations importantes. Aujourd'hui, si le gouvernement, le Parlement et le peuple suisse tirent un bilan largement positif de notre engagement au sein des Nations Unies, les blocages dus au veto demeurent la principale critique adressée à l'Organisation.

Nous sommes conscients que toute modification du droit de veto doit passer par la voie très difficile d'un amendement à la Charte des Nations Unies. Nous sommes aussi conscients que – avec ou sans veto – le soutien des grandes puissances et leur volonté de s'engager activement sont essentiels à la réussite de l'ONU dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Enfin, nous reconnaissons que l'usage du veto, depuis la fin de la guerre froide, a diminué considérablement. Cela étant, malheureusement, le droit de veto continue à être utilisé trop souvent de manière abusive. Il n'est pas acceptable que le recours au veto – ou la menace d'y recourir – paralyse l'Organisation dans des cas de génocide, de crimes contre l'humanité ou dans des crises graves qui demandent une action déterminée de la communauté internationale.

Cela explique la position que la Suisse défend au sujet du veto dans le débat en cours sur la réforme du Conseil de sécurité:

- Premièrement, dans le cadre de l'amélioration des méthodes de travail du Conseil de sécurité, la Suisse souhaite que des règles de jeu soient mises en place, afin de mieux canaliser l'usage du veto. Notre projet de résolution en propose deux. La première consiste à demander aux membres permanents qui s'opposent à un projet de résolution d'exposer leurs motifs au moment où ils font usage de leur droit de veto. La seconde règle invite les membres permanents à ne pas faire usage de leur veto dans des situations de génocide, de crimes contre l'humanité ou de violations graves et sys-

tématiques des droits humains ou du droit international humanitaire. Formuler cette règle, c'est simplement traduire en termes concrets un élément central de la «responsabilité de protéger», qui a été entérinée par les Etats membres de l'ONU lors du Sommet mondial de 2005. A noter que les deux règles que je viens de mentionner ne touchent pas à la substance du droit de veto; elles n'impliquent donc pas un amendement formel à la Charte.

- Deuxièmement, quel que soit le modèle retenu pour l'élargissement du Conseil de sécurité, la Suisse – à l'instar de nombreux autres pays – s'oppose fermement à l'attribution de nouveaux droits de veto, car cela compliquerait encore davantage le processus de décision au sein du Conseil de sécurité et entraînerait un risque accru de paralysie.

Nous regrettons que les membres permanents du Conseil de sécurité aient refusé ces dernières années de discuter et d'agir sur les aspects problématiques du veto et ne prennent ainsi pas sérieusement en compte la responsabilité de protéger. Cela donne raison à tous ceux qui peuvent penser que le droit de veto n'est pas un attribut lié à une responsabilité particulière en matière de paix et de sécurité internationales, mais plutôt un privilège, utilisé pour la défense d'intérêts particuliers. Cela contribue en tout cas à la culture de l'inaction du Conseil de sécurité vis-à-vis de certaines crises, ce que nous déplorons avec d'autres.

*Monsieur le Président,*

La Suisse salue le fait que le Conseil de sécurité a réactivé en février dernier le groupe de travail interne chargé de la documentation et des méthodes de travail. Je saisis cette occasion pour remercier le Japon pour son engagement exemplaire dans ses fonctions de la présidence du groupe. Nous relevons avec satisfaction que des mesures concrètes viennent d'être décidées. Nombre de ces mesures répondent directement aux demandes exprimées dans le projet des S-5. C'est un premier pas, concret et important, dans la bonne direction.

Nous attendons toutefois du Conseil de sécurité qu'il poursuive ses travaux et qu'il traite ces prochains mois d'autres questions non résolues. Je tiens à mentionner trois aspects au sujet desquels il existe une urgence particulière:

- Le premier est l'usage du veto, où il est important et somme toute facile d'établir les deux règles dont j'ai déjà parlé.
- Le deuxième est l'amélioration du fonctionnement des organes subsidiaires du Conseil de sécurité, notamment des comités des sanctions. L'exigence d'une plus grande transparence et d'une participation accrue vaut en effet non seulement par rapport au processus de décision du Conseil de sécurité, mais aussi par rapport aux travaux de ses organes subsidiaires. Trop souvent, les comités de sanctions tardent – parfois plusieurs années – à prendre des décisions et ne le communiquent pas, ou pas correctement, aux Etats intéressés. C'est dans le fonctionnement des organes subsidiaires qu'apparaissent les plus grandes lacunes en matière de transparence, tant par rapport aux règles et procédures suivies qu'aux décisions prises.
- Le troisième domaine où des améliorations doivent être effectuées rapidement est dans les procédures par lesquelles

ont été établies les listes des personnes et entités visées par des sanctions. Il faut non seulement améliorer ces procédures, mais aussi établir un mécanisme adéquat de réexamen, permettant à ceux qui affirment que leur nom a été inscrit à tort sur cette liste de faire valoir leur point de vue. Nous espérons que les réflexions en cours à ce sujet au sein du Conseil de sécurité déboucheront rapidement sur des améliorations concrètes.

*Monsieur le Président,*

Nous continuons à penser que la meilleure manière de procéder serait d'adopter et de mettre en œuvre la résolution que nous avons proposée. Celle-ci

- est légitime, car elle exprime les attentes d'une large majorité des Etats membres;
- elle est pragmatique, puisqu'elle demande au Conseil de sécurité de considérer une série de propositions concrètes dans des domaines qui se sont avérés particulièrement problématiques ces dernières années;
- elle est flexible, puisqu'elle établit un cadre de réforme qui peut être élargi ou adapté dans le courant de la mise en œuvre et qu'elle encourage un dialogue entre l'Assemblée et le Conseil sur un sujet d'intérêt commun;
- elle est pleinement conforme à la Charte, puisqu'elle respecte la répartition des compétences entre l'Assemblée et le Conseil et s'appuie sur des précédents;
- elle est utile, même s'il n'y a pas une unanimité parfaite de vues sur les mesures proposées, car elle adresse un signal politique fort en faveur d'une amélioration des méthodes de travail du Conseil de sécurité;
- enfin, elle représente un premier pas concret dans une réforme plus globale du Conseil; elle facilite la discussion sur l'élargissement et, en ce sens, devrait être soutenue par tous les pays qui souhaitent une réforme globale du Conseil.

*Monsieur le Président,*

En conclusion, je salue à nouveau le fait que le Conseil de sécurité ait décidé, suite au dépôt de notre résolution, de prendre des mesures concrètes d'amélioration de ses méthodes de travail. La Suisse suivra de près la mise en œuvre de ces mesures par le Conseil de sécurité. Elle sera également attentive à la manière avec laquelle le Conseil traitera des questions encore ouvertes, telle que le droit de veto les organes subsidiaires et les procédures équitables de de-listing.

Nous sommes convaincus que notre projet de résolution faciliterait la réforme des méthodes de travail. Nous continuerons à suivre de près cette question, avec nos partenaires, en gardant ouverte l'option de demander à l'Assemblée générale de prendre formellement position sur notre projet de résolution.

*Je vous remercie, Monsieur le Président.*

\* Déclaration faite à l'occasion de la 60<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale sur la réforme du Conseil de sécurité. (points 117 et 120 de l'ordre du jour) du 20/7/2006

Représentants des églises

## Le Pape demande un cessez-le-feu

Le Pape Benoît XVI a adressé un appel pressant aux parties en conflit au Proche-Orient. Lors de la prière de l'Angélus depuis Les Combes au Val d'Aoste, il a exhorté toutes les parties à déposer les armes et à permettre l'acheminement des secours humanitaires. Avec l'aide de la communauté internationale, il faut trouver un moyen de reprendre les négociations. Il a insisté sur le droit des Libanais à l'intégrité et à la souveraineté nationale, celui pour Israël de vivre en paix et celui des Palestiniens à posséder une patrie libre et souveraine. Il s'est dit particulière-

ment proche des populations civiles, victimes sans défense injustement touchées par le conflit: aussi bien de ceux qui vivent en Galilée dans des camps de réfugiés que des nombreux Libanais qui assistent pour la seconde fois à la destruction de leur pays et doivent tout abandonner pour chercher refuge ailleurs. Il prie pour que se réalise le plus vite possible le désir de paix de la grande majorité des populations. Ce n'est que si l'on ose le dialogue que l'on pourra établir une paix juste et durable. •  
Source: *Radio Vatican* du 23/7/06

## Le Patriarche Grégoire III: «Le Liban martyr saigne de toutes ses blessures»

Le Patriarche d'Antioche Grégoire III a suggéré au Pape Benoît XVI d'envoyer un légat au Proche-Orient pour négocier un cessez-le-feu dans la guerre du Liban. Hier soir, nous avons pu joindre à Damas le Patriarche de l'Eglise chrétienne d'Orient unie à celle de Rome. «Nous souhaiterions que le Saint-Père soit présent parmi nous en la personne d'un légat. La situation est très dangereuse. Aussi ai-je écrit aujourd'hui une lettre au Saint-Père et au Cardinal Sodano pour que le Vatican, comme il l'a toujours fait, prenne une initiative en faveur de la paix. Lorsque Bethléem était assiégé, on a envoyé le cardinal Roger Etchegaray en le priant de faire quelque chose sur place. Nous sommes reconnaissants au Pape de son amour pour ceux qui vivent au Liban et en Terre Sainte, de ses efforts en faveur de la justice pour tous les hommes, qu'ils soient juifs, chrétiens ou musulmans.»

Dans sa lettre, tout en remerciant le Pape pour ses précédents appels à la paix, Grégoire III le prie d'intervenir avec encore

plus d'insistance auprès des Etats-Unis, de l'ONU et de l'UE en faveur d'un cessez-le-feu immédiat au Liban. Le «Liban martyr qui saigne de toutes ses blessures» ne peut plus supporter cette épreuve. Si la guerre se poursuit, elle s'étendra à la Syrie et «cela conduira à une tragique flagellation», écrit le Patriarche. Comme il le dit dans une autre lettre adressée au Cardinal Secrétaire d'Etat Angelo Sodano, les Etats arabes apprécient beaucoup les prises de position du Pape et du Saint-Siège. Il a reçu des appels inquiétants de chrétiens libanais qui lui ont demandé d'intervenir auprès du Saint-Siège. Les habitants de plusieurs villes et localités du sud du Liban et de Beqaa, dont beaucoup sont des chrétiens, sont «littéralement assiégés» par les bombes israéliennes et n'ont pas la possibilité de fuir ou de soigner leurs blessés. •

Source: *Radio Vatican* du 21/7/2006

## L'archevêque de Canterbury demande un changement de cap politique des Etats-Unis

Au cours d'une interview accordée à la BBC, l'archevêque anglican de Canterbury Rowan Williams a invité les Etats-Unis et la Grande Bretagne à opérer un changement de cap politique et à exiger un cessez-le-feu immédiat au Liban. Selon le chef

spirituel des anglicans, on se demande si les gouvernements «de certains pays occidentaux tiennent compte de la conscience morale de leur peuple». •

Source: *Radio Vatican* du 21/7/2006

## Les évêques américains: «Il est intolérable de s'attaquer à la population civile»

Dans une déclaration commune, les évêques américains demandent un cessez-le-feu immédiat au Proche-Orient. Ils sont très inquiets de la situation en Israël et au Liban. Il est intolérable de s'attaquer à la population civile. La force des armes, de quelque côté qu'elle vienne, ne peut pas apporter la paix dans le pays appelé «Terre Sainte». Non seulement les groupes extrémistes Hamas et Hezbollah mais aussi ceux qui les soutiennent – la Syrie et l'Iran – doivent rendre des comptes. Israël a

certes le droit de se défendre, mais pas de cette manière contreproductive.

Les évêques terminent par un appel au gouvernement américain: toutes les parties au conflit devraient être écoutées. Le gouvernement américain devrait également tenir compte de cela. •

Source: *Radio Vatican* du 21/7/06

## Conseil d'Églises chrétiennes en France: «Recourir au dialogue»

*Zenit.org.* La région du Proche-Orient se trouve une nouvelle fois face à une flambée démesurée et irrationnelle de violence qui touche toutes les populations civiles. Plus particulièrement, le Liban est à nouveau meurtri et dévasté par l'ampleur des destructions occasionnées par les opérations militaires qui se déroulent sur son sol et qui n'épargnent pas les civils.

Face à la situation alarmante que vit actuellement le Liban et devant les risques sérieux d'un véritable drame humanitaire qui menace la population de ce pays, il est de notre devoir, en tant que responsables d'Églises chrétiennes en France, catholiques, protestants et orthodoxes, de lancer un appel vigoureux aux différentes parties en cause ainsi qu'à tous les responsables politiques, chefs d'Etat, de gouvernement et d'organisations internationales pour parvenir à un cessez-le-feu immédiat afin d'arrêter toutes les opérations militaires de part et d'autre, et soulager les populations et les victimes de toutes les parties en cause.

Nous exprimons notre profonde solidarité avec toutes les populations civiles qui, de part et d'autre de la frontière libanaise,

se trouvent sous les menaces des bombes, de la destruction et de la mort et vivent des moments tragiques.

Nous condamnons fermement le recours à la violence et à la force et appelons toutes les parties en cause à recourir au dialogue pour trouver des solutions pacifiques aux conflits existants. Le recours à la violence n'a pour effet que d'exacerber les tensions et les ressentiments de part et d'autre. Or cette région du monde, tellement meurtrie depuis des générations, a aujourd'hui besoin, plus que jamais, de la paix.

*Cardinal Jean-Pierre Ricard, Archevêque de Bordeaux,  
Président de la Conférence des évêques de France*

*Pasteur Jean-Arnold de Clermont,  
Président de la Fédération protestante de France*

*Métropolitain Emmanuel  
Président de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France*

Source: *www.Zenit.org* du 26/7/06.

### Aide humanitaire

## Le CICR est gravement préoccupé par la situation humanitaire à Gaza

*Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est alarmé par la détérioration de la situation dans la bande de Gaza. Les opérations militaires se déroulant dans des zones très peuplées, l'escalade continue de la violence a de graves conséquences pour la population civile.*

Ces deux dernières semaines, les opérations militaires menées par Israël dans la bande de Gaza ont fait des dizaines de morts, et les blessés, parmi lesquels un grand nombre de civils, sont encore plus nombreux. Au cours d'un seul incident, le 12 juillet, neuf membres d'une même famille – dont des enfants – ont été tués dans leur maison lors d'une frappe aérienne sur la ville de Gaza. Dans certains cas, des habitants vivant à proximité du théâtre des opérations ont été dans l'impossibilité de quitter leur maison pendant plusieurs jours.

Le CICR a demandé et continue de demander instamment à Israël de respecter les règles du droit international humanitaire. En particulier, dans la conduite des hostilités, Israël doit prendre toutes les précautions nécessaires pour épargner la vie des civils et les biens de caractère civil. Elle doit aussi faire en sorte que les blessés aient accès aux structures médicales.

Entre-temps, la situation humanitaire dans la bande de Gaza continue de se détériorer. L'attaque perpétrée, le 28 juin, contre la seule centrale électrique de Gaza a réduit de moitié l'alimentation électrique de la bande de Gaza, ce qui a des effets directs et indirects sur la population. Les hôpitaux et une grande partie des systèmes de distribution d'eau et d'égouts dépendent maintenant de générateurs qui consomment des quantités énormes de carbu-

rant qui, lui aussi, se fait rare en raison du bouclage répété de la bande de Gaza. En outre, les contrôles stricts auxquels sont soumis les produits de première nécessité à leur entrée dans la bande de Gaza ont aggravé les difficultés qu'affrontent les habitants, qui vivaient déjà dans la précarité. En vertu du droit international humanitaire, il incombe à Israël de subvenir aux besoins essentiels de la population, à savoir l'approvisionnement en vivres et en médicaments et la fourniture de logements d'urgence.

Une autre conséquence de la situation qui prévaut dans la bande de Gaza: des centaines de Palestiniens se sont retrouvés bloqués du côté égyptien du terminal de Rafah, et deux d'entre eux seraient morts. Les conditions matérielles et psychologiques dans lesquelles ces personnes vivent se dégradent de jour en jour, et aucune solution n'a été trouvée par les parties concernées pour alléger leur sort. Le CICR a déjà offert ses services pour faciliter leur passage dans la bande de Gaza. En attendant, avec le Croissant-Rouge égyptien, il fournit une assistance à ces personnes.

Le CICR est gravement préoccupé par les conséquences du lancement répété de roquettes à partir de la bande de Gaza sur la population civile vivant en Israël. Ces attaques, qui ont fait plusieurs blessés, sont menées sans discrimination et sont donc interdites par le droit international humanitaire.

Enfin, le CICR demande instamment à ceux qui détiennent le caporal *Gilad Shalit* de le traiter avec humanité et de lui permettre de prendre contact avec sa famille. Le CICR a informé toutes les parties qu'il était prêt à offrir ses services à cet effet. •

Source: *Communiqué de presse* 06/77 du 13/7/06

Suisse

## Micheline Calmy-Rey demande le respect du droit humanitaire

La Suisse demande un arrêt des hostilités entre le Hezbollah et Israël et l'installation de corridors humanitaires, a déclaré jeudi la Conseillère fédérale suisse Micheline Calmy-Rey. Deux avions ont ramené des Suisses à Kloten.

Un échange de soldats israéliens enlevés et de prisonniers détenus en Israël pourrait constituer un premier pas permettant de revenir à la table des négociations, a déclaré M. Calmy-Rey.

La Suisse est en contact avec l'Etat hébreu et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) concernant l'établissement de corridors humanitaires. Ceux-ci pourraient mener d'une part vers Chypre et d'autre part vers le sud, a précisé la ministre. «Nous avons reçu des réponses constructives», a-t-elle ajouté.

### Appel lancé

Berne souhaite aussi que le Conseil de sécurité de l'ONU, qui tient vendredi une réunion sur le Liban, «soit en mesure d'agir rapidement». Elle va lui envoyer une lettre expliquant sa position et demandant le respect des populations civiles. La Suisse a aussi fait appel à «tous les acteurs régionaux», dont l'Iran, «pour qu'ils usent de leur influence».

### Respect du droit

«La Suisse n'a cessé de rappeler aux différentes parties leurs obligations en terme de respect du droit humanitaire», a souligné M. Calmy-Rey. «Ce respect n'a pas à être négocié et ne nécessite pas de réciprocité», a-t-elle ajouté.

«Il s'agit notamment de distinguer les infrastructures civiles des cibles militaires», ce que ne fait pas l'Etat hébreu au Liban

et dans la bande de Gaza. La Suisse condamne «tous les actes de terrorisme», mais «rien» ne justifie l'ampleur de la réaction israélienne, a insisté la ministre.

### Aide humanitaire

«Sur le plan humanitaire, la situation sur le terrain est très grave et se dégrade de jour en jour», a relevé M. Calmy-Rey. «Le premier ministre libanais Fouad Siniora, avec lequel je me suis entretenue aujourd'hui au téléphone, lance un appel au secours». «Notre ambassadeur à Beyrouth l'a rencontré ce matin pour tenter d'organiser l'aide humanitaire», alors que l'accès aux biens de première nécessité est très difficile.

Le gouvernement libanais a notamment remis à la Suisse une liste de médicaments. Huit cents kilos d'aide médicale doivent parvenir vendredi sur place, a indiqué Toni Frisch, chef du Corps suisse d'aide humanitaire.

### Spécialistes envoyés au Liban

La Suisse, qui collabore avec le ministère de la Santé, l'ONU et le CICR, a déjà envoyé six spécialistes au Liban. D'autres partiront vendredi. Berne réclame l'accès aux victimes – actuellement très difficile – notamment au sud du pays, où il y a urgence. *Il ne faut pas oublier la bande de Gaza, confrontée à des problèmes «énormes»*, a ajouté Toni Frisch. «Les transports y sont presque impossibles, ce qui rend l'acheminement d'assistance très difficile pour la Suisse et le CICR», entre autres. •

Source: [www.tsr.ch/tsr/index.html?siteSect=200003&sid=6910026](http://www.tsr.ch/tsr/index.html?siteSect=200003&sid=6910026), 21/7/06

## La Suisse condamne la réaction disproportionnée contre le Liban

Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) condamne la réaction disproportionnée des forces militaires israéliennes au Liban, notamment le blocus des côtes ainsi que les attaques aériennes contre des objectifs dans la capitale Beyrouth et les aéroports du pays. Si les agressions du Hezbollah à la frontière d'Israël sont condamnables, la riposte israélienne doit demeurer strictement proportionnée et ne pas menacer un Etat voisin non hostile. La Suisse soutient l'action du gouvernement libanais pour tenter de sortir de la crise. Elle enjoint toutes les parties au conflit à interrompre une logique d'escalade destructrice, qui menace aujourd'hui de se transformer en guerre régionale aux effets ravageurs, en premier lieu pour les populations civiles.

La Suisse entretient des liens d'amitié et de partenariat avec le Liban. Elle soutient ce pays dans ses efforts pour retrouver sa pleine souveraineté si longtemps limitée. Le DFAE salue l'engagement du Président du Conseil des ministres de la Républi-

que libanaise, Monsieur Siniora, qui s'efforce de trouver une solution diplomatique à la crise. Le DFAE soutient de même les demandes d'une convocation urgente du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Le DFAE condamne également les attaques du Hezbollah contre des zones de peuplement dans le nord du territoire israélien. Elles constituent elles aussi des violations du droit humanitaire international. Les militaires capturés par le Hezbollah doivent être traités humainement, en pleine conformité avec les dispositions impératives des Conventions de Genève.

Le DFAE réitère son appel à toutes les parties au conflit d'agir avec la plus grande retenue et de respecter en toutes circonstances les dispositions du droit international humanitaire. Il soutient les appels à un cessez-le-feu au Liban, afin de donner une chance à des négociations. •

Source: Département fédéral des affaires étrangères. [www.eda.admin.ch/eda/f/home/singlem.html?id=6179](http://www.eda.admin.ch/eda/f/home/singlem.html?id=6179), 13/7/06.

France

## Déclaration de M. Jacques Chirac sur le Liban

Mesdames, Messieurs,

je viens de réunir les principaux ministres concernés, à l'issue du Conseil des Ministres, pour faire le point. La situation au Liban est une situation dramatique qui nous préoccupe énormément.

Je rappelle d'abord que, dans le cadre et dans l'esprit de ce qui a été décidé, notamment à l'initiative de la France, à l'occasion du G8 de Saint-Petersbourg, il nous paraît essentiel de faire les gestes indispensables au retour à la paix.

Ces gestes sont clairs. C'est, d'une part, la libération de soldats israéliens retenus prisonniers actuellement, soit par le Hamas, soit par le Hezbollah, et l'arrêt du lancement de roquettes, notamment de roquettes Qassam, sur Israël. C'est, d'autre part, l'arrêt des bombardements qui détruisent des équipements indispensables à la vie du Liban et qui font, hélas, des victimes, morts et blessés

Dans ce contexte, il est indispensable, s'agissant de la Palestine, de reprendre le dialogue avec le Président de l'Autorité palestinienne, Monsieur *Mahmoud Abbas*. Et s'agissant du Liban, d'appliquer réellement la résolution 1559 de l'ONU, en comprenant bien – et tous les Libanais doivent comprendre cela, et admettre cela – qu'il ne peut pas y avoir de Liban stable politiquement, de Liban assumant ses responsabilités et son développement, de Liban démocratique, si une partie de son territoire est occupée par des milices qui n'obéissent pas au gouvernement central libanais.

Il faut rétablir l'autorité, la stabilité, la souveraineté du Liban. C'est l'intérêt de tous les Libanais quels qu'ils soient. C'est aussi l'intérêt de la démocratie et l'intérêt de la morale.

Dans ce contexte, la situation humanitaire nous préoccupe énormément. C'était l'objet de la réunion de ministres que je viens de tenir. C'est une situation humanitaire grave en raison

des morts, des blessés, des personnes déplacées en grand nombre, de l'insécurité totale qui règne sur le Liban, des destructions à la fois des infrastructures indispensables à la vie, mais aussi, aujourd'hui compris, d'usines fabriquant de l'alimentation ou du lait pour les enfants. Il y a là un problème qui justifie, je dirais, l'appel à l'aide du gouvernement libanais que nous soutenons. Cet appel à l'aide concerne des besoins immédiats auxquels la France a bien l'intention de répondre.

C'est dans cet esprit que nous avons décidé d'affréter dès aujourd'hui un avion gros porteur qui partira dans les heures qui viennent et qui apportera ce que le gouvernement libanais nous a demandé, c'est-à-dire des moyens, en particulier pour ce qui concerne l'eau potable, des groupes électrogènes nécessaires pour le fonctionnement normal des hôpitaux, des médicaments en grand nombre qui sont devenus indispensables, notamment pour la survie des blessés, pour les enfants, pour l'ensemble de celles et de ceux qui ont besoin de cela.

Cet avion partira dans les heures qui viennent. Il arrivera à Larnaca où ce qu'il transporte prendra le bateau pour rejoindre Beyrouth. C'est le bateau qui, par ailleurs, rapatrie un certain nombre de Français ou franco-libanais ou étrangers, qui veulent rentrer en France.

Nous avons aussi décidé de mobiliser des moyens de transports militaires français qui sont en train d'arriver sur zone pour permettre d'avoir un transport facilité entre Larnaca, à Chypre, et Beyrouth d'une part, d'autres endroits du Liban, si cela s'avère nécessaire.

J'ajoute qu'il y a deux urgences auxquelles il faut immédiatement répondre. C'est d'une part une trêve humanitaire. On ne peut pas laisser la situation se développer comme elle se développe actuellement. Il faut une trêve humanitaire et chacun doit apporter son concours à l'élaboration de cette trêve. C'est dans cet esprit que nous avons mobilisé la communauté internationale, que nous avons mobilisé l'Europe.

Il faut également établir des corridors humanitaires à l'intérieur du Liban pour permettre le déplacement des populations qui ont besoin de bouger au Liban et qui doivent pouvoir le faire dans une certaine sécurité. Et il faut des corridors humanitaires également entre le Liban et l'extérieur, c'est-à-dire essentiellement pour le moment entre le Liban et Chypre.

Voilà les dispositions que nous avons décidé de prendre. Nous le faisons en liaison étroite avec le gouvernement libanais. Et je peux vous dire que nous y mettons à la fois tous nos moyens et tout notre cœur.

*Je vous remercie.*

Source: [www.elysee.fr](http://www.elysee.fr) du 19/7/06.

### On peut se demander ...

«On peut se demander s'il n'y a pas, aujourd'hui, une volonté de détruire le Liban, ses équipements, ses routes, ses communications, son énergie, son aéroport.»

Et pourquoi? Le Liban est un pays avec lequel la France a, depuis très longtemps, des relations d'amitié, de solidarité. La France est donc particulièrement sensible à ce sujet. Je trouve, honnêtement, comme l'ensemble des Européens, que les réactions actuelles sont tout à fait disproportionnées.»

Source: Extrait de l'interview télévisée de M. Jacques Chirac, Président de la République, du 14/7/06, [www.elysee.fr](http://www.elysee.fr)

## Chirac: «On ne change pas des régions par la force.»

### Interview accordée au quotidien «Le Monde» du 26 juillet (texte intégral)

*Le Monde: Comment sortir de la crise au Proche-Orient?*

*Le Président:* Une réunion a été convoquée à Rome sur le Liban, avec deux objectifs.

D'abord, elle va avoir pour objet les problèmes humanitaires. Le nombre des victimes, le nombre des personnes déplacées, la destruction massive, notamment au Liban, de tous les équipements nécessaires à la vie, créent une situation humanitaire qui devient dramatique et qui exige une réaction de la communauté internationale. Les Américains ont évoqué une somme de 30 millions de dollars, affectée à l'aide humanitaire au Liban. La France, qui est déjà très engagée dans l'aide humanitaire, est décidée à faire un geste important. J'ai demandé que 15 millions d'euros supplémentaires soient affectés à l'aide humanitaire au Liban. Et, comme je l'avais demandé, des couloirs humanitaires vont être créés.

Le deuxième point est politique. Il est essentiel que la communauté internationale se mette d'accord sur les grandes lignes d'un arrangement politique, mis en œuvre après un cessez-le-feu. L'essentiel c'est qu'il y ait un cessez-le-feu, qui suppose que les soldats israéliens pris par le Hezbollah soient libérés, de même d'ailleurs que doit l'être celui qui a été pris par le Hamas. Mais il est essentiel d'avoir d'abord un cessez-le-feu. C'est le préalable.

Ce cessez-le-feu comporte deux exigences. D'une part, la sécurité d'Israël, qui doit être assurée, et d'autre part, l'application réelle, sur le terrain, de la résolution 1559 de l'ONU.

Il n'y aura pas de Liban stable et démocratique, comme c'est sa vocation déjà confirmée, si une partie de son territoire échappe à l'autorité du gouvernement et relève de la seule autorité de milices. C'est ce qu'avait clairement indiqué la 1559, et c'est ce qui doit être réalisé.

Tous les Libanais, qui sont un très vieux peuple, une vieille civilisation, qui a surmonté au cours de l'histoire toutes les épreuves possibles, y compris leur propension à se disputer, doivent comprendre qu'il n'y a pas d'Etat stable, démocratique, tel qu'ils le souhaitent, si l'autorité du gouvernement ne s'exerce pas sur l'ensemble du territoire.

Cela implique un retrait du Hezbollah du sud du Liban, un accord sur les fermes de Chebaa, et un accord sur un échange de prisonniers, notamment un retour de prisonniers libanais qui se trouvent actuellement en Israël. Tout cela avec ensuite, en appui, une force multinationale pour assurer la mise en œuvre de l'ensemble de ces dispositions.

*Appelez-vous à un cessez-le-feu immédiat?*

Je le souhaite. Car il n'y a pas de solution militaire à ce problème. Et s'il en était besoin, le drame que vient de vivre la Finul démontre que la situation empire sur le terrain. En frappant la Finul, où servent des aussi des soldats français, c'est la force de paix de la communauté internationale qui est atteinte. On ne peut que condamner cette action qui démontre plus que jamais l'urgence de l'arrêt des combats.

Dans ce conflit, les responsabilités sont évidemment partagées. Ce qui est sûr, c'est que la méthode utilisée, les frappes sur Gaza d'une part et sur le Liban ensuite, sont à mon avis disproportionnées. D'autre part, je peux comprendre beaucoup de choses, mais je ne crois pas à une solution militaire dans ce genre de conflit.

Un cessez-le-feu, cela veut dire que les conditions en sont réunies. C'est prioritaire. Que ces conditions soient faciles à mettre en œuvre, ça, c'est un autre problème. J'ai parfaitement conscience de sa complexité. Mais à partir du moment où il n'existe pas de solution militaire, un cessez-le-feu s'impose. Il faut en discuter les modalités.

*Entre qui et qui l'accord politique pourrait-il être négocié?*

Cet accord politique, qui suppose un cessez-le-feu, doit être négocié d'une part entre le gouvernement libanais et le Hezbollah, et d'autre part entre la communauté internationale, Israël et le Liban.

*Vous paraît-il toujours inopportun de qualifier le Hezbollah d'organisation terroriste?*

Ce n'est pas au moment où l'on veut essayer d'avoir un retour du Hezbollah, si c'est possible, au sein de la communauté libanaise, et sa transformation en un parti politique qu'il faut soulever des questions de cette nature.

*Comment envisagez-vous une force internationale au Liban, et quel serait le rôle de la France?*

La force multinationale suppose des conditions impératives. La première, c'est l'acceptation du cessez-le-feu par l'ensemble des protagonistes. La deuxième, c'est l'acceptation du principe même d'une force internationale par les différentes parties. Et la troisième, c'est que cette force internationale soit sous chapitre VII de l'ONU.

Le mandat de cette force doit être très soigneusement élaboré. Il y a d'abord un objectif politique, qui est le recouvrement par le gouvernement libanais légal de la totalité de sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire. C'est une condition sine qua non. Il y a aussi un objectif militaire, qui est de donner la possibilité aux forces libanaises, restructurées et aidées, de se déployer sur l'ensemble du Liban, et d'assurer la sécurité du pays.

Cette force d'intervention doit avoir des moyens et des règles d'engagement adaptées à sa mission.

La zone de déploiement doit avoir une dimension cohérente avec sa mission. Sa mission serait de contrôler le cessez-le-feu, et d'assurer le respect des frontières, à la fois les frontières israélo-libanaise et syro-libanaise, naturellement. Il s'agit de veiller à ce que la zone d'où le Hezbollah se serait en principe retiré – c'est l'objectif – soit totalement démilitarisée. Et, enfin, la mission de cette force est de s'assurer qu'aucun tir de roquette, quelle que soit leur nature, ne puisse être effectué sur Israël.

Il faudra par ailleurs traiter de la sécurité de la frontière israélo-palestinienne.

Pour la France, l'OTAN n'a pas vocation à mettre sur pied une telle force. Pour des raisons techniques mais aussi pour des raisons politiques, l'OTAN n'est pas fait pour ce genre d'intervention. L'OTAN est perçu, qu'on le veuille ou non, comme le bras armé de l'Occident dans ces régions, et par conséquent, en terme d'image, l'OTAN n'a pas vocation à cela.

*Si le Hezbollah refuse le désarmement et si Israël accepte un scénario de règlement du conflit, qui désarmerait le Hezbollah? La force internationale, l'armée libanaise?*

C'est une des vraies questions. Je ne pense pas qu'une force internationale, dans l'hypothèse où aucun engagement politique ne pourrait être obtenu, ait la possibilité ou la vocation de désarmer le Hezbollah. C'est au gouvernement libanais de le faire. Ce qui implique qu'il y ait un accord politique. Le Hezbollah est actuellement dans le gouvernement libanais. On peut très bien imaginer, en tout cas souhaiter, que le Hezbollah tire les conséquences de sa présence même au sein du gouvernement, et qu'il se transforme en force politique. D'où la nécessité qu'il y a à avoir un minimum de contacts entre le gouvernement libanais et le Hezbollah. Le Hezbollah, désarmé, a une vocation à être une force politique au Liban.

*Vous envisagez une force internationale déployée entre Israël et les Palestiniens ?*

Nous avons toujours estimé qu'il faudra aussi une forme de présence internationale pour aider à la sécurité de la frontière israélo-palestinienne. Le mandat et le cadre en seront naturellement différents.

*La Syrie doit-elle et peut-elle peser sur cette situation au Liban ?*

Je serais tenté de parler d'abord de l'Iran, dont la position est encore plus importante que celle de la Syrie. Il y a le problème nucléaire, et puis il y a l'Iran dans la région, et je pense qu'il ne faut pas mélanger ces deux questions. Une négociation est engagée avec l'Iran. Je regrette que l'Iran n'ait pas répondu plus tôt. Je pense que l'Iran doit se soumettre aux règles internationales, et que de ce point de vue il faut qu'il comprenne qu'un accord conforme aux règles de la communauté internationale, c'est-à-dire à la non-prolifération, est dans l'intérêt de tout le monde, et dans son intérêt. Je rappelle que les propositions faites à l'Iran sont substantielles. C'est une coopération complète sur le plan de l'électronucléaire, une coopération économique et un dialogue sur les questions de sécurité dans la région.

J'ajoute que ces propositions, ce ne sont pas les «Trois» qui les ont faites à l'Iran. Les Américains, les Russes et les Chinois s'y sont associés. C'est donc la communauté internationale dans son ensemble. Nous avons indiqué que s'il n'y avait pas d'accord, il faudrait aller devant le Conseil de sécurité et envisager des formules plus contraignantes, y compris des sanctions. Enfin, nous n'en sommes pas là.

Nous avons été un peu déçus que l'Iran attende pour répondre. Il peut d'ailleurs avoir des problèmes de politique intérieure qui le conduisent à prendre quelques délais, je n'en sais rien, je n'ai pas de jugement sur ce point. Je souhaite beaucoup que l'Iran apporte une réponse positive à l'ouverture qui lui a été faite, parce que ça veut dire en quelque sorte que, d'une façon ou d'une autre, – et là on quitte le nucléaire pour passer au régional, on reconnaît ce qui est légitime: le droit de l'Iran à défendre une position dans la région. L'Iran est une vieille civilisation, un grand pays. Sa préoccupation de compter dans la région est légitime. On ne peut pas faire comme s'il n'existait pas. Il faut que l'on puisse reprendre des relations normales avec l'Iran.

Par ailleurs, dans le conflit actuel, l'Iran a une part de responsabilité. Les informations dont nous disposons prouvent que des armements sophistiqués et des financements sont envoyés par l'Iran, via vraisemblablement la Syrie, au Hezbollah. C'est un problème.

Mais on peut discuter avec l'Iran. Je voudrais vous rappeler que lors des élections au Liban, il y a eu une période où l'on

s'est demandé quelle serait la réaction du Hezbollah à l'égard de ces élections. Seraient-elles contestées? Nous avons eu à cette époque des contacts avec l'Iran. Et je suis obligé de noter que l'Iran a été plutôt coopératif.

*Pensez-vous que le déclenchement de la crise, le 12 juillet, porte la marque de l'Iran ?*

Je ne veux accuser personne. J'ai le sentiment que aussi bien le Hamas que le Hezbollah n'ont pas pris ces initiatives irresponsables simplement de leur propre chef. Voilà mon impression.

Quant à la Syrie, je crois que c'est un problème un peu différent. La Syrie a, il faut bien le dire, un régime très minoritaire et très particulier, qui est à la fois juge et partie et qui a assez mal pris, après trente ans d'occupation, l'obligation de retirer ses troupes –15 000 hommes– du Liban. Avec les conséquences politiques, économiques et sociales que cela comportait. Je n'aurais pas sur la Syrie, le même sentiment que sur l'Iran.

Ce que peut faire de mieux la Syrie pour se protéger elle-même et protéger sa population, notamment son niveau de vie, son développement, c'est de ne pas chercher à se venger du Liban. Cela risque d'être très dangereux pour elle.

*Quelle place pourrait prendre la France dans une force multinationale ?*

Je crois comprendre qu'au fond, les Etats-Unis, à défaut d'une solution plus efficace, plus rapide ou meilleure, ne verraient que des avantages, ou pas d'autre solution que l'intervention de l'OTAN, c'est-à-dire en clair de la Force de réaction de l'OTAN (NRF) qui serait commandée par l'état-major du corps européen composé de l'Allemagne, la France, la Belgique et l'Espagne.

J'ajoute que, d'après ce que nous croyons comprendre, il y aurait de la part des Américains le désir d'un envoi immédiat de cette force, qui serait en quelque sorte chargée d'appliquer le cessez-le-feu.

Je vous ai dit les raisons pour lesquelles je pense qu'il faut d'abord un cessez-le-feu, puis un engagement politique et, à partir de là, une force multinationale sur le terrain, pour les missions que j'évoquais tout à l'heure.

Je le répète, je ne crois pas que l'OTAN en tant que telle soit une bonne solution. Si ce n'est pas l'OTAN, qui est-ce? Une autre expression de la communauté internationale, c'est-à-dire des nations qui sont volontaires pour constituer une force internationale de cette nature. On peut en trouver un certain nombre, j'en suis sûr. Qu'on trouve la nation-cadre capable d'assurer le commandement c'est moins sûr. Parce qu'il n'y a pas beaucoup de nations qui soient prêtes à le faire.

*La France serait-elle prête à le faire ?*

La France a toujours assumé ses responsabilités au Liban. Elle se déterminera selon un certain nombre de conditions. Nous souhaitons avoir un cessez-le-feu, un engagement politique et une force internationale chargée d'appliquer, dans des conditions strictement précisées, cette politique. A ce moment là, nous verrons.

*On a l'impression dans cette affaire que malgré les différences, il y a tout de même une assez grande harmonie entre les positions américaine et française ...*

Nous voulons la paix, cela ne donne pas lieu à discussion. Nous avons, ensemble, en réalité tous les deux, imposé la résolu-

tion 1559. Celle-ci n'est pas arrivée par l'opération du Saint-Esprit. C'est le résultat d'une action commune entre les Etats-Unis et la France. C'est un élément déterminant de la stabilité dans la région. De ce point de vue nous avons eu une approche commune. Peut-être que nous n'avions pas exactement les mêmes arrière-pensées. Je n'en sais rien. Mais nous avons eu la même action. Cela ne veut pas dire que nous avons toujours la même position.

*Sur le désarmement du Hezbollah, il y a donc accord entre la France, les Etats-Unis et Israël?*

Sur la nécessité d'appliquer la 1559 il y a un accord général.

*La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, a dit que le temps est venu d'un «nouveau Moyen-Orient». A quel point craignez-vous que les Américains ne poursuivent leur projet de transformation de la région?*

Je ne veux pas préjuger et encore moins faire de procès d'intention. Ce qui est sûr, c'est que l'on ne change pas des régions par la force. Cette crise est le fruit d'une histoire très longue et très complexe. On n'est pas du tout dans la situation de 1982 ou de 1996. Les choses ont évolué. Il y a eu la guerre d'Irak, dont les conséquences sont loin d'être terminées, qui a déplacé en quelque sorte les lignes dans cette région et qui ne les a pas simplifiées c'est le moins que l'on puisse dire. Cette situation me paraît de plus en plus préoccupante.

Il y a eu une certaine évolution des rapports entre chiites et sunnites et quelque chose qui m'inquiète énormément, qui est le durcissement entre l'Islam mondial et l'occident. Avec ce que cela comporte comme propension de développement du terrorisme.

*Pensez-vous que l'Irak connaît une guerre civile?*

Si ce n'est pas la guerre civile, ce n'en est pas loin. Il y a des affrontements permanents, et ce qu'on pouvait craindre dès le départ, c'est-à-dire un éclatement de l'Irak, qui est la pire des solutions pour la région est en train, je ne dirai pas de se produire, de devenir menaçant. Cela dit, la France n'étant pas impliquée dans cette affaire, il serait mal venu de donner des leçons.

*Etes-vous favorable à un retrait américain de l'Irak?*

De l'Irak sans aucun doute. Le problème est que c'est très difficile, parce que la présence de troupes américaines est à la fois nécessaire et source de préoccupations là-bas. Mais je ne crois pas que l'on puisse avoir une perspective de rétablissement de la paix civile en Irak sans donner aux Irakiens le sentiment qu'ils sont réellement souverains. Je crois qu'il faut, à une date qui reste à examiner, à déterminer, notamment avec les nouvelles autorités irakiennes, que nous soutenons, qu'il y ait une perspective de départ des forces étrangères.

*Quels sont les moyens dont dispose la France pour faire prévaloir le scénario que vous avez décrit pour le Liban?*

Je dirai : le bon sens. Cela ne veut pas dire qu'il triomphe toujours. Nous avons dit clairement ce que nous pensions. Nous avons de cette région une certaine connaissance, traditionnelle, historique. Nous bénéficions probablement d'une certaine confiance de la part des Libanais au sens large du terme et également de leur environnement, dans le monde arabe. Et Israël ne peut pas douter un seul instant que, pour nous, sa sécurité est un élément sur lequel aucune concession n'est possible. Cela

nous permet tout de même de faire valoir une certaine expérience.

*Comment avancer sans dialogue avec la Syrie?*

Il fut un temps où je parlais à Bachar El Assad. Je parlais avec son père. Pour ne rien vous cacher, ce dialogue s'est interrompu. C'est lui qui l'a voulu. Et puis, je me suis aperçu qu'il ne débouchait sur rien. Que le régime incarné par Bachar El Assad me paraissait difficilement compatible avec la sécurité et la paix.

*Cela veut dire que vous êtes favorable à une politique de «changement de régime» à Damas?*

Je me garderais bien d'ajouter un élément de complexité supplémentaire dans une situation qui ne l'exige pas.

*Les deux problèmes, celui du Liban et celui de la Palestine, sont-ils liés?*

Ce sont deux problèmes différents, même s'il y a une problématique d'ensemble. Nous avons évoqué le problème du Liban en rappelant que la clé est la résolution 1559. Pour la Palestine, la clé c'est de reprendre les discussions, d'abord avec Mahmoud Abbas. Quand il est venu à Paris, puis qu'Ehoud Olmert est venu à son tour, j'avais le sentiment que le dialogue allait repartir. L'un et l'autre m'avaient donné le sentiment qu'ils allaient se reparler et s'engager sur la voie de deux Etats côte à côte, indépendants, à la sécurité et à la viabilité garantie. J'étais plutôt optimiste.

Je me demande jusqu'à quel point le Hamas, dans cette provocation, a été inspiré par l'extérieur. Je n'en sais rien. Ce qui est sûr c'est que la riposte a été là aussi disproportionnée et que tout s'est interrompu. Il n'y a pas d'autre solution qu'une reprise des négociations qui conduirait peu à peu le Hamas à accepter les trois points qui ont été exigés de lui : renoncement à la violence, reconnaissance d'Israël et acceptation des engagements pris par l'OLP. C'est cela la solution.

*Quelle est la responsabilité de Téhéran?*

La situation au Liban et le nucléaire sont deux dossiers séparés et qui doivent être traités comme tels. L'affaire du Moyen-Orient est tout à fait différente. L'Iran a plusieurs préoccupations. S'affirmer comme une puissance – sa volonté de maîtriser les techniques nucléaires en découle – et s'affirmer comme une puissance qui existe, qui compte dans la région.

Ceci a deux conséquences. Premièrement, l'Iran veut avoir des relations normales avec le reste du monde, notamment avec les Etats-Unis. Deuxièmement, il veut pouvoir donner son point de vue quand il s'agit des problèmes régionaux, alors qu'il est une puissance régionale importante.

Il est normal d'avoir un dialogue avec l'Iran. Ensuite on en tirera les conséquences. Il n'y a pas de concession possible sur l'affaire nucléaire. C'est pour cela que je dis que c'est un problème à part et qui se règlera si nécessaire au Conseil de sécurité. Pour le reste, tout dépendra du comportement de l'Iran. Je vous ai rappelé son attitude de coopération au moment des élections libanaises. On a vu à ce moment là l'influence que pouvait avoir l'Iran sur le Hezbollah et sa disponibilité à écouter les conseils de modération qu'on lui faisait. Peut-être que ces choses sont dépassées, mais enfin, la diplomatie est faite aussi de mémoire. •

Source: [www.elysee.fr](http://www.elysee.fr)

Allemagne**Bush n'est pas le bienvenu à Stralsund***Communiqué de presse du Comité local du SPD de Stralsund*

«La ville hanséatique de Stralsund est ouverte au monde et est habituée à accueillir chaleureusement ses invités. Mais il y a des exceptions. Le président des Etats-Unis en est une.

Selon les sociaux-démocrates, il pratique une politique hégémonique effrénée qui se moque du droit international, de la Convention des droits de l'homme et d'autres accords internationaux. Il est responsable d'une guerre d'agression qui n'a pas

été approuvée par l'ONU, du camp de prisonniers de Guantánamo où les droits de l'homme sont bafoués, de l'enlèvement d'un citoyen allemand et d'une surveillance sans précédent de son propre peuple, laquelle est contraire aux principes de l'Etat de droit. *Un tel invité n'est pas le bienvenu chez nous.*» •

Source: *Communiqué de presse* du Comité local du SPD (Parti social-démocrate allemand) de Stralsund du 5/7/06.

**Ministre allemande: Israël viole le droit international**

La ministre allemande du Développement *Heidmarie Wiedemeyer-Zeul* (SPD) a condamné l'offensive israélienne au Liban. «Bombarder des installations civiles et la population civile d'un autre pays est tout à fait inacceptable au regard du droit international», a-t-elle déclaré au *Tagesspiegel am Sonntag*. Elle a demandé à Israël de «tout faire pour protéger la population civile.» C'est une obligation du droit international. La ministre a critiqué indirectement l'attitude des Etats-Unis au Conseil de

sécurité. Ce dernier avait achevé sa réunion d'urgence sur l'offensive d'Israël sans exiger de cessez-le-feu et avait salué la décision du Secrétaire général *Kofi Annan* d'envoyer des émissaires. La ministre a déclaré: «Comment pourrions-nous, face à d'autres problèmes, saisir de manière crédible le Conseil de sécurité si on l'empêche de prendre une décision à propos de la situation explosive au Moyen-Orient?» •

Source: *Der Tagesspiegel am Sonntag* du 16/7/06.

Suède**Eliasson: «Escalating violence in Lebanon is deeply worrying»***Statement by Jan Eliasson, Swedish Minister for Foreign Affairs*

«We condemn Hizbollah's kidnapping of two Israeli soldiers. They must be released immediately and unconditionally,» says Minister for Foreign Affairs Jan Eliasson.

«There is no justification for the shelling of Israeli territory. At the same time, it is crucial for developments that Israel's countermeasures are proportionate, in accordance with international law.»

«There is a risk that the hostilities we are now witnessing will trigger a serious conflict between Israel and Lebanon and in the region. The escalation on both sides can lead to a crisis

that will be difficult to control. Threats to regional and international security must be taken extremely seriously.»

«The international community headed by the UN and the EU must persuade the parties to display self-control and assume their share of the responsibility. The ominous developments in the Middle East must be reversed. We call on all parties to act responsibly and do everything possible to relieve the situation. Nothing less than a peaceful solution can counteract the mutual hate that violence breeds,» says Mr Eliasson. •

Source: [www.sweden.gov.se/sb/d/6669/a/67086](http://www.sweden.gov.se/sb/d/6669/a/67086), 13/7/06

Argentine, Brésil, Uruguay**South America at the Human Right Council:  
«Stop the collective punishment!»**

*Explanation of the vote of Argentina, Brazil and Uruguay at the First special session of the Human Rights Council in Geneva, 6<sup>th</sup> July, concerning the Situation in the Palestinian and other occupied arab territories.*

«Argentina, Brazil and Uruguay [...] request the floor [...] to underline some relevant aspects.

We are following with concern the spiral of violence which takes place nowadays in the Palestinian Occupied Territories.

We are deeply concerned with the increasing deterioration of the living conditions of the Palestinian population. Our three Governments deplore the sufferings imposed to the civil Palestinian population, with no access to electricity and potable water [...]

The international community, with the engagement of the United Nations, must play a relevant role in the context of the resumption of the peace negotiations between the parties.

The Human Rights Council can contribute to constructive and peaceful solutions, by promoting human rights in the Region.

[...] As a principle, the use of violence as an instrument to achieve goals by any of the parties involved is considered unacceptable by Argentina, Brazil and Uruguay. Violence, independently of its motivation or origin, only fuels conflict. [...]

Hamas must be called upon to give up the use of force, to recognize the right to the existence of the State of Israel, to comply with the previous agreement in the framework of the peace process, including the Road Map, and to prompt reconciliation, beginning with the release of the Israeli Corporal Gilad Shalit. [...]

Both parties must have as a main objective the protection of civil society and the need to refrain, in any situation, from resorting to collective punishment.

It is our strong wish that a renewed spirit of dialogue prevails in the Region, opening the way for a diplomatic solution to the present crisis. Only through peaceful means can we find a lasting peace and, above all, guarantee the human rights in the Region.» •

## V. Droit international humanitaire

### Louise Arbour: «Protection des civils est une obligation suprême»

La Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme Louise Arbour a exprimé sa profonde inquiétude à propos des nombreux civils tués ou mutilés au Liban, en Israël et dans les territoires palestiniens occupés et a rappelé aux parties au conflit le principe d'«imputabilité» en matière de violation du droit international.

Elle a rappelé que les parties devaient faire preuve de précaution et respecter le principe de proportionnalité dans toutes les opérations militaires afin d'éviter toutes souffrances inutiles à la population civile. «Bombarder sans discernement des villes consiste à prendre pour cibles des civils et c'est inacceptable.» «De même, les bombardements de sites prétendument militaires mais qui amènent presque toujours à tuer des civils innocents sont injustifiables.»

«Le droit humanitaire international stipule très clairement que la protection des civils durant les hostilités est une obligation suprême. Cette obligation est également inscrite dans le

droit pénal international qui définit les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.»

«Le droit international précise que la responsabilité des personnes impliquées, et en particulier de ceux qui commandent et contrôlent, peut être engagée.»

La Haut Commissaire a également mis en garde contre la détérioration de la situation humanitaire, en particulier au sud du Liban où, apprend-on, la population, en raison des violences, est de plus en plus privée de l'accès aux services de base.

«La situation dans le sud du Liban est alarmante», a-t-elle déclaré, «un nombre de personnes important et qui ne cesse d'augmenter ont été déplacées de force. Les droits humains les plus élémentaires de la population sont menacés ou violés, y compris le droit à la vie, à la nourriture et à la santé.» Permettre l'acheminement sûr, rapide et sans restrictions de l'aide humanitaire doit être une priorité. •

Source: *United Nations Press Release, www.unhchr.ch*

### L'Union européenne abandonne ses propres principes Quelle crédibilité accorder au nouveau Conseil des droits de l'homme?

par Alfred de Zayas, Genève<sup>1</sup>

Les Hauts Représentants des Etats se sont engagés à rendre le nouveau *Conseil des droits de l'homme* plus efficace et avant tout de venir en aide aux victimes et de renoncer à l'hypocrisie et à la politisation.

Le *Conseil des droits de l'homme* remplace la *Commission des droits de l'homme* (CDH) qui a siégé de 1946 au printemps 2006 et a accompli de grandes choses. Ces dernières années, les Etats-Unis et l'Union européenne avaient prétendu qu'elle était «discréditée» parce que des «Etats voyous» en faisaient également partie. Mais qui décide, en fait, de qui sont ces Etats voyous? L'Arabie saoudite, la Corée du Nord, l'Iran, la Libye sont-ils les seuls Etats voyous? N'y en a-t-il pas d'autres qui foulent aux pieds le droit international, par exemple la Chine en Tibet, la Russie depuis la Tchétchénie, les Etats-Unis avec ses guerres d'agression et ses crimes contre l'humanité à Guantánamo ou Israël qui a été condamné à plusieurs reprises pour de graves violations des droits de l'homme par le Comité des Droits de l'Homme et par le Comité contre la torture de l'ONU?

Et à supposer même que la CDH ait perdu de sa crédibilité au cours des dernières années, les Etats-Unis et l'Union européenne n'y avaient-ils pas contribué? J'étais présent lorsqu'en 2004 et 2005, Guantánamo était à l'ordre du jour. Les «bons» Etats de l'UE ont considérablement politisé l'affaire

et fait preuve d'hypocrisie. On se souvient du cynisme stupéfiant de certains Etats de l'UE et du fait scandaleux que tous ces Etats aient voté contre la Résolution afin de ne pas fâcher les Etats-Unis, pays ami et allié au sein de l'OTAN.

Ayant travaillé 22 ans à la CDH et dans d'autres organes de l'ONU, je ne considère pas la CDH comme une institution discréditée. Elle était ce qu'elle était dans un monde forcément politique. Elle a tout de même adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme, les deux Pactes des droits de l'homme et beaucoup d'autres accords. Elle a donné le jour à des mécanismes importants comme les groupes de travail sur les détentions arbitraires, les personnes disparues, les droits des peuples autochtones et des rapporteurs spéciaux sur la torture, les exécutions extrajudiciaires usw. Elle a aussi donné une voix à la société civile représentée par les organisations non-gouvernementales.

La CDH a réalisé de belles choses et nous pouvons lui en être reconnaissants au nom des victimes de violations des droits de l'homme. Le Conseil des droits de l'homme peut en faire autant, même s'il est politique, ou justement parce qu'il l'est.

Le Conseil a été inauguré le 19 juin par le Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan. Qu'a-t-il réalisé jusqu'ici? Lorsque sa première session s'est achevée le 30 juin, il avait déjà adopté quelques résolutions et décisions judicieuses, prolongé les mandats des rapporteurs spéciaux et débattu de nouvelles règles de procédure. La Déclaration sur les droits des peuples autochtones à laquelle la CDH avait travaillé pendant 11 ans a été adoptée et transmise à l'Assemblée générale. Une nouvelle Convention sur les personnes disparues a également été adoptée.

Le Conseil ne pouvait pas se taire sur la situation au Proche-Orient. Il a adopté une Résolution beaucoup trop modé-

<sup>1</sup> Professeur de droit, Alfred de Zayas est Américain. Il fut secrétaire de la Commission des droits de l'homme de l'ONU et chef de la Division des plaintes du Bureau du Haut Commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme. Président du Centre suisse romand du PEN international, il est l'auteur, entre autres, de *Nemesis at Potsdam* (Picton Press, 1998) / *Die Nemesis von Potsdam* (Herbig, 2005) et de *Heimatrecht ist Menschenrecht* (Universitas, 2001).

rée. Cette résolution 2006/106 intitulée «Human rights situation in Palestine and other occupied Arab territories» demande aux rapporteurs spéciaux de présenter un rapport lors de la prochaine session du Conseil et de maintenir la question à l'ordre du jour. Au vu des nombreuses violations par Israël des résolutions de l'Assemblée générale et de la CDH, cette Résolution du nouveau Conseil a semblé étrangement anodine. Beaucoup d'observateurs – notamment des membres d'ONG – ont été effrayés d'entendre les Etats de l'UE, le Canada, l'Australie et même la Suisse argumenter d'une manière politique et hypocrite et voter finalement contre la Résolution, qui en dépit de cela a été adoptée par 29 voix pour, 12 contre et 5 abstentions.

Etant donné les graves violations des droits de l'homme à l'encontre de la population civile palestinienne qui durent depuis des décennies et au vu de l'arrêt de la Cour internationale de justice du 9 juillet 2004 qui est toujours totalement ignoré par Israël, une résolution plus ferme du Conseil aurait été nécessaire. Bien que les Etats de l'UE aient plaidé en faveur d'un consensus, ils ne voulaient utiliser ce dernier que pour édulcorer davantage la Résolution et protéger Israël. Comme leurs propositions ne convainquaient pas la majorité des membres du Conseil parce qu'elles n'étaient pas sincères, ils ont – c'est honteux de devoir le constater – voté contre la Résolution, de la même manière qu'ils avaient voté contre la Résolution sur Guantánamo à la CDH.

L'inconséquence stupéfiante de l'UE et le manque gênant de sincérité du représentant de la Finlande qui parlait au nom de l'UE ont marqué le creux de la vague de cette session et n'ont certainement pas renforcé la crédibilité et l'autorité du Conseil. Il faut louer les paroles sincères des représentants de beaucoup des 29 Etats, en particulier l'Argentine et l'Uruguay, qui ont voté pour. On ne comprend absolument pas pourquoi la Suisse a voté contre. Quand même *Micheline Calmy-Rey* avait par le passé approuvé de nombreuses initiatives valables en faveur du Proche-Orient.

La semaine suivante, le Conseil tint sa première séance spéciale sur la catastrophe humanitaire de Gaza. Le 6 juillet, «exprimant sa profonde préoccupation à l'égard des violations des droits de l'homme du peuple palestinien provoquées par Israël», il a adopté une résolution et a décidé d'envoyer une mission d'établissement des faits dans les territoires occupés par Israël. Elle devrait être dirigée par le rapporteur spécial de l'ONU *John Dugard*, professeur à l'Université de Leyde (Pays-Bas). Toutefois, il est peu probable qu'Israël lui accorde une autorisation d'entrée. Ce n'est pas le cas jusqu'à aujourd'hui. Pendant des décennies, Israël s'est opposé aux missions de l'ONU. Il peut se permettre cette intransigeance parce que toutes les Résolutions contre Israël sont bloquées au Conseil de sécurité

par les Etats-Unis. Ceux-ci ont fait usage de leur droit de veto 81 fois, dans la plupart des cas pour éviter des sanctions à Israël et la dernière fois le 13 juillet lorsqu'une large majorité du Conseil de sécurité voulait condamner les agissements de l'Etat hébreu à Gaza et au Liban.

Si l'UE prenait au sérieux les droits de l'homme, elle aurait soutenu cette Résolution du CDH, mais comme pour la précédente, elle a dit «non». Cette fois cependant la Suisse s'est abstenue au lieu de s'opposer. La Résolution a donc été acceptée par 29 voix contre 11 et 5 abstentions.

L'attitude de l'UE et de la Suisse est difficile à expliquer. Elles ont qualifié la Résolution de «partiale» parce qu'elle ne condamne qu'Israël, mais à mon avis elle était juste. Elle constate qu'Israël s'est rendu coupable de graves violations du droit international, du droit humanitaire international et des droits de l'homme: destruction de l'infrastructure palestinienne – centrale électrique, conduites d'eau et ponts – arrestation de ministres, de parlementaires et de fonctionnaires palestiniens, bombardement de ministères et toutes sortes de mesures punitives dirigées contre la population civile. Tout cela est vrai. A la rigueur l'UE aurait pu proposer une autre résolution condamnant l'Hetzzbollah.

Qu'on se rappelle que le Conseil de sécurité, par sa Résolution 242 de 1967, avait demandé à Israël de se retirer de tous les territoires occupés. 39 ans après, Israël occupe encore le territoire palestinien, détruit les maisons, détourne l'eau. Qu'on se rappelle que la plus haute instance judiciaire des Nations Unies, la Cour internationale de justice (CIJ) a constaté, le 9 juillet 2004, un grand nombre de violations du droit international par Israël. Or jusqu'ici, ce dernier a ignoré avec arrogance les arrêts de la CIJ et les Résolutions adoptées ensuite par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Ne serait-il pas temps que les Etats de l'UE exigent qu'Israël respecte également le droit international? Et si l'Etat hébreu ne respecte même pas les arrêts de la CIJ, devons-nous faire comme si de rien n'était? Les Suisses doivent-ils continuer à acheter des agrumes, des dattes, des puces électroniques en provenance d'Israël? Les très graves violations des droits de l'homme par Israël doivent-elles rester sans conséquences? Ne faudrait-il pas imposer certaines sanctions? La Suisse est une démocratie directe. Le peuple ne devrait-il pas dire clairement qu'on ne doit pas faire de commerce avec des Etats voyous?

Les Etats de l'UE doivent décider s'ils sont pour les droits de l'homme ou non. On peut constater que le nouveau Conseil des droits de l'homme a fait un relativement bon travail alors que l'UE a nettement échoué. Ce n'est pas la crédibilité du Conseil mais celle de l'UE et également celle de la Suisse qui sont en jeu ici. •

## Expert allemand: «Israël a un comportement extrêmement problématique.»

Interview du spécialiste en droit international Andreas Paulus<sup>1</sup>

*En réaction à l'enlèvement de soldats, Israël a attaqué le Liban et menacé de détruire ses infrastructures. Cette attaque est-elle compatible avec le droit international? Dans une interview accordée à tagesschau.de, le juriste Andreas Paulus a qualifié ce comportement d'«extrêmement problématique».*

*Tagesschau.de: Israël a l'intention de détruire les infrastructures du Liban par des attaques ciblées. Est-ce compatible avec le droit international?*

**Andreas Paulus:** Le droit international interdit en principe l'utilisation de la force sans l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU. Exceptionnellement, le droit à la légitime défense permet l'utilisation unilatérale de la force contre les agressions armées venant de l'extérieur. Même si l'on concède à Israël le droit à la légitime défense suite à l'enlèvement de ses soldats – ce qui n'est pas sans poser des problèmes car il ne s'agit pas d'un conflit entre Etats – il faut respecter le principe de proportionnalité. Aussi est-il très contestable qu'en réaction à un enlèvement et à des attaques de missiles d'origine incertaine, on puisse commencer une guerre.

### «On ne peut attaquer que des objectifs militaires»

*Du point de vue du droit international, faut-il donc condamner l'attitude d'Israël?*

C'est extrêmement problématique. Il existe une seconde limitation au recours à la force des armes: le droit humanitaire international qui vaut pendant un conflit armé. On ne peut attaquer que des objectifs militaires. La destruction de cibles civiles n'est pas autorisée. Or les infrastructures peuvent être aussi bien des objectifs civils que militaires. Mais le cas du Liban est particulier car ce n'est pas l'Etat qui est en conflit avec Israël, c'est ce dernier qui attaque un groupe terroriste dans cet Etat. S'attaquer à l'ensemble des structures civiles est extrêmement problématique.

*Au Liban, les bombardements israéliens ont fait également des victimes civiles. L'armée israélienne avait averti la population par de tracts. Etait-ce suffisant?*

C'est une des mesures de précaution qui doivent être nécessairement prises pour éviter des victimes civiles. Ce que l'on peut exiger de plus dépend beaucoup des circonstances.

### «Israël peut arrêter des individus accusés de terrorisme»

*Auparavant, Israël avait visé le bâtiment abritant le gouvernement du Hamas. Etait-il justifié à le faire?*

La justification avancée par Israël est que ce gouvernement a certes été élu démocratiquement mais qu'il organise le terrorisme. Israël est, en tant que force d'occupation en Cisjorda-

nie, responsable de la sécurité. Il peut par conséquent arrêter les individus accusés de terrorisme et les soumettre éventuellement à une procédure judiciaire. Toutefois, il faut, ici aussi, tenir compte de la proportionnalité. La IV<sup>e</sup> Convention de Genève, qui régit ces situations d'occupation, exige qu'il y ait des soupçons justifiés d'activités menaçant la sécurité. Il est douteux que cela concerne tous les parlementaires du Hamas qui ont été arrêtés.

*Au regard du droit international, les représentants du Hamas sont-ils des terroristes et peuvent-ils être tués?*

On ne peut pas le dire de manière catégorique. Il faut qu'il existe des soupçons fondés contre une personne pour qu'elle soit considérée comme un danger pour la sécurité et arrêtée. De plus, il n'est pas sûr du tout qu'on puisse, dans le pire des cas, tuer des terroristes. Cela ne peut être envisagé que s'il y a un danger immédiat d'attentat terroriste.

### «Le droit protège également les terroristes»

*Israël se trouve dans une situation exceptionnelle: il est entouré d'ennemis qui souhaitent plus ou moins ouvertement le rayer de la carte. Le droit international a-t-il une réponse à cette situation particulière?*

Le problème du Moyen-Orient est celui-ci: vous avez une partie qui, dès le départ, ne veut pas se soumettre aux règles, je veux dire les terroristes. Il est donc difficile d'imposer le droit international. D'un autre côté, la Cour suprême des Etats-Unis, dans son arrêt Hamdan sur les tribunaux militaires de Guantánamo, a établi qu'il existait dans le droit humanitaire international des règles minimales qui devaient absolument être respectées et qui, dans le pire des cas, devaient également protéger des terroristes. La situation politique générale ne doit pas autoriser Israël à violer ces règles. Cela vaut d'ailleurs également pour ses adversaires.

*Quelles sont alors les conséquences si Israël viole ces règles?*

Le comportement d'Israël peut être avant tout condamné par l'opinion publique comme étant contraire au droit. L'Etat hébreu peut également faire l'objet de plaintes devant des tribunaux nationaux ou internationaux. Et cela risque également de l'isoler politiquement si on peut lui reprocher de manière fondée de ne pas avoir respecté des principes du droit international. •

Source: [www.tagesschau.de](http://www.tagesschau.de) du 14/7/2006

<sup>1</sup> Andreas Paulus est titulaire de la chaire de droit public, de droit international et de droit européen de la Ludwig-Maximilians-Universität de Munich.

## VI. Armes secrètes d'un nouveau type

### Uranium appauvri: le Liban aussi?

par Paul Khalifeh, correspondant au Liban pour Radio France International

Branle-bas de combat diplomatique au Liban où l'affaire des munitions à l'uranium appauvri qui auraient été utilisées par Israël prend de l'ampleur. Beyrouth n'a pas encore exhibé des preuves, mais il envisage déjà de revoir à la hausse les dédommagements qu'il réclame à l'Etat hébreu.

Comme une boule de neige, l'affaire de l'uranium appauvri prend de l'ampleur au Liban. Le chef du gouvernement Rafic Hariri et le président de la Chambre Nabih Berri, ont annoncé la formation de commissions pour enquêter sur les informations selon lesquelles l'armée israélienne aurait utilisé ce genre de munitions à différentes étapes de son engagement militaire au Liban, ces vingt dernières années.

L'affaire a été révélée au grand jour par la presse jeudi. Pourtant, les faits remontent à plusieurs mois, plus précisément à la nuit du 3 au 4 mai 2000. Trois semaines avant le retrait israélien, deux guérilleros du Hezbollah, surpris alors qu'ils s'infiltraient dans l'ancienne zone occupée, sont tués. Leurs corps désarticulés gisent sur une petite route, à 7 km à l'ouest de Hasbaya. Les débris de deux roquettes expliquent pourquoi les cadavres sont effroyablement mutilés. Des correspondants de presse présents sur les lieux découvrent, entre autres, les restes d'une roquette portant en anglais la mention: Radioactive Material.

La Force internationale des Nations Unies au Liban (Finul) se refuse toujours à confirmer l'utilisation par Israël de ce type d'armement: «Je ne peux confirmer ou infirmer», déclare le porte-parole de la Finul, Timor Goksel. Mais un député de la Knesset, Issam Makhoul, a appelé à une réunion urgente de la Commission parlementaire des Affaires étrangères et de la Sécurité pour statuer sur l'utilisation de bombes à l'uranium appauvri par l'armée israélienne lors de ses confrontations avec les Palestiniens de la nouvelle intifada et dans sa guerre au Liban.

#### Témoignages et enquêtes

Le député israélien affirme être en possession d'un rapport rédigé par l'organisation internationale International Action Center. Ce rapport, basé sur des témoignages et des enquêtes sur le terrain, apporte les preuves tangibles de l'utilisation par l'armée israélienne de bombes à l'uranium appauvri contre des objectifs civils et militaires dans les territoires palestiniens et au Liban.

A Beyrouth, c'est le président de la Chambre Nabih Berry qui le premier en a parlé à l'émissaire de Kofi Annan au Liban. Se basant sur les informations fournies par le député israélien, il a réclamé l'ouverture d'une enquête internationale. «Nous sommes persuadés que le Liban a été un terrain d'expérimentation pour des obus à uranium», a-t-il dit. Quelques heures plus tard, c'est le premier ministre Rafic Hariri qui annonçait la formation d'une commission d'enquête.

L'avocat Michel Tueni, membre du comité chargé de l'évaluation des dommages occasionnés par les agressions israéliennes au Liban ne cache pas, quant à lui, ses craintes. «Nous sommes inquiets pour la population, a-t-il déclaré. Si ces faits sont prouvés, cela pourrait expliquer l'augmentation des cas de cancer au sein de la population du Liban-Sud». L'affaire a rapidement occupé l'ensemble de l'appareil de l'Etat: «J'attends le feu vert pour revoir à la hausse notre demande de compensations financières réclamées à Israël», affirme l'avocat.

Le Liban prend l'affaire très au sérieux et a déjà entrepris des investigations approfondies. Des preuves étayant les accusations pourraient être exhibées dans les prochains jours. En attendant, un vent de panique commence à souffler au sein de la population qui craint d'avoir été soumise à des radiations pendant des années sans le savoir.

Source: Radio France International du 18/07/06.

#### Bombes Bunker Buster GBU-28

### Alerte: Une bombe de l'OTAN à l'uranium appauvri provoque des cancers et malformations congénitales

La Guided Bomb Unit-28 (GBU-28) est née en 1991, pendant la première guerre en Irak. Dans la première semaine après le début des bombardements, l'aéronautique étasunienne demanda aux industries de guerre de construire une bombe à commande laser capable de pénétrer sous terre pour détruire des bunkers de centres de commandement. C'est Lockheed qui a gagné, en réalisant la bombe en un temps record: le travail commencé le 1er février, livra ses premiers exemplaires le 16.

Dans les premiers tests, la GBU-28 pénétra, avant d'exploser, à plus de 30 mètres de profondeur et dans 6 mètres d'épaisseur de béton. Mais la guerre de 1991 désormais se terminait:

on lança quand même sur l'Irak deux exemplaires de ces bombes, depuis des avions F-111. Comme le montraient les images tournées depuis l'avion, la GBU-28, après avoir pénétré avec précision dans un refuge sous terrain, explosa 6 secondes après l'impact. Après ce baptême du feu dans des conditions réelles de guerre, la GBU-28 a été modifiée et plusieurs fois testée pour en améliorer les prestations.

La fiche technique indique qu'elle est longue de 4 mètres, avec un diamètre de 36 cm et pèse plus de 2 tonnes. La tête de l'ogive contient un explosif puissant (Tritonal). Le pilote de l'avion, un F-15 ou F-111, illumine la cible avec un désigneur

laser et la bombe, une fois lancée à 10 Kms de distance environ, se dirige automatiquement vers le point illuminé. Comme l'emploi d'une arme dans les conditions réelles de guerre vaut plus, pour les constructeurs, que n'importe quel test, l'utilisation de la GBU-28 par l'aéronautique israélienne au Liban sera extrêmement précieuse pour Lockheed.

Elle le sera aussi pour le Pentagone, qui développe actuellement un programme de réalisation de têtes nucléaires pénétrantes pour détruire, dans des attaques «préventives» des bunkers des centres de commandement afin de «décapiter» l'ennemi du premier coup.

Source: [www.planetenonviolence.org](http://www.planetenonviolence.org), traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio, texte original: [www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/23-Luglio-2006/art13.html](http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/23-Luglio-2006/art13.html)

### «Votre conscience sera-t-elle encore anesthésiée?»

#### Bombe GBU-28 ou BLU-113

- Elle mesure 5,8m,
- pèse 1 tonne 996,
- force de pénétration: 30,5m de terre, 6m de béton,
- elle contient de l'uranium appauvri.

On peut prévoir les effets catastrophiques de largages de GBU-28 dans des zones urbanisées, et les conséquences dramatiques pour l'environnement humain, naturel, pollué par de fines particules d'UA, qui bien sûr transportées par les vents traverseront les frontières vers Israël et d'autres pays.

Source: [www.science.howstuffworks.com](http://www.science.howstuffworks.com)

Visualisez les effets de l'UA sur des bébés en Afghanistan. Attention, images extrêmement dures. Il faut que le monde sache à quoi s'attendre: Voir en pièce jointe le dossier PDF «votre conscience sera-t-elle encore anesthésiée?»

Source: [www.mindprod.com/politics/iraqduabiesp.html](http://www.mindprod.com/politics/iraqduabiesp.html)

## Officier nucléaire belge: Les bombes de l'uranium métallique sont extrêmement dangereux pour toute la santé

Par Maurice-Eugène André, officier nucléaire retraité (Belgian Air Force)

On sait que la nature a doté la terre de minerais d'uranium (U-235 et U-238) dont nous recevons une partie de notre radioactivité naturelle en rayons gamma à travers les couches de sols interposées entre nous et ces minerais.

Mais depuis la recherche pour acquérir la bombe atomique qui explosa à Hiroshima, les scientifiques de l'atome parvinrent à extraire les atomes radioactifs hors des minerais uranifères, notamment les atomes de l'uranium 238 pour en présenter un métal: le métal uranium 238 qui est un poison chimique et radiologique de 4,5 milliard d'années de demi-vie radioactive, métal qui n'existe pas naturellement dans la nature.

Ce métal est très lourd (+ de 18 kg au litre) et est actuellement mis sous forme de dards dans les bombes et obus pour servir de volant cinétique qui perce aisément les cuirasses blindées. Mais l'uranium métallique qui est un redoutable poisons chimique et radiologique a «un talon d'Achille»: il brûle aisément à l'impact et se réduit à 90% en particules radioactives ex-

trêmement petites (particules nanométriques de quelques milliardièmes de mètre) qui échappent à tous les masque à gaz au monde. Ces combustions répétées d'uranium voyagent avec les courants météo contaminant l'atmosphère et pénétrant dans les organismes via la respiration. Donc presque tout l'uranium dont se servent les artilleurs et les aviateurs se retrouve quasi en totalité sous forme «de gaz métallique radioactif invisible dans la biosphère» que les troupes et les populations respirent. Déjà plus de 500 000 soldats américains sont contaminés et malades de l'uranium. Contamination qui déstabilise l'ADN, nos défenses naturelles et augment les cas de cancers. Beaucoup de pays se dotent d'obus à l'uranium parce ces obus percent facilement les cuirasses «ennemies». Où sont nos ennemis?

Qui parmi nos dirigeants pensent au fait que leurs électeurs doivent avant toute chose, respirer pour vivre? •

Source: [www.planetenonviolence.org](http://www.planetenonviolence.org)



Irak entre 1993 – 1995, p. 68



Liban, Marwahin, 15 juillet 2006 (photo mad)

Spécialiste en médecine nucléaire

## Conséquences sanitaires de la Guerre du Golfe de 1991 pour les populations

par le Pr Siegwart-Horst Günther, président de la Croix-Jaune internationale  
et vice-président de l'Académie mondiale de médecine Albert Schweitzer (Varsovie)

*hd. Le texte suivant est celui d'un exposé présenté à Schwerin (Allemagne) peu avant la seconde guerre en Irak.*

Depuis plus de 40 ans, j'entretiens des relations très étroites avec le Moyen-Orient. En effet, je fus appelé pour la première fois à enseigner dans un pays arabe en 1956, c'était au Caire. Mes contacts avec l'Irak datent également de cette époque. Mes premiers cours à l'Université de Bagdad, je les ai donnés sous le règne du roi Fayçal II et plus tard sous le général Kassem que j'ai connu personnellement.

En ma qualité de Président de la *Croix-Jaune internationale*, j'œuvre depuis de nombreuses années dans des régions en crise et suis témoin de la grande détresse et de la mort de beaucoup d'individus, notamment d'enfants. Dans la région du Golfe, en Irak, de nombreux débats des Nations Unies ont à nouveau lieu, mais la faim et la mort sévissent toujours et le surhomme semble se muer de plus en plus en sous-homme.

### Les enfants meurent de faim

Depuis 1990, je peux observer les conséquences de la guerre pour la population. Cet Etat pétrolier, naguère riche, compte, à la suite de la guerre du Golfe, 70% de pauvres. Lors de mes séjours à Bagdad, je voyais toujours, le matin et le soir, dans les rues, des enfants amaigris et sales qui, munis de sacs, cherchaient de la nourriture dans les tas d'ordures. Pendant la nuit, des chiens, dont certains étaient très malades, venaient des broussailles des bords du Tigre et fouillaient les tas d'ordures avec force aboiements. Le lendemain matin, les enfants étaient de nouveau là avec leurs sacs. En raison de la faim et du désespoir, le taux de suicides chez les enfants et les personnes âgées est élevé. Les pauvres dépendent entièrement des rations fournies par l'Etat qui sont de moins en moins importantes: en général, elle suffisent pour environ deux semaines. On ne peut obtenir des denrées riches en protéines et des légumes que sur le marché libéral. Le prix de nombreux produits a été multiplié par 1000. Actuellement, 1 kilo de viande ou de poisson coûte 1800 dinars, 1 kilo de haricots blancs 800 dinars, 1 œuf 75 dinars. Le revenu mensuel moyen d'une famille irakienne se situe actuellement entre 200 et 3000 dinars.

Selon l'UNICEF, 860 000 enfants de moins de 5 ans sont sous-alimentés (chiffres de 2003), cela représente une augmentation de 72% depuis 1991. Dans cette tranche d'âge, 11 490 enfants sont morts en 1994 et actuellement, la mortalité se situe aux alentours de 5000 à 6000 par mois.

Les maladies infectieuses se développent de plus en plus chez les enfants: ces dernières années, il s'agissait surtout de paralysie infantile, de tuberculose, d'hépatite, de tétanos, de coqueluche et de diphtérie. Même la rougeole entraîne de nombreux décès.

Après la guerre du Golfe, le nombre des enfants souffrant de maladies psychiques avait augmenté considérablement: le moindre orage les faisait se cacher; comme sous les bombardements, ils se mettaient à crier, à se crisper, à trembler de tous leurs membres. Dans les quartiers les plus pauvres de Bagdad, j'avais fait des observations effrayantes, extrêmement bouleversantes: j'avais vu des enfants souffrant de troubles psychiques que, par manque de médicaments, on faisait se tenir tranquilles,

pendant les orages, en les attachant au mur de la maison avec une corde fixée à la jambe, comme des chiens.

Le poids à la naissance des bébés de mères sous-alimentées est souvent de moins de 2,5 kilos. Jusqu'en 1991, on comptait 25 morts-nés sur 1000. Maintenant il y en a 150. Dans la seule province de Najaf, la guerre avait provoqué 7000 fausses couches. Ces dernières années, il se pratique de plus en plus d'avortements illégaux qui provoquent souvent la mort de la mère par septicémie. Aujourd'hui encore, on déplore une très grave pénurie d'antibiotiques.

12 ans après la fin de la guerre, l'approvisionnement en eau et l'évacuation des eaux usées sont encore tout à fait insuffisants. A Bagdad, 10,5 millions de mètres cubes d'eaux usées par mois s'écoulent dans le Tigre sans être traitées. A l'intérieur du pays, la majorité de la population puise son eau dans les fleuves. Bagdad subit aussi des coupures d'eau et d'électricité. Les eaux usées stagnantes forment des étangs sales et nauséabonds dans lesquels jouent des petits enfants en été par 40°C. Les cas de choléra sont fréquents.

### Enfants souffrant de leucémie suite à l'UA

En particulier dans le sud de l'Irak, on signale de plus en plus de cas d'enfants souffrant de leucémie, d'aplasie médullaire, de cancers et de malformations congénitales pour lesquels Mère Teresa avait créé un centre et où travaillent aujourd'hui encore des infirmières indiennes. Ces maladies sont attribuées aux munitions à uranium appauvri (UA) utilisées par les armées alliées pendant la guerre du Golfe. Environ 300 tonnes de ces munitions seraient dispersées en Irak, au Koweït et en Arabie saoudite.

En raison de leur toxicité et de la lenteur du processus de dégradation de leur radioactivité, les déchets de l'industrie de l'uranium, avant tout de l'UA, l'isotope 238, sont enfouis pour de très longues années dans des sites de stockage sécurisés. Pour réduire les coûts très élevés que cela entraîne, on cède cet UA, la plupart du temps gratuitement, à qui s'y intéresse.

L'UA possède des propriétés qui le rendent très attractif avant tout pour l'industrie d'armement:

1. C'est pratiquement l'élément le plus lourd qui existe à l'état naturel.
2. Les projectiles développés selon une technologie allemande ont une force de pénétration élevée et il n'existe rien de plus efficace pour percer des blindages d'acier.
3. En outre, c'est un matériau combustible. En traversant un blindage, il s'enflamme et libère en brûlant des substances hautement toxiques et radioactives.

La technologie allemande des projectiles à UA a été utilisée par les troupes alliées pour la première fois sur une grande échelle dans la guerre du Golfe, et cela avec des résultats dévastateurs.

Quelques semaines après la fin de la guerre, j'ai trouvé, en avril et en mai 1991, sur un champ de bataille d'Irak, des douilles de projectiles et des projectiles. Ces derniers étaient extrêmement lourds et avaient la couleur du plomb. Plus tard, dans le sud du pays, dans les environs de Bassora, j'ai vu des enfants jouer avec ces munitions. L'un d'entre eux souffrait d'une leucémie à laquelle il a succombé. Cet incident a rendu méfiant le médecin que je suis. J'ai fait ramasser les projectiles

par la police irakienne. Depuis la fin de 1991, j'ai diagnostiqué en Irak une maladie inconnue jusqu'alors qui provenait de troubles des fonctions rénale et hépatique. Le 28 octobre 1991, j'en avais parlé dans un article intitulé «Des enfants irakiens ont-ils été victimes des armes NBC?» Cette année-là, j'ai échappé de justesse à une tentative d'assassinat en Jordanie et en décembre 1993, j'ai été grièvement blessé lors d'un second attentat.

L'examen d'un de ces projectiles insolites me causa de sérieux ennuis en Allemagne. Il était hautement toxique et radioactif. Même les douilles étaient radioactives. Le projectile et les douilles m'ont été confisqués par une armada de policiers allemands revêtus d'un équipement protecteur, transportés sous haute protection et déposés sur un site sécurisé. Je fus incarcéré pour avoir «libéré du rayonnement ionisant» et maltraité pendant les interrogatoires. Le ministre allemand de la Défense de l'époque avait déclaré que les munitions à l'UA ne présentaient absolument aucun risque et il se proposait d'en montrer une au Bundestag. Lorsqu'il apprit mon arrestation par la presse, il y renonça.

### Resultats des recherches médicales

Au cours des cinq dernières années, j'ai pu faire des recherches étendues en Irak qui m'ont permis de conclure que le contact avec les munitions à l'UA entraîne, surtout chez les enfants:

1. un effondrement du système immunitaire et une augmentation nette des maladies infectieuses;
2. des éruptions étendues d'herpès ou de zona. Je pense que la faible radioactivité a également une influence sur des infections virales animales comme l'ESB et la fièvre aphteuse. Peut-être aussi sur des infections bactériennes comme la tuberculose dont les cas augmentent dans différentes régions d'Allemagne.
3. des affections ressemblant au sida;
4. un syndrome inconnu jusqu'ici qui résulte de troubles des fonctions hépatique et rénale et que l'on appelle maintenant *maladie de Günther*.
5. des leucémies ou d'autres néoformations malignes, de même que des aplasies médullaires;
6. des malformations génétiques qu'on observe également chez les animaux;
7. des fausses couches ou des naissances prématurées.

Les symptômes que j'ai relevés dans mes recherches présentent des analogies avec ceux qui ont été récemment observés chez des soldats alliés et leurs enfants («syndrome de la guerre du Golfe»). Les malformations génétiques des enfants américains, britanniques et irakiens se ressemblent.

L'uranium est, comme tous les métaux lourds, le plomb ou le cadmium, hautement toxique. Le corps humain ne devrait pas entrer en contact avec lui.

Selon les estimations de l'Agence britannique de l'énergie atomique, il y aurait environ 40 tonnes de ces munitions dans la région frontalière avec le Koweït. Mais d'autres spécialistes parlent de 300 tonnes. A cause des risques sanitaires trop élevés que cela représentait pour ses employés, une société britannique a refusé de se charger de l'élimination de ces munitions à l'UA. Comme il y a aussi une saison des pluies dans ces régions désertiques, les substances toxiques pénètrent dans la nappe phréatique et finalement dans la chaîne alimentaire. Cela représente une source de dangers à long terme pour les 500 000 habitants de cette région dont les dernières études mesurent déjà les effets.

Des Bédouins racontent que sur les champs de bataille du Koweït, on trouve des cadavres de chameaux, de moutons et

d'oiseaux que les troupes américaines auraient utilisés lors d'exercices de tirs. Or les recherches d'un vétérinaire américain et de spécialistes des maladies infectieuses ont montré que ces animaux ne présentaient aucune blessure par balle et qu'ils n'avaient pas succombé à des épizooties. Certains d'entre eux étaient couverts d'insectes morts également. Il doit donc y avoir une autre explication.

L'Arabie saoudite a exigé que tous les véhicules et engins militaires soient rassemblés par l'armée américaine et transportés aux Etats-Unis: ils avaient auparavant été enfouis dans le désert.

Les Etats-Unis attribuent le «syndrome de la guerre du Golfe» aux vaccins contre le bacille du charbon et le botulisme, à la prophylaxie du paludisme, au benzène utilisé pour l'épouillage, au bromure de Pyridostigmine, antidote au gaz soman, aux insectifuges DEET ou Permétrine, mais également aux munitions à l'UA qu'ils ont utilisées. Lors de la guerre du Golfe, il n'a pas été utilisé de gaz toxiques.

Les troupes alliées n'ont été rendues attentives aux dangers des munitions à l'UA que 10 jours après la fin de la guerre. Des anciens combattants américains et britanniques ont signalé des symptômes qui sont apparemment dus à ces munitions. Il est notamment question de lésions de divers organes, de perte de dents, de chute de cheveux, de cancers. Les compagnes de soldats ont mis au monde des enfants malformés. Un sous-officier américain a déclaré que de nombreux vétérans de la guerre du Golfe craignent maintenant d'avoir été les cobayes d'une expérience d'exposition aux radiations. Selon le président des anciens combattants américains de la guerre du Golfe, 50 000 à 80 000 soldats américains souffrent du «syndrome de la guerre du Golfe». Jusqu'ici, 39 000 d'entre eux ont été retirés du service actif et entre 2 500 et 5 000 sont morts. En Grande-Bretagne, quelque 4 000 soldats ont souffert du syndrome et 160 d'entre eux sont morts. Des enfants malformés ont été montrés à la Chambre des communes et à cette occasion, les vétérans de la guerre du Golfe ont rendu leurs médailles. Des Australiens, des Français et des Canadiens sont également atteints par le syndrome. Au Koweït, le nombre de cas ne cesse d'augmenter. En Irak, on signale 250 000 hommes, femmes et enfants atteints et la mortalité est très élevée.

### Enfants malformés aux Etats-Unis et en Irak

En mars 2004, on a appris qu'aux USA, dans 251 familles d'anciens combattants du Golfe de l'Etat du Mississippi, 67% des enfants sont nés avec des malformations – absence d'yeux, d'oreilles, de doigts, de bras ou de jambes – ou souffrent de graves maladies du sang ou de problèmes respiratoires.

Le président des anciens combattants américains de la guerre du Golfe s'est maintenant rallié à mon hypothèse selon laquelle ces maladies présentent des analogies avec celles qu'on a observées après la catastrophe de Tchernobyl en 1986 jusqu'en Europe centrale. A ce propos, je rappelle le crash de l'avion de combat américain A 10 sur Remscheid en 1988 et à Amsterdam, en 1992, celui de l'avion de transport de la compagnie israélienne El-Al en provenance des Etats-Unis. Ces deux avions auraient transporté du matériel radioactif. Par la suite, on a constaté à ces deux endroits un nombre accru de cas de diarrhée, de troubles rénaux, de leucémies chez des enfants et de malformations chez des nouveau-nés.

### Enfants malformés au Kosovo et en Serbie

En novembre 1996, on a appris qu'en ex-Yougoslavie quelque 1 000 enfants souffraient d'un syndrome d'origine inconnue:

maux de tête, douleurs dans le bas-ventre, douleurs musculaires, détresse respiratoire et vertiges. Plus de 600 enfants ont été hospitalisés. En décembre 1997 et janvier 1998, les médias bosniaques ont rapporté que dans certaines régions d'ex-Yougoslavie on observait une augmentation considérable des cas de leucémies, de cancers et de malformations chez les nouveau-nés. Une étrange épizootie avait également frappé les vaches: la production de lait avait considérablement diminué, voire cessé dans certains cas. La proportion de sang dans le lait était souvent si élevée que ce dernier était devenu impropre à la consommation. On avait également observé quelques cas de malformations: absence de pattes ou de langue, absence de peau aux pattes, mutations génétiques (constatées également chez d'autres espèces de mammifères). En Bosnie, on a aussi observé des modifications de la végétation: un petit nombre de fruits présentaient des formes bizarres. Selon des études de l'*Institut de recherches nucléaires* de Vinca, la radioactivité avait augmenté dangereusement après les bombardements avec des munitions à l'uranium.

En 2001, on pouvait lire à la une des journaux serbes que des vaches et des grenouilles à deux têtes et des chèvres à 8 pattes étaient nées, que la catastrophe due aux munitions à l'uranium ne touchait donc pas uniquement la population. Des journaux allemands ont également parlé du phénomène.

### Résultats scientifiques internationaux

Voici, sur les dangers que présente la faible radioactivité, l'avis de quelques scientifiques de renommée internationale:

Le scientifique canadien Abram Petkau a publié, en 1972 déjà, une étude sur l'effet qui porte son nom, selon laquelle de très faibles doses de radiations chroniques peuvent être 100 à 1000 fois plus dangereuses que les commissions internationales de protection radiologique ne le supposent aujourd'hui encore.

L'Américain W. Gofman, qui a participé à la mise au point de la bombe atomique, a déclaré notamment: «Je n'ai aucune excuse pour n'avoir pas donné l'alerte plus tôt sur les effets des faibles rayonnements ionisants. [...] Je pense qu'au moins une centaine de scientifiques – moi compris – qui étudient les aspects biomédicaux de l'énergie nucléaire sont candidats à un procès comme celui de Nuremberg car ils ont, en raison de leur grande négligence et de leur irresponsabilité, commis des crimes contre l'humanité.»

Selon les recherches de l'Américain Ernest J. Sternglas datant de 1974, la faible radioactivité ne provoque pas seulement des dommages génétiques, des cancers et des leucémies, elle augmente aussi les risques sanitaires d'une manière générale. Elle semble même avoir des effets sur certains phénomènes écologiques comme le dépérissement des forêts.



ISBN 3-89484-805-7

Des études épidémiologiques statistiquement très significatives signalent d'autres effets négatifs: baisse de l'intelligence, augmentation de la criminalité et des cas de sida.

L'Américain Peter Duesberg, un des biologistes moléculaires les plus réputés et découvreur des rétrovirus -

dont fait partie le VIH (qui selon l'opinion dominante, est à l'origine du sida) - a déclaré lors d'un congrès de spécialistes que le VIH ne pouvait pas être la seule cause du sida. Il a provoqué un véritable tumulte mais cela a incité à la réflexion.

### L'histoire des armes à uranium appauvri

Voici encore quelques points particulièrement importants:

Selon des rapports américains secrets, l'Allemagne avait envisagé, lors de la Seconde Guerre mondiale, d'utiliser la radioactivité. Il s'agissait de rendre inhabitables certains territoires et de s'attaquer à des rassemblements de troupes, à des aérodromes et à des lignes de chemin de fer. Les pertes dans la population civile devaient créer la panique. Dès 1943, l'Allemagne avait cessé d'importer du tungstène du Portugal. Le ministre de l'armement Albert Speer avait ordonné de recourir à l'uranium. Des munitions à l'uranium devaient permettre de faire obstacle à l'avancée progressive des chars soviétiques.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'industrie soviétique se mit également à fabriquer des projectiles à l'uranium. Au début des années 60, l'espionnage militaire allemand essaya par tous les moyens d'obtenir un obus antichar que les Soviétiques avaient livré à l'armée syrienne.

Selon des sources américaines, les munitions à l'UA ont également été développées en Allemagne. Un gros titre du *Weekly World News* du 7 février 1995 disait ceci: «German Company rocks world by selling nuclear-tipped bullets!».

D'après une information récente du magazine allemand *Der Spiegel*, la société allemande d'armement *Rheinmetall* a reconnu avoir, au début des années 70, développé et testé des munitions à l'UA. Un professeur de Göttingen a même déclaré que Rheinmetall lui avait proposé d'observer des tirs d'essai de différents projectiles à l'UA fabriqués par cette société. Le groupe allemand d'armement MBB a également testé pendant 17 ans des munitions à l'UA.

Lors de mon exposé du 16 novembre 1997 à Washington DC, où j'avais été invité, on m'a indiqué que le général Schwarzkopf, commandant en chef des forces alliées de la Guerre du Golfe de 1991, ignorait tout des effets secondaires des munitions à l'UA de technologie allemande. Les soldats alliés ne furent informés que 9 jours après la fin de la guerre car certains de leurs propres chars avaient été par erreur la cible de ces munitions.

Selon des informations récentes, les Etats-Unis ont testé ces munitions en tirant sur des plaques d'acier ou en mer. Tout a été filmé et photographié. On comprendrait par conséquent que lors de ces essais, on ait ignoré les effets secondaires des projectiles à l'UA.

### Renoncer à toute des munition à l'UA

*En tant que médecin et scientifique, je lance ici une fois encore – j'ai déjà été invité à faire cet exposé 105 fois dans 18 pays différents – un appel à l'interdiction dans le monde entier des munitions à l'UA détenues déjà par plus de 20 pays. Mon appel vaut également pour les armes à laser récemment mises au point qui provoquent des cécités irréversibles.*

En Grande-Bretagne, on s'efforce maintenant d'éloigner les munitions à l'UA de leurs dépôts. Naturellement, on a fait appel pour cela à une société allemande. A vrai dire, ce travail est extrêmement difficile.

Il est très appréciable que le Pape, les Eglises et des Etats comme la France et l'Allemagne s'opposent avec force à une nouvelle guerre du Golfe qui entraînerait d'épouvantables souffrances.

## Preuves de l'usage par Israël d'armes de destruction massive au Liban

par Wayne Madsen - WMR.

De sources provenant du renseignement militaire des Etats-Unis ont indiqué à WMR que l'obus d'artillerie montré ci-dessous, utilisé par les Forces Israéliennes de Défense au Liban, est un type d'arme bi et multi-usage que les néoconservateurs ont faussement accusé Saddam Hussein de détenir.

Bien que l'engin soit commercialisé comme une bombe anti-mine à explosion différée, sa charge utile peut aussi inclure des produits chimiques utilisés dans les bombes thermobariques (mélanges explosifs), les armes au phosphore blanc, et les armes chimiques.

Les bombes thermobariques contiennent des explosifs chargés de polymère ou d'explosifs FAE («Fuel Air Explosives», à savoir engins à explosion diffuse) comme charges utiles. Les Thermobariques utilisent des détonateurs FMU («Fuse Munition Unit», made in USA) tel que ceux qu'on voit sur la pointe de l'obus israélien. L'obus pénètre dans les constructions, dans les abris souterrains, ou dans les tunnels, créant un tel souffle explosif que tout l'oxygène est aspiré des espaces et des poumons de quiconque se trouve à proximité. L'utilisation par Israël de telles armes «aspirantes» est établi en ce qui concerne le Liban.

La pièce d'artillerie, avec son détonateur FMU, peut également contenir des armes chimiques, dont l'usage a été constaté

au Sud-Liban. En plus, elle peut contenir du phosphore blanc, une substance qui littéralement fond en traversant la peau tout en laissant les vêtements relativement intacts. A Falloujah et partout en Irak, les forces étasuniennes ont utilisé du phosphore blanc sur des civils, laissant des cadavres grotesques comme un élément de la guerre psychologique pour obliger la population civile à se soumettre ou à évacuer la zone.

La photo ci-dessous prise à Saïda (3<sup>e</sup> ville du Liban) d'une petite fille libanaise brûlée et gravement défigurée est un indicateur révélateur de l'usage de phosphore blanc par les Israéliens. Des photos similaires de Falloujah nous ont été montrées par un grand reporter de la RAI, la chaîne de télévision italienne.

Les experts des services de renseignement militaire des Etats-Unis pensent que la facilité avec laquelle le soldat israélien manie l'obus d'artillerie est une indication que la charge utile se compose d'un gaz de faible poids et non d'un mélange combustible-air ou de composants d'une bombe thermobarique. •

Source: [www.planetenonviolence.org](http://www.planetenonviolence.org),

texte original: [www.waynemadsenreport.org](http://www.waynemadsenreport.org), WMR, 22-23 juillet 2006.



Grenade multifonctionnelle israélienne. (Cette photo a été interdite par le chef de la censure militaire d'Israël)



Petite fille libanaise gravement défigurée avec des brûlures noires d'origine inconnue. (photo keystone)

## Des médecins constatent des blessures inconnues

### Colonel israélien confirme «l'usage de types uniques de munitions et armements»

On dirait une petite momie égyptienne. Elle ne date pas cependant de plusieurs milliers d'années, mais de quelques jours. C'est une fillette libanaise: le corps intact, mais entièrement noir, comme momifié. C'est une des photos informant que les forces israéliennes sont en train d'utiliser au Liban des et probablement aussi d'autres armes chimiques de genre nouveau. Des images qui rappellent celles de Falloujah, celles de la «tragédie cachée» rapportée par RaiNews24, en novembre 2005.

Nous sommes devant un autre massacre caché, au Liban, cette fois.

C'est ce dont témoigne le professeur Bachir Cham, médecin d'origine libanaise qui dirige un hôpital au Liban, assisté par des médecins belges. Dans une conférence de presse à Bruxelles par le secrétariat de l'archevêque de Tripoli, Monseigneur Jean Abboud, le professeur Cham a déclaré (par téléphone portable) que huit corps «à l'aspect de momies», dont

ceux de deux enfants ont été transportés à son hôpital et photographiés. Sur les corps «*il n'y a pas de signes de blessures provoquées par explosion: j'ai l'impression qu'un produit toxique a pénétré dans les corps à travers la peau, en provoquant la mort*».

### Israël reconnaît l'utilisation de phosphore blanc

Que les forces israéliennes aient des projectiles d'artillerie au phosphore blanc, le journal israélien *Haaretz* l'a publié le 10 novembre 2005 (immédiatement après le documentaire de *RaiNews24* sur Falludjah), dans un article intitulé «*Les forces de la défense israélienne utilisent des balles au phosphore dans leurs exercices, en violation de la réglementation internationale*». Le fait est venu au jour parce que le 17 août 2005, un jeune bédouin avait été tué et trois autres gravement blessés par la détonation d'une arme au phosphore non explosée, qu'ils avaient trouvé sur les collines de Hébron. Ne pouvant pas nier l'épisode, le porte-parole des forces armées israéliennes l'avait reconnu comme «un incident malheureux», ajoutant que «*les projectiles au phosphore ne sont utilisés dans les exercices que pour éclairer les objectifs*».

Le phosphore blanc est une arme interdite par le Protocole sur les armes incendiaires (1980): il interdit l'emploi de telles armes contre des objectifs militaires situés dans des zones où sont concentrés des civils. Sauf qu'Israël, comme les Etats-Unis, ne l'ont pas signé, niant ainsi sa validité. Il existe désormais des preuves, même photographiques, que les forces armées israéliennes utilisent des projectiles au phosphore au Liban et à Gaza.

Il y a en outre de sérieux indices sur l'emploi d'autres armes chimiques, aussi de nouveau type. Les instructions envoyées le 23 juillet aux organes de presse israéliens par le colonel Sima Vaknin-Gil, chef de la censure militaire israélienne, le confirment. Dans le document (dont nous avons eu copie indirectement) on interdit aux journalistes qui suivent les opérations terrestres au Liban de fournir des informations sur l'«*usage de types uniques de munitions et armements*».

### Photo interdite d'un projectile spécial

Malgré l'interdiction, la photo d'un projectile spécial utilisé au Liban a été diffusée. Selon les experts, il peut contenir ou du phosphore blanc ou d'autres substances chimiques utilisées pour les munitions thermobariques: en explosant à l'intérieur d'édifices et de refuges, elles créent le «*vide*», c'est-à-dire aspirent l'air de l'atmosphère ambiante et des poumons de ceux qui s'y trouvent. D'autres types de projectiles aéroc combustibles, arrivés près du sol, répandent un nuage d'aérosol chimique qui, en explosant dans un détonateur, crée une onde de choc et une tempête de feu tels qu'ils peuvent tuer quiconque se trouve dans un rayon de centaines de mètres. Comme le chef de la censure militaire interdit de donner des informations sur les «*types uniques de munitions et armements*», il est pratiquement certain qu'on utilise aussi au Liban des armes secrètes de nouveau genre. Elles ont ainsi testées dans des conditions réelles de guerre pour être perfectionnées.

### Les armes transitent par l'Italie

L'Italie n'est pas étrangère à tout cela. La plus grande partie de ces armes est fournie à Israël par les Etats-Unis, et nombre d'entre elles passent par Camp Darby et d'autres bases étasuniennes dans notre pays. De plus, la loi du 17 mai 2005 n°94, qui institutionnalise la coopération entre les ministères des forces armées italien et israélien, prévoit la «*coopération dans la recherche, dans le développement et dans la production*» de technologies militaires par «*l'échange de données techniques et matérielles*» d'intérêt commun. Tout cela sous la chape du secret militaire. Il n'est donc pas exclu que quelque arme de «*genre unique*», expérimentée par les forces israéliennes dans le «*polygone*» libanais, inclue déjà une technologie italienne.

Source: [www.planetenonviolence.org](http://www.planetenonviolence.org), traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio, texte original de Manlio Dinucci: [www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/26-Luglio-2006/art16.html](http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/26-Luglio-2006/art16.html)

## Horizons et débats

Journal favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

Le journal *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

Le journal *Horizons et débats* paraît au minimum 6 fois l'an.

Je commande un abonnement annuel au prix de 35.– frs / 20.– €

Je commande à l'essai les trois prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom: \_\_\_\_\_

Rue / N°: \_\_\_\_\_

NPA / Localité: \_\_\_\_\_

Date / Signature: \_\_\_\_\_

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51  
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich